

« Vu pour être annexé à la délibération du 15 novembre 2019 approuvant le PLU. »



Fait à Chalaines,
Le Maire

COMMUNE DE CHALAINES

Plan Local d'Urbanisme

Rapport de présentation



SOMMAIRE

I. DIAGNOSTIC.....	11
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE	12
A. L'histoire de Chalaines.....	12
B. Présentation de la commune de Chalaines.....	12
C. Contexte supra-communal.....	14
D. Les données INSEE.....	16
2. LA DÉMOGRAPHIE ET LE LOGEMENT	17
A. Les données démographiques.....	17
3. La population par grande tranche d'âge.....	19
B. Les données sur le logement.....	21
3. LA SITUATION ÉCONOMIQUE	23
4. LES EQUIPEMENTS PUBLICS	34
5. LES DEPLACEMENTS.....	35
6. LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE.....	37
7. LES RISQUES.....	38
8. LES CARRIERES	42
9. LE PERIMETRE DE PROTECTION DE CAPTAGE	42
10. LES RÉSEAUX.....	43
11. LE BATI.....	45
A. La morphologie urbaine.....	45
12. BILAN DE LA CONSOMMATION FONCIERE	47
A. Le bilan de POS.....	47
B. Analyse de la consommation d'espace	49
C. Capacité de densification de Chalaines.....	50
II. État initial de l'environnement.....	52
1. CARACTERISTIQUES GENERALES	53
A. Topographie.....	53
B. Géologie.....	53
C. Hydrographie de surface	57
D. Masses d'eau souterraines.....	61
E. Paysages.....	63
F. Le climat.....	67
2. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITÉ	69
A. Espaces naturels remarquables.....	69
B. Diversité des habitats biologiques	75
C. Faune et flore locale.....	81
D. Le fonctionnement écologique du territoire.....	83
3. Enjeux	96
A. Des milieux naturels à protéger	96
B. Assurer le maintien des continuités écologiques	96
III. Explication des choix établis pour élaborer le PLU	98

1. EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVLOPPEMENT DURABLES.....	100
1. Présentation de la délimitation des zones	106
2. Les superficies des zones	108
3. Les éléments de paysage et de patrimoine à conserver	108
4. L'emplacement réservé.....	109
5. Justifications des limitations administratives à l'utilisation du sol apportées par le règlement.....	109
6. L'orientation d'aménagement et de programmation	115
7. préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.....	115

INTRODUCTION

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est un document de planification créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) en décembre 2000. Véritable outil de développement territorial et urbain, le PLU a pour objectif de concrétiser une démarche de projet de territoire, cohérente et pertinente à l'échelle locale. Il fixe notamment les règles d'occupation du sol : où, quoi et comment construire. Le PLU définit précisément les choix retenus en matière de développement. Cet outil de gestion du territoire spatialise ainsi :

- Les principes de développement et d'aménagement durables au sein du PADD,
- Les choix concrets de destination des sols dans les pièces graphiques du règlement,
- Des outils de gestion du territoire tels que les emplacements réservés, les servitudes pour la mixité sociales, etc.

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX ET LES OBJECTIFS DU PLU

Le PLU de Chalaines devra être conforme aux principes de développement durable, fixés par les lois Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000, Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003, Grenelle II (Engagement National pour l'Environnement) du 12 juillet 2010 et Alur (loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové) du 23 mars 2015.

Le PLU devra respecter les objectifs du développement durable définis à l'article **L.101-2 du Code de l'Urbanisme** imposant :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

LE CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME

➤ Le rapport de présentation :

Qui contient le diagnostic territorial, l'Etat Initial de l'Environnement (EIE) et la justification des choix retenus pour l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable. Plus particulièrement, le diagnostic du PLU devra être établi :

« au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces

agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services. Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Il justifie les objectifs compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques »

➤ Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) :

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est la clef de voûte du dossier de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le PADD définit les orientations du projet d'urbanisme ou d'aménagement de l'ensemble des communes concernées. C'est un document simple et concis, donnant une information claire aux citoyens et habitants sur le projet territorial. Le PADD n'est pas directement opposable aux permis de construire ou aux opérations d'aménagement, mais le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation, eux opposables, constituent la traduction des orientations qui y sont définies.

➤ Le règlement :

Fixe, en cohérence avec le P.A.D.D, les règles générales et les servitudes d'utilisation du sol

➤ Les pièces graphiques (plans) :

Constituent une traduction graphique du règlement. Ils font notamment apparaître les zones urbaines « U », les zones à urbaniser « AU », les zones agricoles « A » et les zones naturelles « N », ainsi que les espaces boisés classés « EBC ».

➤ Les Orientations d'Aménagement et de Programmation :

Relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, structurer ou aménager.

➤ Les annexes

LE CONTEXTE LÉGISLATIF : LES TEXTES DE PORTÉE GÉNÉRALE

La Loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature est

considérée comme le texte fondateur du Droit de l'Environnement ; cependant d'autres textes prenaient déjà en compte certains thèmes relatifs à la notion d'environnement. Il en est ainsi de :

- La **loi du 21 avril 1906 relative à la protection des sites et des monuments naturels**, qui distingue les paysages artistiques et les paysages industriels
- La **loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques** qui institue au profit des immeubles dont la conservation présente un intérêt public historique ou artistique un double système de protection : l'inscription à l'inventaire et le classement.
- La **loi du 2 mai 1930 relative à la protection des sites** retient un régime identique concernant les sites dont la préservation et la conservation présentent au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.
- La **loi n° 62-903 du 4 août 1962 dite Loi Malraux**, relative à la protection et à la restauration des quartiers anciens et plus particulièrement les centres historiques des villes, a mis au point un système spécifique alliant planification et mesures réglementaires par la mise en place des secteurs sauvegardés.
- La **loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature** stipule que les documents d'urbanisme doivent respecter les préoccupations d'environnement complétée par un décret d'application du 12 octobre 1977 selon lequel les préoccupations d'environnement sont prises en compte par les documents d'urbanisme dans le cadre des procédures réglementaires qui leurs sont propres.
- La **loi n° 83.3 du 7 janvier 1983 relative à la décentralisation définissant la nouvelle répartition des compétences en matière d'urbanisme**, attribue aux collectivités locales un rôle fondamental pour la protection des espaces naturels, pour la gestion de l'espace et pour la mise en valeur du patrimoine. Il existe, désormais, une responsabilité partagée, l'Etat concourant avec les communes, les départements et les régions à la protection de l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie.
- Le **décret n° 83.813 du 9 septembre 1983** est venu renforcer le contenu de l'obligation légale d'une **prise en compte de l'environnement dans le plan d'occupation des sols...** dont le rapport de présentation analyse en fonction de la sensibilité du milieu, l'état initial du site, de l'environnement, et les incidents de la mise en œuvre du POS sur leur évolution ainsi que les mesures prises pour leurs préservations et leur mise en valeur... . (Article R 123.17 du

Code de l'Urbanisme).

- La **loi d'orientation pour la ville du 13 juillet 1991** fixe les principes d'une évolution mieux maîtrisée et mieux équilibrée du territoire urbain et en particulier le principe de diversité permettant de faire coexister dans chaque agglomération, chaque commune et chaque quartier, les différents types de logement, d'équipement, de service, d'activité...et de peuplement. Cette loi pose l'obligation, dans les documents de planification, de veiller à l'équilibre de l'habitat et d'assurer la mixité des fonctions dans les villes et les quartiers.

- La **loi n° 93.24 du 8 janvier 1993 dite loi paysage** préconise une analyse de l'état initial du paysage et énonce des objectifs poursuivis en ce qui concerne sa protection et sa mise en valeur. Désormais, au titre de l'article L 123.1 du Code de l'Urbanisme, les POS, en prenant en compte la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution, peuvent, identifier et localiser, non seulement les monuments et les sites, mais également les éléments de paysage et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou écologique...

- La **loi n° 95.101 du 2 février 1995 dite loi Barnier** relative au renforcement de la protection de l'environnement prévoit dans chaque département un inventaire du patrimoine établi par l'Etat ; il recense les sites, paysages et milieux naturels ainsi que les mesures de protection de l'environnement existantes. La protection de l'environnement reconnue comme étant d'intérêt général, conduit à des préconisations relatives à un contrôle de l'affichage publicitaire, l'enfouissement des réseaux électriques ou téléphoniques, les sites classés, la prévention des risques naturels prévisibles... et les documents d'urbanisme doivent les prendre en compte.

- La **loi n° 95.115 du 4 janvier 1995, loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, dite loi Pasqua** rappelle que la politique de protection de l'environnement contribue aux objectifs d'aménagement et de développement du territoire, précise des nouvelles orientations sur l'intercommunalité et est à l'origine de la création des Directives Territoriales d'Aménagement (DTA).

- La **loi n° 99-533 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, dite loi Voynet**, modifie le code de l'urbanisme et de l'environnement, particulièrement en matière de participation des habitants, de renforcement l'intercommunalité et en introduisant la notion de développement durable.

- La **loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au**

Renouvellement Urbains, a pour objectif un développement urbain plus solidaire et durable, ainsi que de lutte contre l'étalement urbain, avec une plus grande cohérence des politiques urbaines. La loi SRU crée de nouveaux documents d'urbanisme tels que les SCoT et PLU. Le passage du POS au PLU permet d'instaurer des nouveautés, notamment l'instauration d'un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ou encore des évolutions de zonage (suppression des zones NB, création des zones U, AU, A, N...).

- La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dite loi Boutin. Cette loi instaure certains nouveaux dispositifs dans les PLU concernant le logement, tel que permettre au PLU de délimiter dans les zones U ou AU des secteurs dans lesquels les programmes de logement doivent comporter une proportion de logement d'une taille minimale, et également la possibilité de déterminer des secteurs dans les zones U où le règlement pourra prévoir un dépassement dans la limite de 20% des règles relatives au gabarit, à la hauteur, à l'emprise au sol et au COS.

- Les lois n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement 1 et n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement pour l'environnement dites Grenelle II.

La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové. Le volet urbanisme de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR) provoque des changements importants en droit de l'urbanisme : la loi consacre pas moins de 51 articles au droit de l'urbanisme avec pour objectif de faciliter et d'accroître l'effort de construction de logements, tout en freinant l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain.

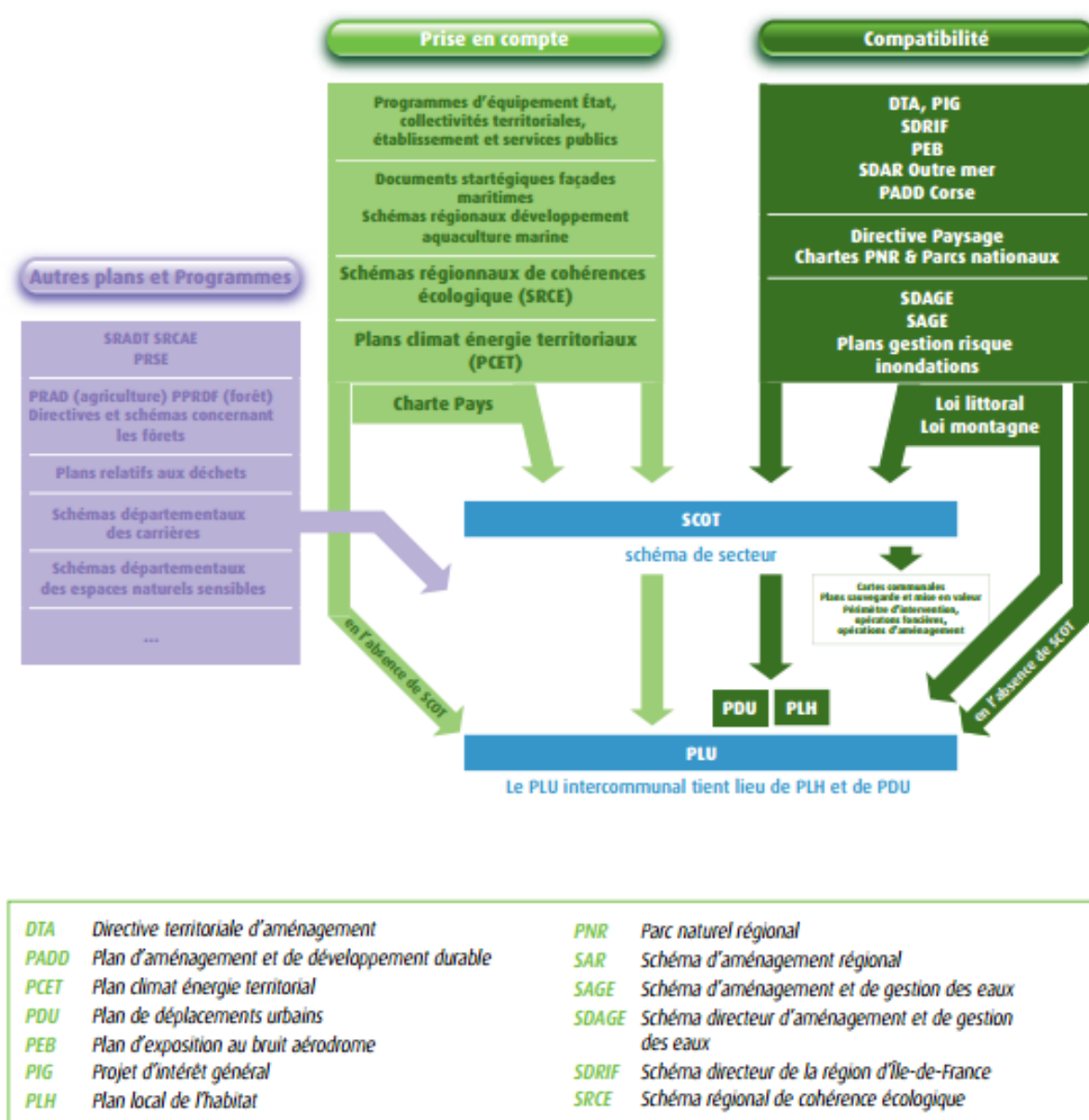
La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi Macron. Cette loi a pour objectif un urbanisme de projet en adéquation avec les enjeux économiques et sociaux. Elle introduit une modernisation sur les thématiques de mixité sociale et fonctionnelle et de l'étalement urbain.

Les plans locaux d'urbanisme (PLU) au travers de ces lois, voient leurs dimensions thématiques et programmatiques fortement renforcées. Les orientations d'aménagement deviennent des orientations d'aménagement et de programmation (OAP). C'est donc à la fois un document plus cohérent, plus transversal, plus réaliste qui doit être élaboré, définissant des priorités et

limitant fermement l'extension urbaine, quand celle-ci est réalisée en anticipation des infrastructures et des équipements.

LES DOCUMENTS CADRES

Le Code de l'Urbanisme introduit une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme, plans et programmes et un rapport de comptabilité entre certains d'entre eux.



I. D I A G N O S T I C

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

A. L'histoire de Chalaines

Situé sur la rive droite de la Meuse, en face de Vaucouleurs, Chalaines est attesté dès le VII^{ème} siècle. Au cours du Moyen âge, le village subit une translation ; le vieux Chalaines, ou « Chalaines-la-Petite », à l'emplacement actuel du moulin, est détruit au XIII^{ème} siècle et se dépeuple au profit de « Chalaines-la-Grande », au bas de la côte de Rouveau. Le village est entièrement détruit pendant la guerre de Trente Ans. Il reste abandonné jusqu'en 1696 environ, puis se repeuple rapidement, favorisé au XVIII^{ème} siècle par la construction d'un pont sur la Meuse et par les échanges denses entre Vaucouleurs et Toul. Un officier enrichi, Jean-Baptiste Pernot, y construit un château en 1783. Chalaines, épargné par les conflits du XIX^{ème} siècle, est le théâtre de violents combats le 19 juin 1940.

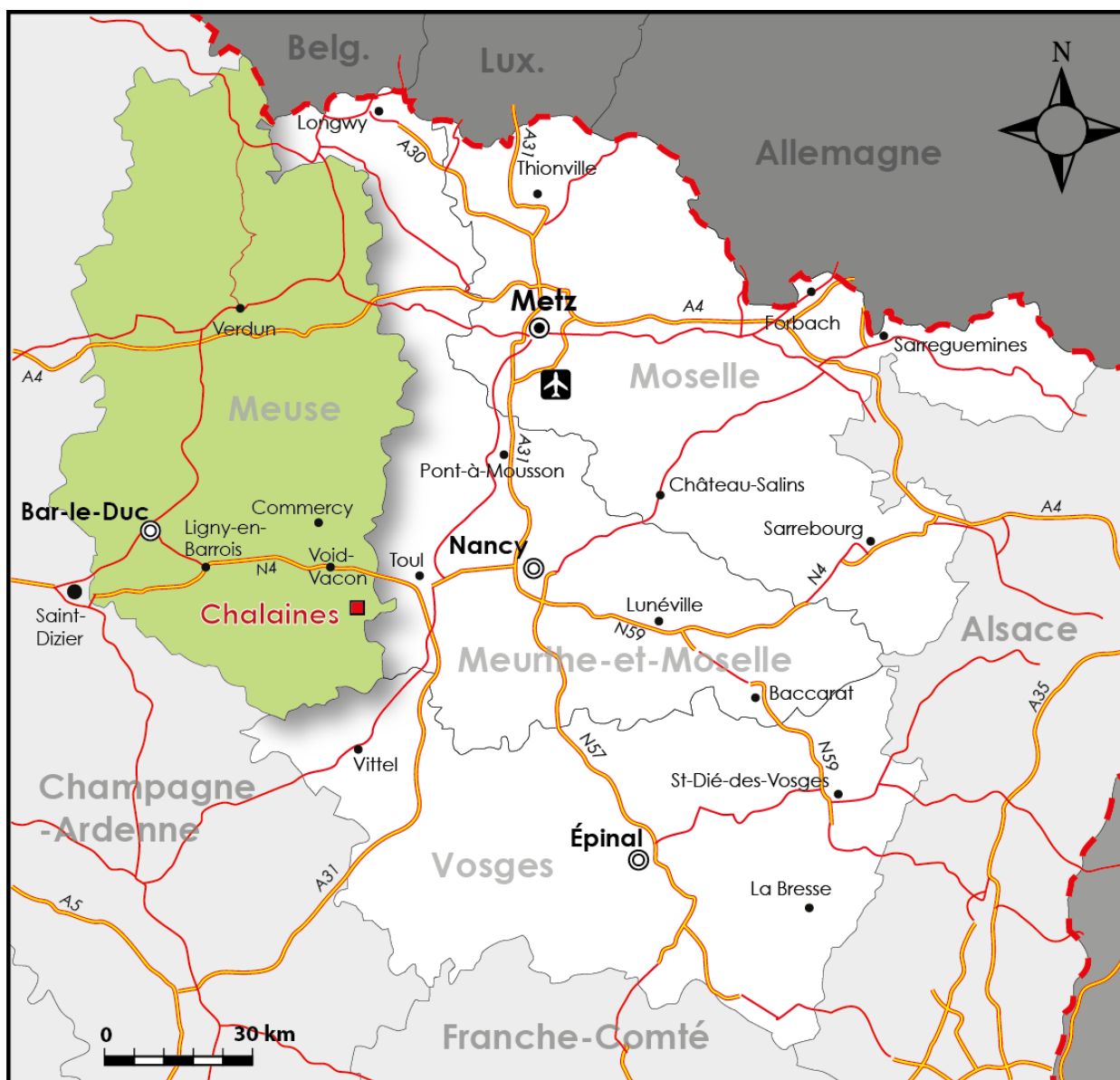
B. Présentation de la commune de Chalaines

Chalaines est une commune rurale meusienne de la région Grand Est (ex-région Lorraine) située à proximité des départements de la Meurthe et Moselle et des Vosges. Les principales villes les plus proches sont :

- Commercy à 20 km,
- Toul à 29 km,
- Neufchâteau à 33 km,
- Nancy à 44 km,
- Bar-le-Duc à 54 km.

Le village accueille 332 habitants en 2015 et s'étend sur près de 8 km² pour une densité de 41hab/km². L'altitude minimum est de 245 m et l'altitude maximum de 373 m.

Composée en majorité d'espaces agricoles, champs, vergers et prairies, la commune accueille également des espaces boisés.



: Frontières	: Aéroport Metz-Nancy Lorraine	: Chalaines
: Axes routiers principaux	: Capitale régionale	
: Voies secondaires	: Préfectures	

LOCALISATION DE CHALAINES EN LORRAINE

C. Contexte supra-communal

La commune fait partie du Canton de Vaucouleurs et de l'arrondissement de Commercy. Chalaines est membre de La communauté de communes de Commercy-Void-Vaucouleurs créée le 1er janvier 2017. Elle comprend 54 communes et représente 23 000 habitants.



Le territoire communal jouxte les communes suivantes :

- Vaucouleurs située à 1,2 km,
- Rigny-la-Salle située à 2,4 km,
- Rigny-Saint-Martin à 3,6km,
- Neuville-lès-Vaucouleurs à 3,7km,
- Sepigny à 5,3km et enfin Gibeauveix à 6,5km, cette dernière étant en Meurthe-et-Moselle et ne faisant pas partie de la Communauté de communes.

D. Les données INSEE

➤ Recensements et modes d'analyse

Les données statistiques proviennent des bases de données de l'INSEE suivant les différents recensements effectués entre 1968 et 2012, complété par les données 2014 et 2015 lorsqu'elles sont disponibles. Lors de chaque recensement, l'exploitation statistique est réalisée en deux temps : l'exploitation « principale » puis l'exploitation « complémentaire ».

- L'exploitation principale porte sur l'ensemble des questionnaires collectés lors du recensement. Elle est exhaustive pour les communes de moins de 10 000 habitants.
- L'exploitation complémentaire propose une analyse d'échantillons représentant 25% des résidences principales recensées et leurs habitants pour les communes de moins de 10 000 habitants.

Les résultats issus de l'exploitation principale ont une précision supérieure. Quant à l'exploitation complémentaire, elle fournit des résultats plus complets et améliore la qualité de certaines variables.

➤ Les comparaisons

Deux échelles de comparaison ont été retenues afin de replacer Chalaines dans un contexte géographique plus large :

- La communauté de Communes de Commercy Void Vaucouleurs
- L'ancienne Communauté de Communes Val des Couleurs lorsque les données ne sont pas disponibles pour le nouvel EPCI,
- Le département de la Meuse.

2. LA DÉMOGRAPHIE ET LE LOGEMENT

A. Les données démographiques

1. Une population relativement stable

ÉVOLUTION DE LA POPULATION À CHALAINES

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2014	2015
Population	292	256	281	291	297	321	327	332
En % d'évolution		-12,3	9,8	3,6	2,1	8,1	1,6	1,5
CC Commercy-Void-Vaucouleurs	25 246	23 294	22 845	22 544	22 414	23 515		23 037
En % d'évolution		-7,7	-2	-1,3	-0,5	4,9		-2

Tableau 1 : INSEE, recensement principale de 1968 à 2015. NEGE 2015

En 2015, la population de Chalaines était de 332 habitants. La commune a connu deux phases d'évolutions :

- **entre 1968 et 1975**, la population de Chalaines est passée de 292 à 256 habitants, soit une diminution de 12,3 %.
- Depuis elle n'a cessé d'augmenter, **passant de 256 habitants en 1975 à 332 en 2015**, ce qui constitue une augmentation générale par rapport à 1968, fait plutôt rare pour une commune meusienne.

La Communauté de communes Commercy-Void-Vaucouleurs a connu une baisse démographique importante entre 1968 et 1999, perdant 2 832 habitants, soit une diminution de plus de 10% de sa population. Une reprise démographique a eu lieu entre 1999 et 2010, l'intercommunalité ayant gagné 1 100 habitants. Une nouvelle baisse est observable depuis 2010 avec une perte de 500 habitants.

2. Un taux de variation positif grâce au solde naturel

SOLDE NATUREL ET SOLDE MIGRATOIRE

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
variation annuelle moyenne de la population en %	-1,9	1,3	0,4	0,2	0,8	0,4
due au solde naturel en %	-0,5	-0,9	-0,4	-0,1	0,3	0,6
due au solde apparent des entrées-sorties en %	-1,3	2,2	0,8	0,3	0,5	-0,2
Taux de natalité en ‰	9,9	9,6	10,5	10,6	8,9	14,2
Taux de mortalité en ‰	15,1	18,7	14	11,3	7,3	6,8

Tableau 2 : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremenets - RP1999 à RP2014 exploitations principales - NEGE 2015.

Le taux de variation est issu de la combinaison du solde apparent (différence entre entrants et sortants) et du solde naturel (différence entre naissance et décès). L'évolution de la population s'explique par les différences entre ces deux données.

Depuis 1975, la population de Chalaines a augmenté, notamment grâce à un solde migratoire positif jusqu'à la fin des années 2000. Le solde migratoire a diminué depuis du fait du manque de terrains disponibles à la construction.

L'augmentation de la population s'explique depuis principalement par le nombre de naissances positif et donc par le solde naturel.

3. La population par grande tranche d'âge

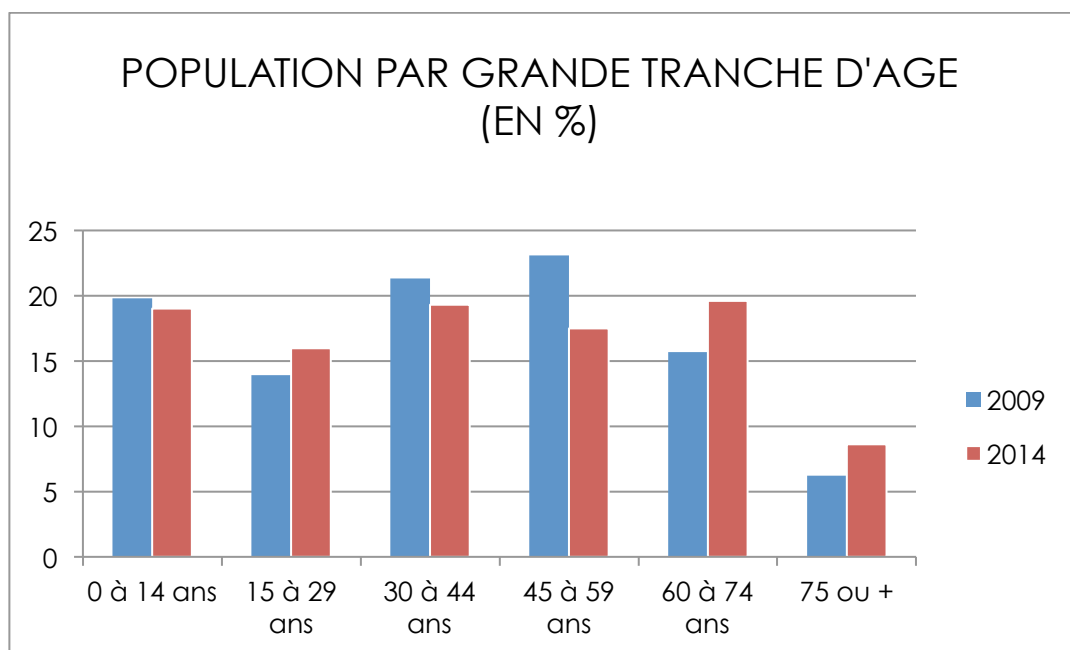


Tableau 3 : Population par grande tranche d'âge, INSEE RP1999 et 2011, statistiques principales, NEGE 2015.

En 2009, la tranche d'âge la plus représentée à Chalaines était les 45-59 ans avec plus de 23% de la population. En 2014, Chalaines suit la tendance meusienne avec un vieillissement de la population. En effet, un phénomène de transvasement important est observable de la catégorie des 45-59 ans vers la tranche des 60-74 ans, couplé à une augmentation des 75 ans et plus.

4. Une taille des ménages qui diminue

ÉVOLUTION DE LA TAILLE DE MÉNAGES

	Nombre de ménages			
	2014	%	2007	%
Ensemble	144	100,0	139	100,0
Ménages d'une personne	48	33,3	48	36,1
<i>Hommes seuls</i>	28	19,4	32	23,0
<i>Femmes seules</i>	20	13,9	16	11,5
Autres ménages sans famille	0	0,0	0	0,0
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	96	66,7	91	65,5
<i>un couple sans enfant</i>	48	33,3	36	25,9
<i>un couple avec enfant(s)</i>	44	30,6	52	37,4
<i>une famille monoparentale</i>	4	2,8	4	2,9

Tableau 4 : Évolution de la taille des ménages, INSEE RP2006 et 2011 exploitations principales, NEGE 2015.

En corrélation avec l'augmentation de la population, le nombre de ménages est passé de 137 à 144 entre 2007 et 2014 au sein de la commune. Une légère augmentation, principalement dues aux couples sans enfants, dont la part est passée de 25,9% à 33,3%. La part des couples avec enfant(s) a quant à elle diminué de 37,4% à 30,6%, ce qui s'explique probablement par une décohabitation des enfants, qui quittent le foyer familial pour leurs études ou pour un emploi sur un autre territoire.

Parallèlement la taille moyenne des ménages reste stable (2,3 personnes en moyenne par ménage), ce qui est légèrement supérieur à la moyenne intercommunale (2,2 personnes en moyenne par ménage).

B. Les données sur le logement

1. Catégories et types de logements

CATÉGORIES ET TYPES DE LOGEMENTS

	2014	%	2009	%
Ensemble	169	100,0	162	100,0
Résidences principales	144	85,7	141	87,0
Résidences secondaires et logements occasionnels	8	4,8	10	6,2
Logements vacants	16	9,5	11	6,8
Maisons	152	89,8	150	92,6
appartements	16	9,5	12	7,4

Tableau 5 : Catégories et types de logements, INSEE, NEGE 2015.

Chalaines comptait 162 logements en 2009, contre 169 en 2014, principalement des résidences principales, dont le nombre a peu évolué sur la période (+3). Les résidences secondaires ont connu une diminution de 10 à 8 unités. Le nombre de maisons a légèrement augmenté (+ 2 maisons). 4 nouveaux appartements ont été créés, faisant passer leur nombre de 12 à 16, soit 9,6% des logements totaux, répondant à une demande non négligeable de logements locatifs en milieu rural.

RÉSIDENCES PRINCIPALES SELON LE NOMBRE DE PIÈCES

	2013	%	2009	%
Ensemble	144	100	141	100
1 pièce	1	0,7	1	0,7
2 pièces	6	4,2	6	4,2
3 pièces	20	13,9	15	10,6
4 pièces	26	18,1	36	25,4
5 pièces ou plus	91	63,2	83	59,2

Tableau 6 : Résidences principales selon le nombre de pièces, INSEE, NEGE, 2016

Comme dans l'ensemble des communes rurales, les logements de grandes tailles (5 pièces ou plus) sont les plus représentés à Chalaines avec 63,2% des résidences principales. Dans l'ensemble, les logements de 3 pièces ou moins sont bien représentés avec 18,8% du parc. 5 nouveaux 3 pièces sont recensés entre 2008 et 2013, ainsi que 7 nouveaux 5 pièces ou plus. Les logements de 4 pièces ont perdu 10 éléments sur la même période.

2. Ancienneté d'emménagement des ménages

ANCIENNETÉ D'EMMENAGEMENT DES MÉNAGES

	Nombre de ménages	Part des ménages
Ensemble	144	100,0
Depuis moins de 2 ans	11	7,6
De 2 à 4 ans	19	13,2
De 5 à 9 ans	25	17,4
10 ans ou plus	89	61,8
De 10 à 19	24	16,7
De 20 à 29 Ans	23	16,0
30 ans ou plus	42	29,2

Tableau 7 : Ancienneté d'emménagement des ménages, INSEE RP2014, NEGE 2015.

Sur 144 ménages, 30 se sont installés à Chalaines depuis moins de 4 ans (soit 20,8%), dont 11 ces deux dernières années, ce qui constitue un renouvellement de la population au sein de la commune (correspondant aux moyennes de l'intercommunalité).

Globalement les habitants sont fidèles à la commune. 89 ménages (soit 61,8%) sont installés depuis plus de 10 ans, dont 42 (soit 29,2%) depuis 30 ans ou plus.

3. Des logements anciens

RÉSIDENCES PRINCIPALES SELON LA PÉRIODE D'ACHÈVEMENT

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2010	144	100
<i>Avant 1946</i>	60	42,9
<i>De 1946 à 1990</i>	55	39,3
<i>De 1991 à 2010</i>	27	17,9

Tableau 8 : Résidences principales selon la période d'achèvement, INSEE, RP 2014, NEGE 2015.

Le parc résidentiel est âgé à Chalaines. En effet, 42,9% des constructions sont antérieures à 1946. Celui-ci est dans l'ensemble en bon état. 39,3% du parc est d'après-guerre et correspond notamment aux logements construits au sein du lotissement du Château. Enfin, le nombre de constructions plus récentes est assez élevé pour une commune de la taille de Chalaines avec 27 nouvelles constructions entre 1991 et 2010 (18 entre 1991 et 2005 et 10 entre 2006 et 2011) prouvant le réel dynamisme de la commune.

4. La tension du parc immobilier

Selon les chiffres de l'INSEE, la commune présente une vacance de 9,5% en 2014 contre 6,8% en 2009. Chalaines bénéficie d'une demande assez importante, de par sa situation de proximité avec les villes de Vaucouleurs, Commercy, Toul et Nancy. Après discussion avec les élus, il n'y a, en 2017, que 4 logements vides dans la commune, rendant faible le renouvellement à court terme de la population. Il y a donc un réel besoin de logements au sein de la commune. De plus, les élus ont effectué un travail important sur la récupération des logements vacants en cœur de village. La commune a racheté plusieurs maisons vides et les a transformé en logements locatifs. Ces logements sont très demandés, la vacance y est inexistante et cela assure une rentrée d'argent régulière à la commune.

3. LA SITUATION ÉCONOMIQUE

1. Les catégories socioprofessionnelles et les types d'activités à Chalaines

LES CSP						
Actifs 15-64 ans en 2011	Agriculteurs exploitants	Artisans, Comm., Chefs entr.	Cadres, Prof. intel. sup	Prof. intermédiaires	Employés	Ouvriers
148	8	16	0	36	56	32
100,0	5,4	10,8	0,0	24,3	37,8	21,6

Tableau 9 : Population de 15-64 ans selon la CSP, INSEE, NEGE 2015.

Note : Les données INSEE concernant les CSP des actifs ne sont pas disponibles à l'échelle de la commune pour 2014.

En 2011, 148 actifs (entre 15 et 64 ans) résidaient dans la commune, la catégorie socio-professionnelle principale étant les employés avec 56 membres, soit 37,8% des actifs. Les professions intermédiaires et les ouvriers représentent une part importante des actifs avec respectivement 36 membres pour 24,3% et 32 membres pour 21,6% des actifs.

Population de 15 ans à 64 ans par type d'activité		
	2014	2009
Ensemble	203	206
actifs en %	69,3	72,1
Actifs ayant un emploi en %	61,9	66,8
chômeurs en %	7,4	5,3
Inactifs en %	30,7	27,9
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7,9	7,2
retraités ou préretraités en %	15,3	12,5
autres inactifs en %	7,4	8,2

Tableau 10 : Population de 15 à 69 ans par type d'activité, INSEE RP2009 et RP2014, NEGE 2015.

En 2014, parmi la population totale on retrouve 69,3 % d'actifs et 30,7% d'inactifs. Bien qu'ayant augmenté de 2 points en 5 ans, le taux de chômage est de 7,4%, ce qui est en dessous de la moyenne nationale (10,5) et de l'intercommunalité (11%).

La part des actifs ayant un emploi a diminué de près de 5 points, ceci est principalement lié à l'augmentation du chômage, mais également à la hausse du nombre de retraités liée au vieillissement de la population (de 12,5 à 15,3%).

2. L'activité économique:

Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi, qui résident dans la zone				
	2014	%	2009	%
Ensemble	127	100,0	139	100,0
Travaillent :				
dans la commune de résidence	21	16,5	23	16,5
dans une commune autre que la commune de résidence	106	83,5	116	83,5
située dans le département de résidence	45	35,4	65	46,8
située dans un autre département de la région de résidence	58	45,7	51	36,7
située dans une autre région en France métropolitaine	3	2,4	0	0,0
située dans une autre région hors de France métropolitaine	0	0,0	0	0,0

Tableau 11 : Lieu de travail des actifs de plus de 15 ans ayant un emploi, INSEE 2014, NEGE 2015.

16,5% des actifs ayant un emploi travaillent à Chalaines. C'est une part assez importante pour une commune rurale qui s'explique par la présence du site du moulin de la Roche, ancienne usine hydroélectrique, qui accueille encore plusieurs entreprises.

Les actifs ayant un emploi hors de la Meuse sont désormais majoritaires. En effet, s'ils étaient 46,8% à travailler en Meuse en 2009, ils ne sont aujourd'hui plus que 35,4%. À l'inverse, en 2009, les actifs travaillant hors de Meuse sont passés de 36,7% à 45,7% en 2014, principalement vers la Meurthe-et-Moselle (Toul, Nancy), mais également les Vosges.

3. L'activité au sein de la commune :

Chalaines accueille des activités variées :

- Sept exploitations agricoles,
- Une société de conseil en développement d'entreprises,
- Un hébergement touristique et autre hébergement de courte durée,
- Un entrepreneur de Maçonnerie,
- L'association « communauté entrepreneurs individuels »,
- Deux entreprises de commerce de gros,
- Une entreprise de terrassement,
- L'association « ASS UNION SPORTIVE VAUCOULEURS »,
- L'association « LES ECURIES DE CHALAINES »,
- Un entrepreneur en installation électrique,
- Un entrepreneur en fabrication de verre creux,
- L'association « ASS DES AMIS DU DOMAINE DE CHALAINES »,
- L'association « EUTERPE »,
- Deux entreprises de vente à domicile,
- Un artisan de construction,
- L'association « ASS PROPRIET CHEVAUX COURSES GALOP EST »,
- L'association « COMITE DES LOISIRS DE CHALAINES »,
- Une entreprise de coiffure.

4. L'agriculture à Chalaines

Les données et cartes suivantes sont tirées du diagnostic agricole réalisé par la chambre d'agriculture de la Meuse.

Les 7 exploitations présentes sur le territoire gèrent 40 unités bâtiments. Il y a une grande disparité entre les exploitations (de 1 à 13 unités). Cependant les unités bâtiments sont bien regroupées

19 unités bâtiments sur 40 dépendent d'une réglementation sanitaire (RSD ou ICPE). Elles génèrent donc des distances d'éloignement (cf carte statuts).

17 unités sur 40 sont à l'extérieur, mais 13 unités se situent en périphérie (surtout à l'Est de la commune – 3 exploitations concernées). Ce point est le plus sensible dans les réflexions sur le zonage.

Localisation	Total
Extérieur	17
Intérieur	10
Périphérique	13
Total général	40

On recense 16 unités qui relèvent du RSD dont 1 en périphérie et 6 en extérieur. Certaines unités ont été identifiées comme relevant du RSD mais l'activité agricole d'élevage a cessé (exploitation n°6). Les bâtiments gardent leur statut de bâtiment d'élevage sauf s'ils sont désaffectés.

18 unités dépendent de la réglementation sur les ICPE dont 10 en périphérie (coté Est de la commune – exploitations 3 et 5). Cette situation est d'une part un facteur limitant pour le développement vers l'Est de la commune et d'autre part un atout puisque la problématique sanitaire liée à la présence de ces ICPE se focalise en un seul endroit de la commune (Est) qui a une forte dominance agricole.

Cette particularité autorise un développement des exploitations vers l'Est. Enfin, elle oriente sans doute la réflexion « urbaine » vers la petite Chalaines au Sud de la commune.

Localisation	STATUT			Total
	AUCUN	ICPE	RSD	
Extérieur	6	6	5	17
Intérieur	7	2	1	10
Périphérique	3	10		13
Total général	16	18	6	40

Statut	Total
AUCUN	16
ICPE	18
RSD	6
Total général	40

La commune accueille 7 exploitations dont une qui ne possède aucun bâtiment (ovins) et 2 qui ont leur siège d'exploitation hors de Chalaïnes.

4 exploitations ont donc leur siège d'exploitation sur la commune et possèdent des bâtiments. Sur ces 4 exploitations, une exploitation est située à plus de 3 km du village et ne pose donc aucun problème sur le plan de l'urbanisme et dans le cadre de l'élaboration du PLU.

Ainsi, les 3 exploitations restantes sont implantées dans le village ou en périphérie ou en proche périphérie. Elles sont cependant toutes regroupées (du moins pour les bâtiments d'élevage et leurs annexes) à l'Est de la commune. C'est donc un secteur à privilégier pour l'activité agricole et ses éventuelles extensions. A l'Ouest, l'urbanisme est limité par la présence du fleuve Meuse.

NATURE DU BATI AGRICOLE

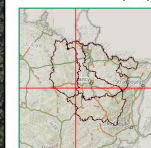


COMMUNE DE
CHALAINES

- Commune
 - Bâtiments agricole
- NATURE DU BATI AGRICOLE**
- Commune :
- LAITERIE
 - SILO GRAIN
 - FUMIERES
 - BATIMENT ELEVEGE
 - STOCKAGE MATERIEL
 - SILO
 - FOSSES
 - LOGEMENT DE GARDIENNAGE
 - STOCKAGE MIXTE
 - STABILISATION AP
 - STOCKAGE FOURRAGE
 - BERGERIE
 - ATELIER
 - STABILISATION

Diagnostic agricole
édité le :27 Janvier
2016

Echelle :1/10000



NATURE DU BATI AGRICOLE

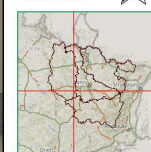


COMMUNE DE
CHALAINES

- Commune
 - Bâtiments agricole
- NATURE DU BATI AGRICOLE**
- Commune :
- LAITERIE
 - SILO GRAIN
 - FUMIERES
 - BATIMENT ELEVEGE
 - STOCKAGE MATERIEL
 - SILO
 - FOSSES
 - LOGEMENT DE GARDIENNAGE
 - STOCKAGE MIXTE
 - STABILISATION AP
 - STOCKAGE FOURRAGE
 - BERGERIE
 - ATELIER
 - STABILISATION

Diagnostic agricole
édité le :26 Janvier
2016

Echelle :1/5000



NATURE DU BATI AGRICOLE

COMMUNE DE CHALAINES - Ferme Aubry



Sources(s) : BD CARTOSI Licence APCA SIGIN PARIS - Reproduction interdite - BD ORTHO Licence APCA SIGIN PARIS - Reproduction interdite - Chambre d'Agriculture



Commune
Bâtiments agricole

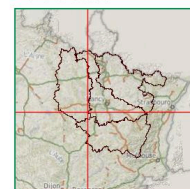
NATURE DU BATI AGRICOLE

Commune :

- LATERIE
- SILO GRAIN
- FUMIERES
- BATIMENT ELEVEGE
- STOCKAGE MATERIEL
- SILO
- FOSSES
- LOGEMENT DE GARDIENNAGE
- STOCKAGE MIXTE
- STABULATION AP
- STOCKAGE FOURRAGE
- BERGERIE
- ATELIER
- DISTRIBUTION agricole

édité le :27 Janvier 2016

Echelle:1/5000



EXPLOITATIONS AGRICOLES



COMMUNE DE CHALAINES

Commune
Bâtiments agricole

EXPLOITATIONS AGRICOLES

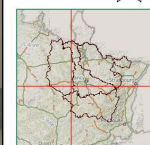
Commune :

- EXPLOITATION N° 1
- EXPLOITATION N° 2
- EXPLOITATION N° 3
- EXPLOITATION N° 4
- EXPLOITATION N° 5
- EXPLOITATION N° 6
- EXPLOITATION N° 7
- EXPLOITATION N° 8
- EXPLOITATION N° 9
- EXPLOITATION N° 10

Chambre d'Agriculture

Diagnostic agricole
édité le :26 Janvier 2016

Echelle :1/5000



Sources(s) : BD CARTOSI Licence APCA SIGIN PARIS - Reproduction interdite - BD ORTHO Licence APCA SIGIN PARIS - Reproduction interdite - Chambre d'Agriculture

EXPLOITATIONS AGRICOLES

COMMUNE DE CHALAINES



Source(s) : BD CARTO® Licence APCA S IGN PARIS - Reproduction Interdite - BD ORTHO® Licence APCA S IGN PARIS - Reproduction Interdite - Chambre d'Agriculture



Commune
Bâtiments agricole

EXPLOITATIONS AGRICOLES

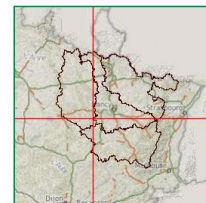
Commune :

- EXPLOITATION N° 1
- EXPLOITATION N° 3
- EXPLOITATION N° 5
- EXPLOITATION N° 6
- EXPLOITATION N° 9
- EXPLOITATION N° 10

Chambre d'Agriculture

Diagnostic agricole
édité le : 27 Janvier
2016

Echelle: 1/5000



EXPLOITATIONS AGRICOLES



COMMUNE DE
CHALAINES

Commune

Bâtiments agricole

EXPLOITATIONS AGRICOLES

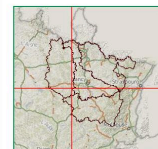
Commune :

- EXPLOITATION N° 1
- EXPLOITATION N° 3
- EXPLOITATION N° 5
- EXPLOITATION N° 6
- EXPLOITATION N° 9
- EXPLOITATION N° 10

Chambre d'Agriculture

Diagnostic agricole
édité le : 27 Janvier
2016

Echelle : 1/10000



Source(s) : BD CARTO® Licence APCA S IGN PARIS - Reproduction Interdite - BD ORTHO® Licence APCA S IGN PARIS - Reproduction Interdite - Chambre d'Agriculture

LOCALISATION DU BATI AGRICOLE

COMMUNE DE CHALAINES - Ferme Aubry



Sources: BD CARTOSI Licence APCA SIGIN PARIS - Reproduction interdite - BD ORTHO Licence APCA SIGIN PARIS - Reproduction interdite - Chambre d'Agriculture



- Commune
- Bâtiments agricole

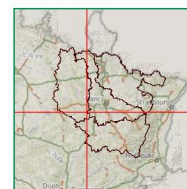
LOCALISATION DU BATI AGRICOLE

Commune :

- PERIPHERIQUE
- INTERIEUR
- EXTERIEUR

Diagnostic agricole
édité le :27 Janvier
2016

Echelle:1/5000



STATUTS ET PERIMETRES REGLEMENTAIRES



COMMUNE DE
CHALAINES

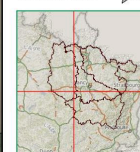
- Commune
- Bâtiments agricole
- Périmètres réglementaires

Commune :

- ICFE
- AUCUN
- PSD

Diagnostic agricole
édité le :26 Janvier
2016

Echelle :1/5000



Sources: BD CARTOSI Licence APCA SIGIN PARIS - Reproduction interdite - BD ORTHO Licence APCA SIGIN PARIS - Reproduction interdite - Chambre d'Agriculture

STATUTS ET PERIMETRES REGLEMENTAIRES

COMMUNE DE CHALAINES - Ferme Aubry



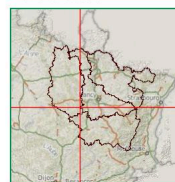
Sources(s) : BD CARTO® Licence APCA SIGN PARIS - Reproduction interdite - BD ORTHO® Licence APCA SIGN PARIS - Reproduction interdite - Chambres d'Agriculture



- Commune
 - Bâtiments agricole
 - Périmètres réglementaires
- Commune :
- ICPE
 - AUCUN
 - RSD

Diagnostic agricole
édité le :27 Janvier
2016

Echelle:1/5000



STATUTS ET PERIMETRES REGLEMENTAIRES



COMMUNES DE
CHALAINES

- Commune
 - Bâtiments agricole
 - Périmètres réglementaires
- Commune :
- ICPE
 - AUCUN
 - RSD

Diagnostic agricole
édité le :26 Janvier
2016

Echelle :1/10000



5. L'offre commerciale

Absence de commerces sur la commune, les habitants s'approvisionnent principalement à Vaucouleurs, Toul et Neufchâteau.

6. Les services médicaux

Aucun cabinet médical au sein du territoire, le plus proche est à Vaucouleurs. Les hôpitaux à proximité sont Neufchâteau et le centre hospitalier spécialisé de Commercy.

4. LES EQUIPEMENTS PUBLICS

1. Les équipements scolaires

Aucun équipement scolaire sur la commune. Les enfants se rendent au Groupe scolaire des Rives de la Beaumelle pour l'école maternelle et primaire, à Rigny-la-Salle. Les études secondaires se passent au collège des Cuvelles à Vaucouleurs, puis au lycée Henry VOGT à Commercy.

2. Les équipements culturels

Une salle des fêtes aux normes pouvant accueillir 99 personnes existe à Chalaines, ainsi qu'une aire de jeux.

3. L'alimentation en eau potable et l'assainissement

L'assainissement est en charge du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) des 7 Ponts à Vaucouleurs, qui l'a délégué à la Société d'Aménagement Urbain et Rural. Celle-ci s'occupe donc de l'exploitation de la station d'épuration, des réseaux des eaux usées et pluviales et des ouvrages associés.

4. La sécurité incendie

Les réserves incendies sont suffisantes sur le territoire.

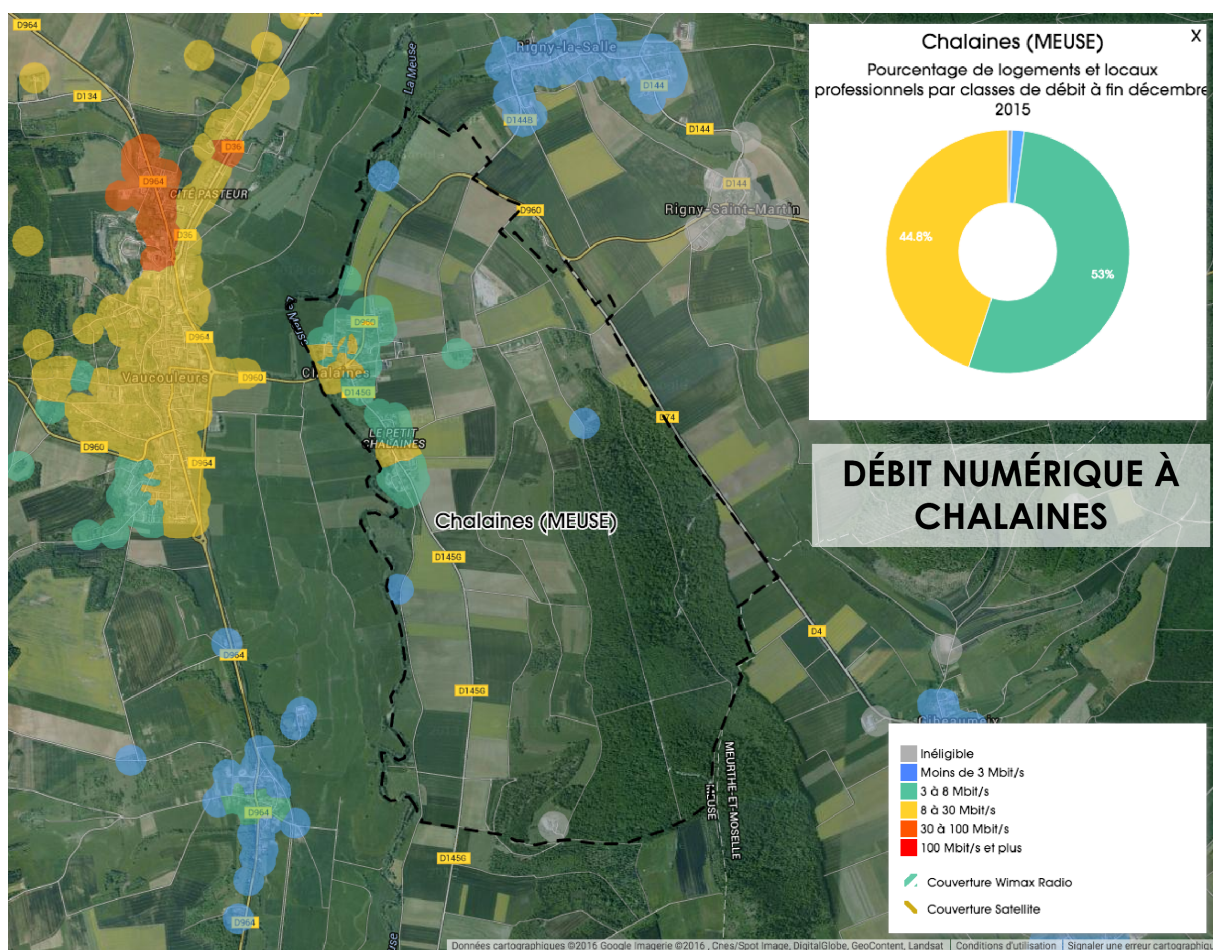
5. La gestion des déchets

La collecte des déchets est effectuée par l'entreprise Le Barisien et la déchetterie se situe à Vaucouleurs.

6. le réseau de desserte électrique

Le réseau est géré par ERDF.

7. le numérique et la téléphonie mobile



Le réseau numérique (compris entre 3 et 30 Mo) et téléphonique est d'assez bonne qualité.

5. LES DEPLACEMENTS

Il n'y a pas de plan de déplacement urbain qui couvre le territoire communal.

1. L'organisation des transports

ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE DES MÉNAGES

	2014	%
Ensemble	144	100,0
Au moins un emplacement réservé au stationnement	100	69,4
Au moins une voiture	126	87,5
1 voiture	61	42,4
2 voitures ou plus	65	45,1

Tableau 12 : Insee, RP2014 exploitations principales, NEGE 2015.

Sur 144 ménages en 2014, 100 ont au moins un emplacement réservé au stationnement pour leur(s) véhicule(s), soit 69,4%. 126 des 144 ménages ont au moins une voiture et parmi eux 61 en ont une et 65 au moins deux, représentant respectivement 42,4% et 45,1% des ménages. 87,5% des ménages sont équipés d'une ou plusieurs automobiles, ce qui témoigne comme dans tous les territoires ruraux d'une forte dépendance à l'automobile pour les déplacements vers l'extérieur.

- Le transport collectif

La gare ferroviaire la plus proche se situe à Pagny-sur-Meuse.

- Les circulations douces et randonnées

La commune est traversée par le chemin de Grande Randonnée 703, sentier de randonnée à travers la Meuse, les Vosges et la Haute-Marne, de Rigny-Saint-Martin à Poissons dit « sentier historique de Jeanne d'arc ». Il est toujours en réalisation puisqu'il rejoindra à terme Domrémy-la-Pucelle et Chinon.

2. le stationnement

Il existe des points noirs concernant le stationnement dans certaines rues de la commune, comme par exemple rue de l'enfer.

3. Le réseau routier



Le territoire communal est traversé par la route départementale D 960 qui dessert la majeure partie du sud Meusien d'Est en Ouest, mais aussi par la D145G qui relie la commune à la D145 à Champougny.

6. LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

➤ Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

- Servitudes de passage dans le cadre de la gestion des eaux domaniales ou non (A4).

La commune est concernée par une servitude de passage sur la rivière Meuse : arrêté préfectoral du 13/09/1996 (gestionnaire Communauté de communes)

- Servitudes de protection autour des monuments historiques classés ou inscrits (AC1)

Chalaines est concernée par la servitude de protection autour des monuments classés ou inscrits pour le domaine du château : arrêté préfectoral du 01/06/1992, gestionnaire UDAP de la Meuse.

➤ Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

○ Servitude d'alignement (EL7)

Il existe une servitude d'alignement sur la RD960 gérée par le conseil départemental de la Meuse.

○ Servitude relative à l'établissement de canalisations électriques (I4)

Il existe sur la commune un réseau MT 20 kV dont le gestionnaire est le centre de distribution ERDF.

○ Servitudes relatives à la circulation aérienne (T7)

Servitude relative à l'aérodrome de Nancy-Ochey : arrêté ministériel du 07.10.1986 dont le gestionnaire est USID.

➤ Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique (INT1)

Cimetière communal de Chalaines

○ Servitudes relatives à la sécurité publique (PM1)

La commune est concernée par le PPRI de la Meuse, secteur Vaucouleurs : arrêté préfectoral du 28/01/2015.

Les servitudes d'utilité publique sont annexées au PLU

7. LES RISQUES

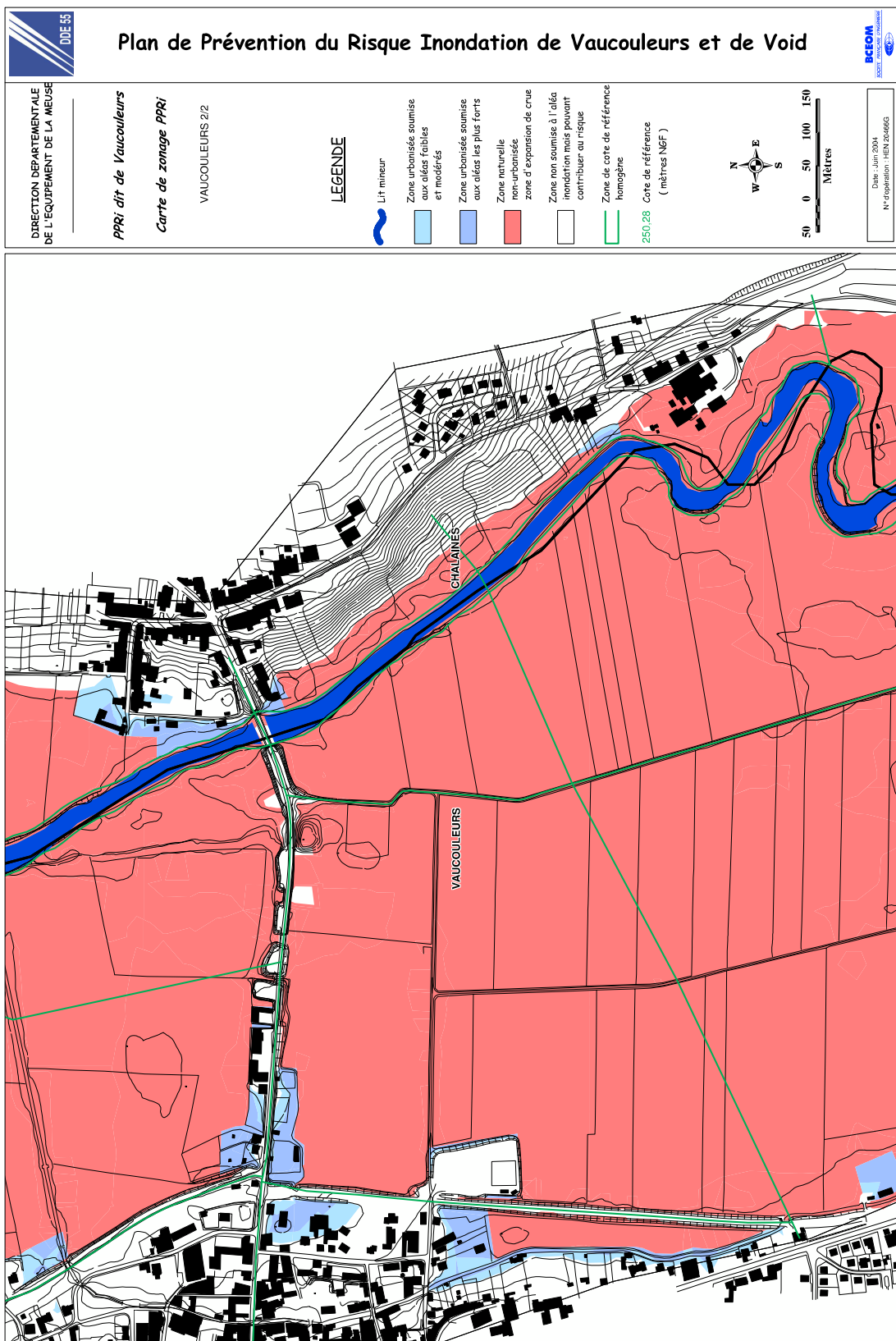
La commune est concernée par plusieurs risques sur le territoire.

- Risque Transports de Matières Dangereuses (TMD)

La route départementale RD960 est classée en itinéraire permettant le passage des transports exceptionnels 1^{ère} catégorie. C'est également un axe routier classé TMD sur le territoire.

- Risque inondation

Il existe un PPRI de la Meuse, secteur de Vaucouleurs et de Void. Le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse a été approuvé par arrêté préfectoral région lorraine en date du 30 novembre 2015.



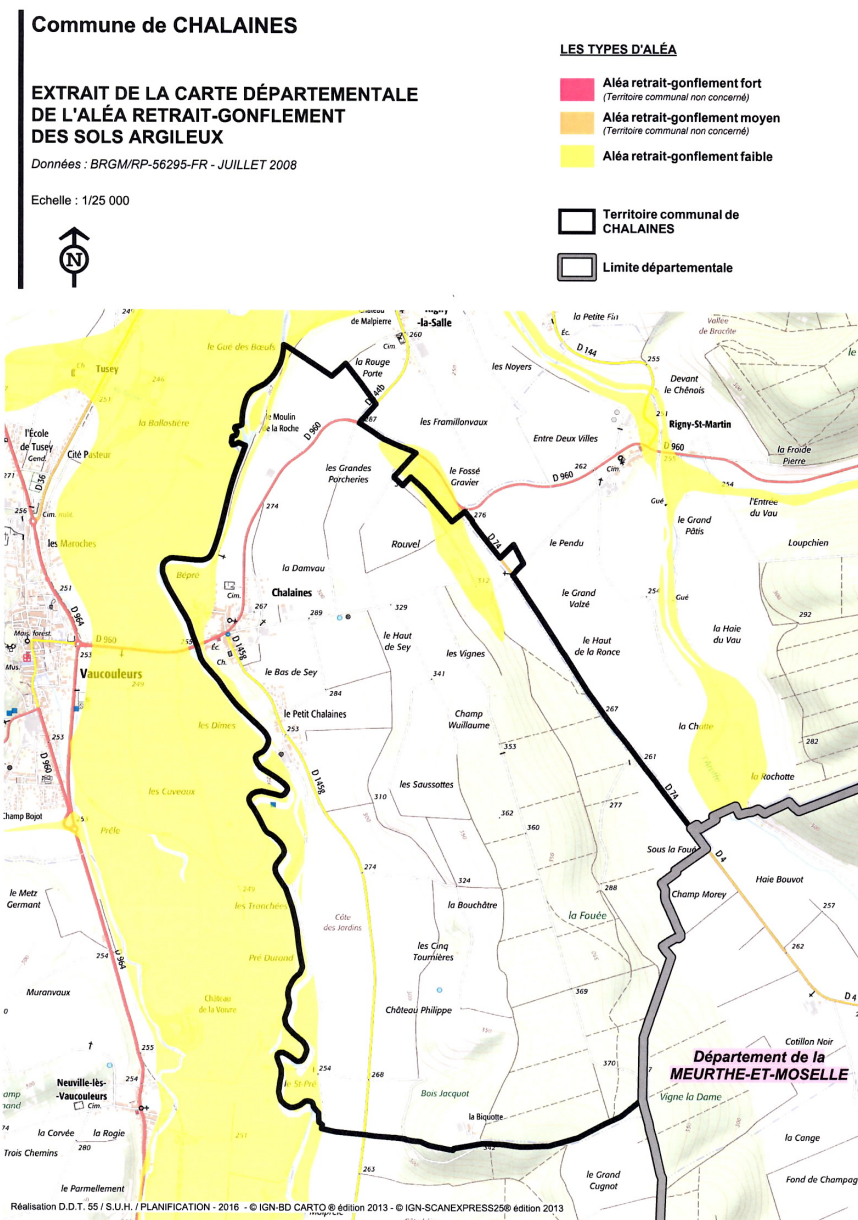
est classé en tant que zone naturelle non urbanisée réservée à l'expansion de crue, donc non constructible.

Le village est également concerné par le risque inondation. La partie Nord-Ouest est même définie en tant que zone urbanisée soumise aux aléas les plus forts. Des prescriptions importantes sont rédigées dans le règlement du PPRI. Celles-ci seront traduites dans le règlement du PLU.

Les anciens bâtiments industriels au « petit Chalaines » sont eux aussi impactés par le PPRI et le règlement du secteur est rédigé en conséquence.

- Mouvements de terrains liés à l'existence d'argile

Le territoire communal est concerné par des aléas retrait-gonflement faible.



8. LES CARRIERES

La commune de Chalaines accueille une carrière. Son périmètre est défini dans le règlement graphique et n'a pas vocation à évoluer à court terme.

9. LE PERIMETRE DE PROTECTION DE CAPTAGE

Commune de CHALAINES

PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DE CAPTAGE


Données : Agence Régionale de Santé (ARS) /
Délégation Territoriale de la MEUSE - OCTOBRE 2015


Echelle : 1/25 000



LES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DE CAPTAGE

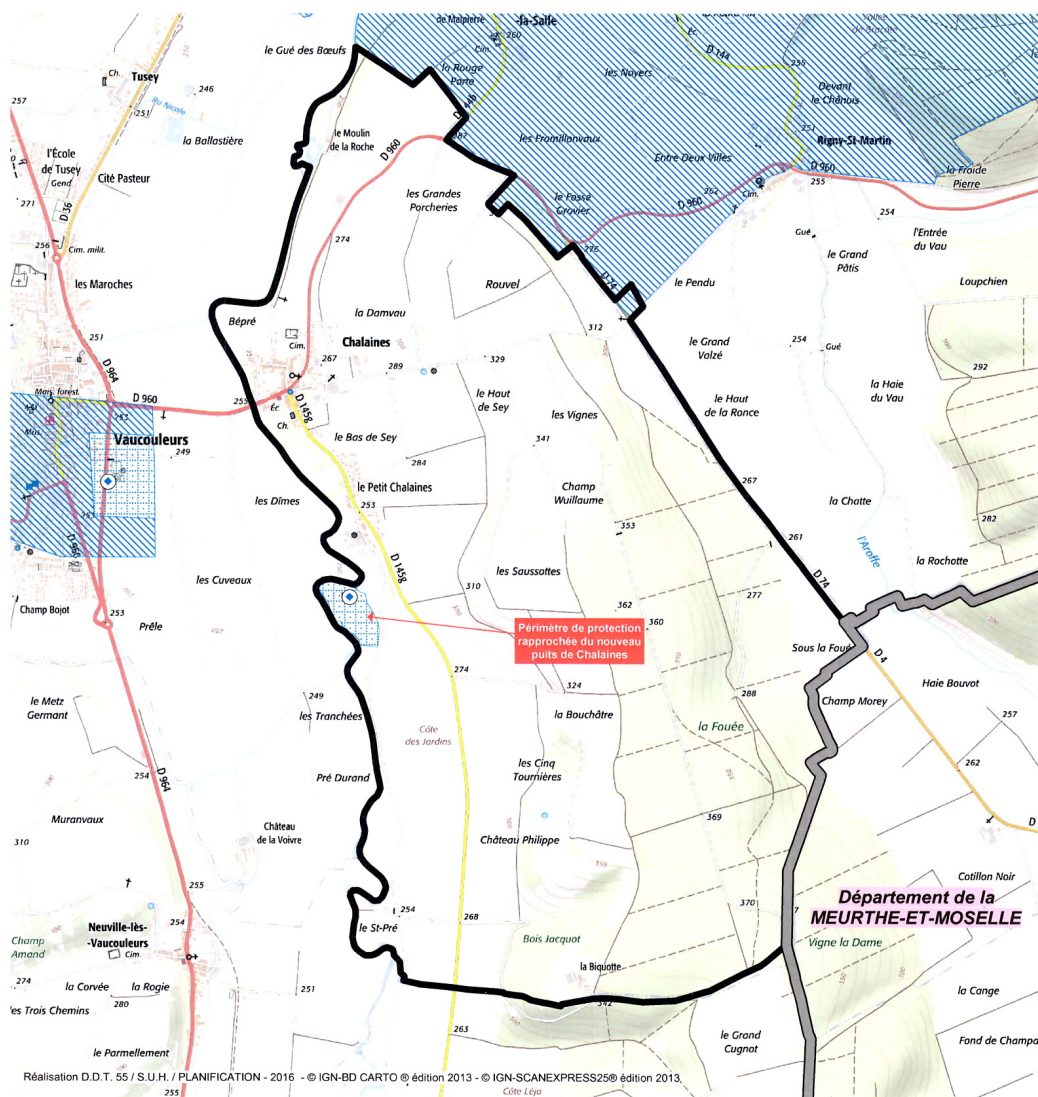
 **CAPTAGE SANS DUP (source, puits, forage...)**
(DUP : Déclaration d'Utilité Publique)

 **Périmètre de protection rapprochée**

 **Périmètre de protection éloignée**

 **Territoire communal de CHALAINES**

 **Limite départementale**



Il existe deux périmètres de protection de captage à Chalaines :

- un périmètre de protection rapprochée de captage. Ce captage étant sans déclaration d'utilité publique, il n'impose pas de règles supplémentaires. Cependant, le PLU classe ce secteur en zone naturelle inondable. Il bénéficie donc d'une protection satisfaisante.
- Une petite partie du périmètre de protection éloignée dans la partie Nord de la commune.

10. LES RÉSEAUX

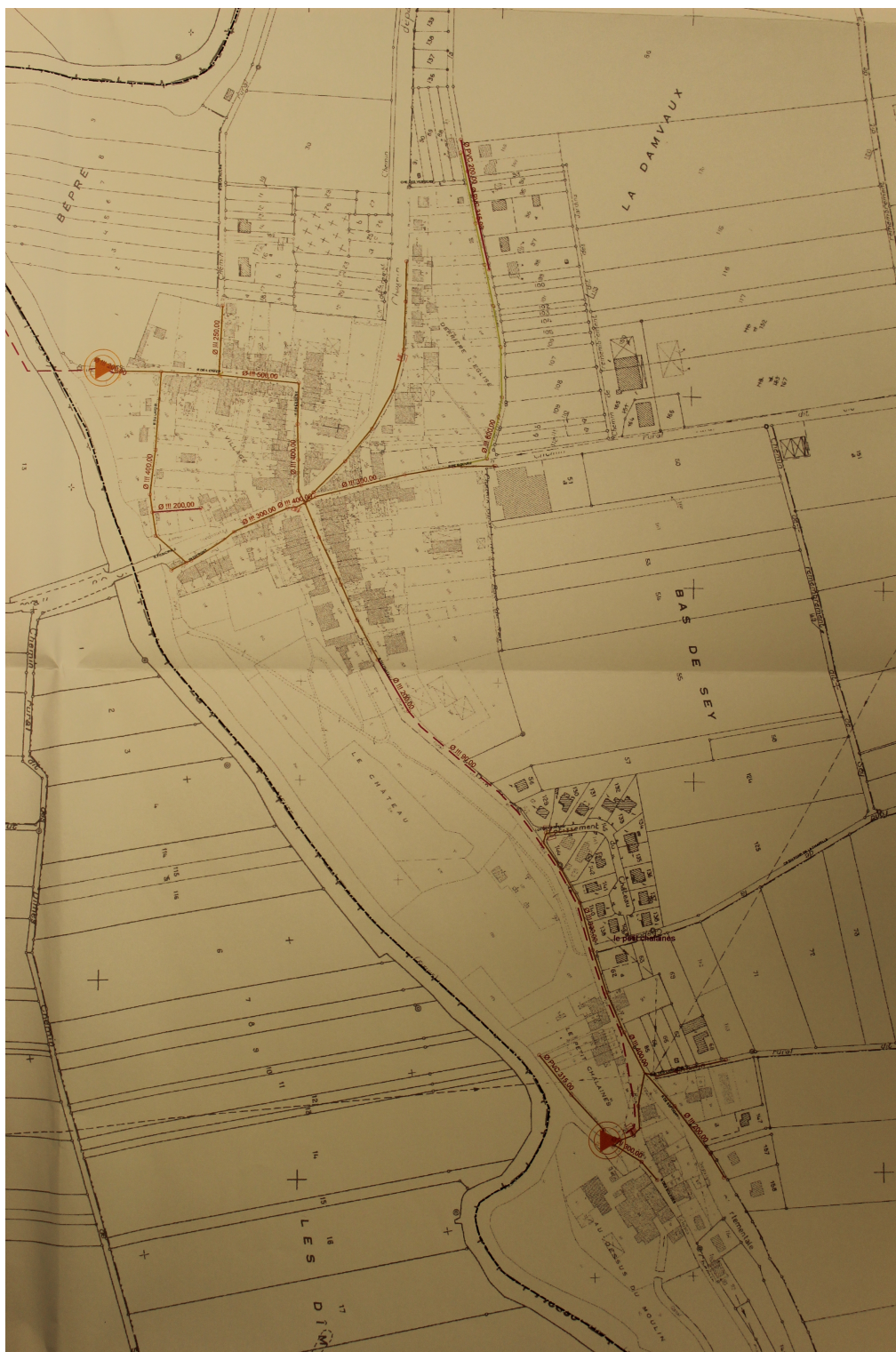
Eau potable : La commune possède un puits récent creusé en 2002, il a une capacité de réserve de 150 m³, captés sur une nappe phréatique. La consommation est de 110 m³ jours.

Le réseau d'eau a été refait à 70% lors des travaux d'assainissement terminés en 2011

Qualité de l'eau : très bon rapport tous les 1 mois et demi par l'ARS

Assainissement unitaire collectif : eau pluviale est captée dans le circuit. Cependant les caniveaux possèdent des déversoirs d'orage qui se jettent dans la Meuse.

La station d'épuration est gérée par le SIVU des 7 ponts : Vaucouleurs et Chalaines. Sa capacité est de 3000 équivalent/hab. elle est utilisée pour le moment par 2300 habitants.



11. LE BATI

A. La morphologie urbaine

1. Les principaux éléments patrimoniaux



La commune possède des biens patrimoniaux tels que l'église de la nativité, située au cœur du village, à l'origine chapelle Saint-Quentin de 1333, devenue église en 1783, qui a contribué au développement de la « grande Chalaines ». Elle fut reconstruite après sa destruction partielle en 1940. A l'intérieur de l'église se trouve une clef de voûte du XI^{ème} siècle, des modillons de 1333, ainsi qu'un orgue de 1868.

Le Moulin de la Roche, situé au sud du village, date du XI^{ème} siècle, a été en activité jusqu'au XIX^{ème}, avant d'être transformé en usine hydroélectrique destinée à l'alimentation des fonderies de Tusey, et a cessé toute activité depuis leur démantèlement.

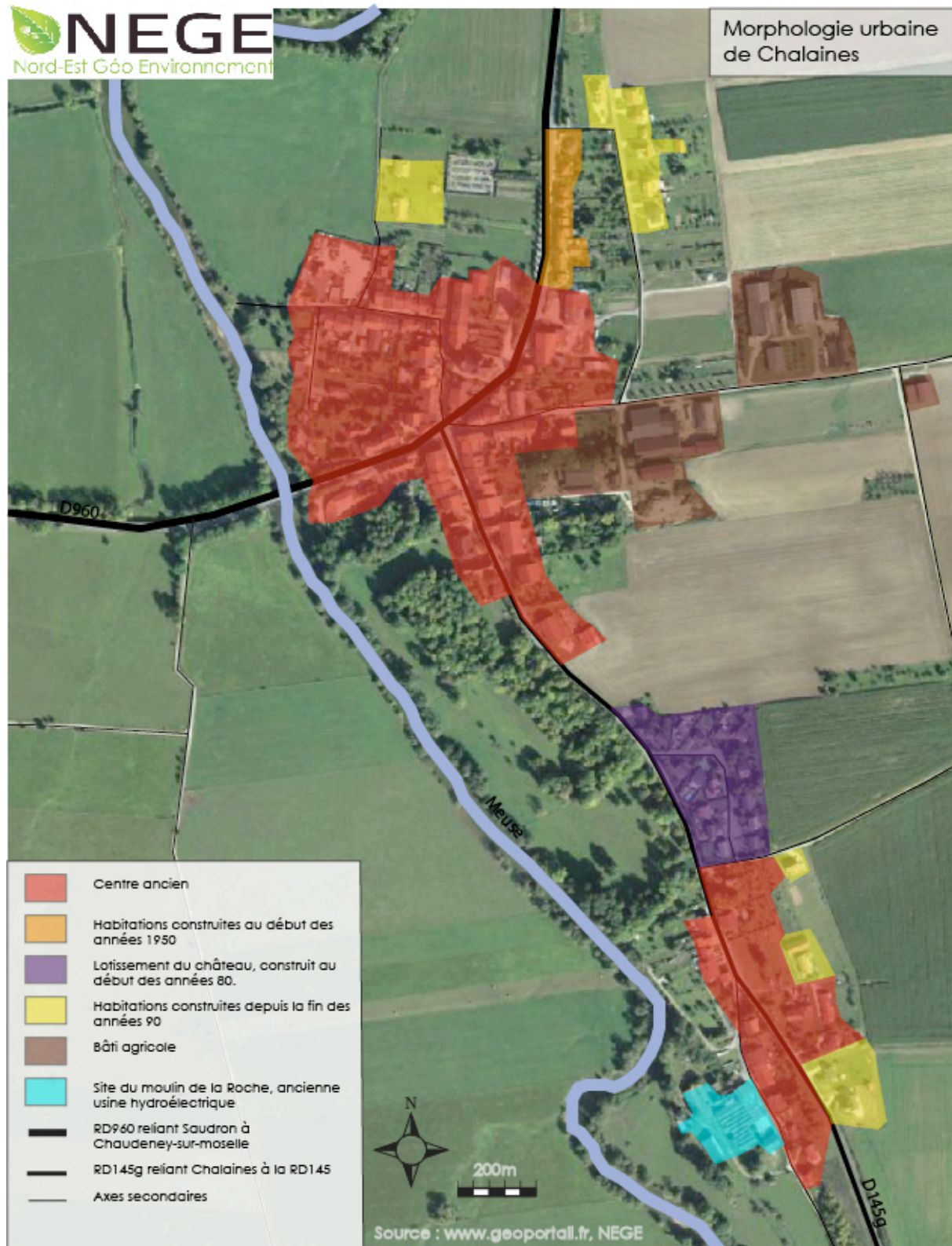
D'autres objets font partie du village comme la statue de la vierge à l'enfant (collection particulière)

ou celle de Saint Mansuy, 1 rue de l'église, un encadrement de porte du XVIII^{ème} siècle rue d'Enfer ou la fontaine de la Maladrie, de 1857. Datant de la même période se trouvent un Four à pain en pierre et brique, 15 rue du château, mais aussi une Borne du Saint-Esprit.

Le château de Chalaines, de 1783, construit à la demande de Jean-Baptiste Pernot, conseiller du roi en la juridiction des traites de Vaucouleurs en 1772, constitue également avec ses tableaux du XIX^{ème} siècle, un élément important du patrimoine communal. La croix, monument érigé au curé Connesson l'a été en même temps que la création du cimetière en 1901.

2. L'évolution du village

La carte suivante présente la morphologie urbaine de Chalaines et son évolution au fil du temps.



La commune est divisée en deux parties avec au sud la plus ancienne, le « petit Chalaines » et au nord la partie la plus récente. La partie sud s'est majoritairement organisée le long de l'axe routier D145G jusqu'au 13^{ème} siècle, puis s'est dépeuplée au profit de la grande Chalaines, qui a continué à se développer principalement le long de l'axe routier D960. Le bâti y est dense et jointif (en rouge sur la carte) et correspond à l'organisation d'un village typique lorrain, où se trouve du patrimoine vernaculaire.

Le petit Chalaines s'est également développé grâce au site du moulin de la Roche qui a connu de nombreuses transformations (en bleu sur la carte).

Au cours du 20^{ème} siècle la commune a vu plusieurs phases d'expansion avec notamment des constructions du début des années 50 dans la partie Nord le long de l'axe D960 (en orange sur la carte).

Au début des années 80 la commune a vu la construction du lotissement du château (en violet sur la carte), situé entre les deux parties du village et réduisant l'espace qui les séparent bien qu'une rupture soit toujours visible.

Depuis les années 90, des constructions ponctuelles ont été réalisées (en jaune sur la carte) au sein du petit Chalaines (début des années 2000), mais aussi dans la partie Nord du village à côté du cimetière. Plusieurs habitations ont également été construites au Nord-Ouest de la commune.

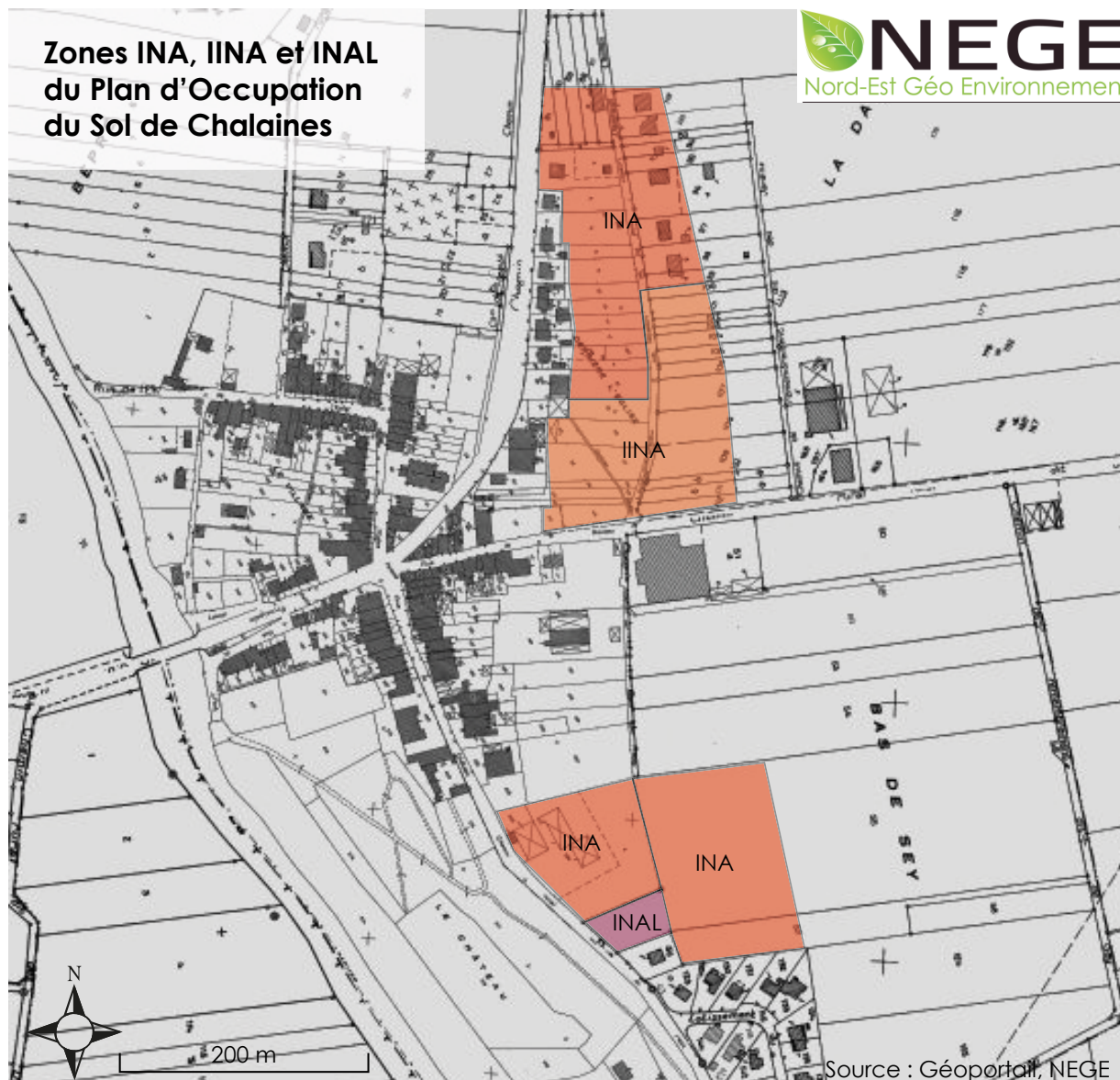
Aucune nouvelle construction n'est actuellement en cours.

12. BILAN DE LA CONSOMMATION FONCIERE

A. Le bilan de POS

La carte suivante présente l'évolution du POS jusqu'à sa caducité en mars 2017.

**Zones INA, IINA et INAL
du Plan d'Occupation
du Sol de Chalaines**



Plusieurs zones ont été identifiées au sein du POS comme ouvertes à l'urbanisation et sont pour la plupart supprimées.

Ainsi les deux zones INA entre les deux parties du village deviennent des zones agricoles.

La zone INAL reste une zone de loisirs.

La zone IINA devient elle aussi zone agricole puisqu'elle est rendue inconstructible par les périmètres de réciprocité des unités agricoles à proximité, tout comme la zone INA au Nord de la commune séparée entre zone naturelle jardin et zone UB.

B. Analyse de la consommation d'espace

La carte suivante présente les espaces consommés par l'urbanisation entre 1999 et 2013. Aucune nouvelle construction n'est recensée depuis.



Les surfaces consommées ont majoritairement été destinées à accueillir de l'habitat, bien qu'une nouvelle unité agricole ait été construite.

CONSOMMATION DES ESPACES

	1999	2006	2013
Chalaines (en m²)	82037	100456	106127
Val des Couleurs (en m²)	1487380	1588024	1681469

Entre 1999 et 2013, la commune de Chalaines est passée de 82037m² de surface urbanisée à 106127m², soit une augmentation de 29.4% de consommation de surface. Cette augmentation s'est surtout effectuée entre 1999 et 2006 avec une croissance de 22.5%. Entre 1999 et 2013, la communauté de communes du Val des Couleurs a consommé 194 089 m² en passant de 1487380 à 1681469, soit une croissance de 13.1% également répartie au fil des années.

Chalaines a donc en comparaison proportionnelle à son EPCI consommé plus de surface, ce qui est en partie lié à sa croissance démographique et à la diminution du nombre moyen d'habitants par ménage qui entraîne un besoin croissant de logements. Nous avons conservé les données comparatives de la Codecom du Val des Couleurs par absence de données pour le nouvel EPCI. L'étalement urbain a donc été supérieur à Chalaines.

C. Capacité de densification de Chalaines

Chalaines a donc la particularité d'être partagée entre deux entités. Celles-ci sont séparées par une partie du parc du château et par des espaces agricoles. Ces espaces agricoles étaient classés en zone constructible dans le Plan d'Occupation des Sols. Ils sont reclassés en zone agricole dans le plan local d'urbanisme.

Le petit Chalaines est lui, composé de quatre parties :

- L'espace composé de bâtiments d'activités, pour la plupart en friche
- Des logements anciens
- Un lotissement
- Quelques constructions récentes

Ce secteur offre plusieurs parcelles pouvant être considérées comme des dents creuses et qui peuvent être aménagées en tant que telles. Celles-ci bénéficient de surcroît des réseaux satisfaisants pour accueillir entre 4 et 5 nouvelles constructions.

Chalaines dans sa partie Nord est plus dense. De fait, il n'y a pas de dents creuses mobilisables en tant que foncier constructibles. Le secteur viabilisé au cours des années 2000 est aujourd'hui plein et contraint dans son extension par les périmètres de réciprocité des bâtiments agricoles.



II. État initial de l'environnement

1. CARACTERISTIQUES GENERALES

A. Topographie

Le territoire se situe entre le plateau du Barrois, les côtes de Meuse et la vallée de la Meuse.

La vallée de Meuse constitue la limite Ouest de la commune (Carte 1).

Le point culminant de la commune est situé à environ 370 m, au Sud du ban communal. Le point bas est situé à environ 250m d'altitude, au niveau de la vallée de la Meuse (Carte 2).

Les points hauts correspondent aux espaces à dominante forestière.

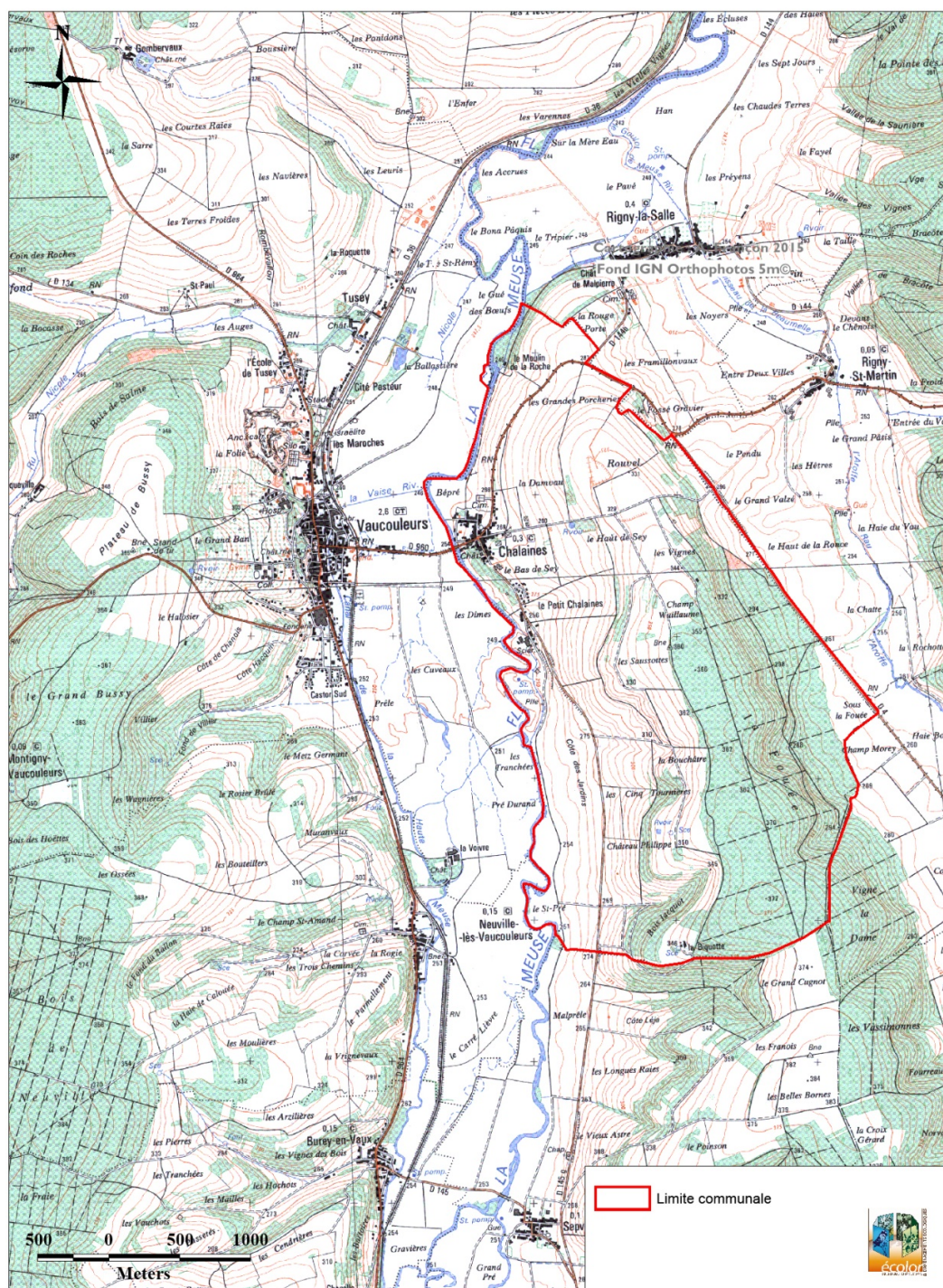
B. Géologie

La commune de Chalaines présente deux grands types géologiques (Carte 3):

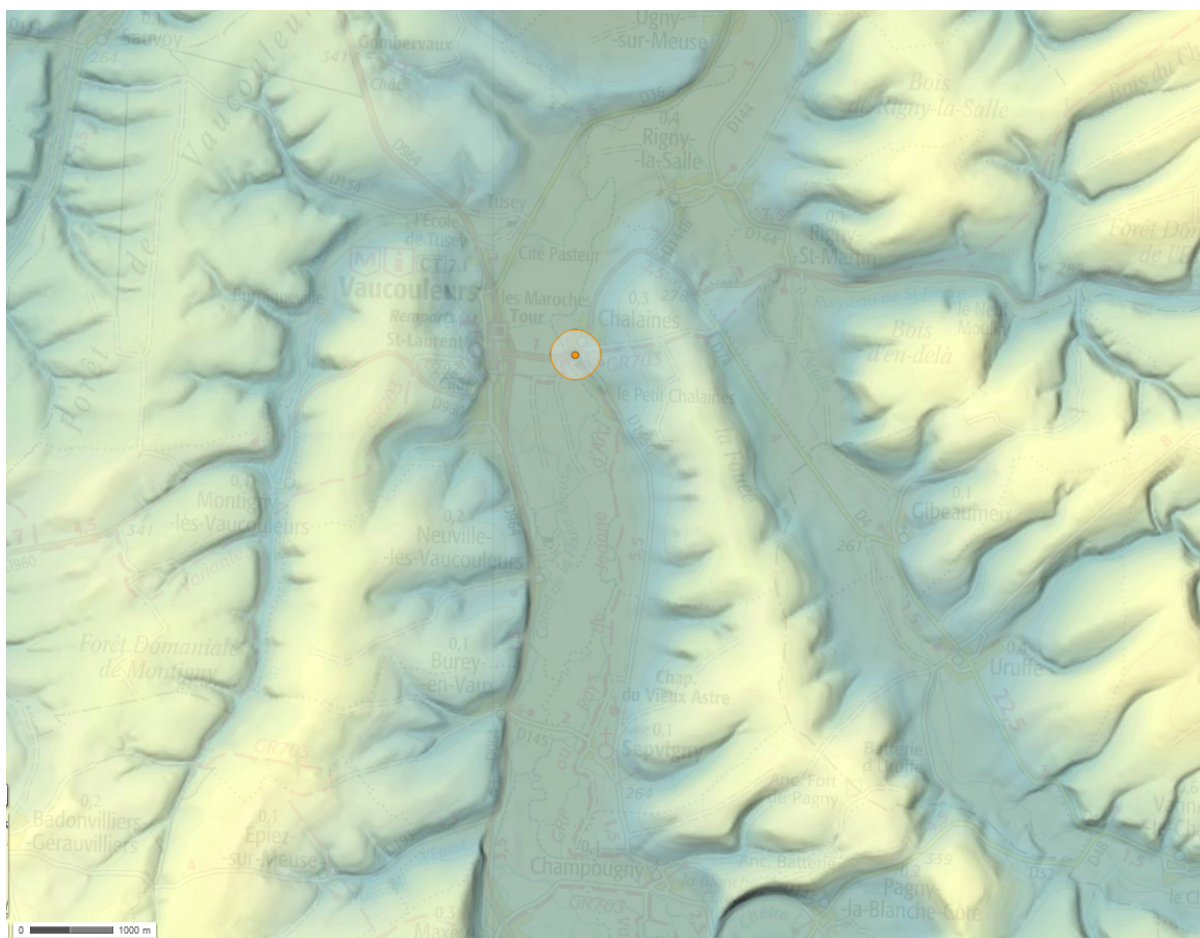
- **Le calcaire à Astrates** (J7) correspond à l'ancien étage Séquanien, cette formation montre de haut en bas un massif d'une quinzaine de mètre de calcaire lithographiques blancs grisâtres vers le haut, à Astartes passant en haut à une faible épaisseur de calcaire rocaillieux sublithographiques, à éléments graveleux et suboolithique, à taches ocres.
- **Les calcaires à chaux grasse sidérurgique** (J5-6) correspondent aux anciens étages Argovien et Raurarcien. Ce sont des calcaires sublithographiques, très purs sans trace appréciable de marne. Ce calcaire est intensivement exploité pour la chaux grasse sidérurgique.

LOCALISATION DE LA COMMUNE

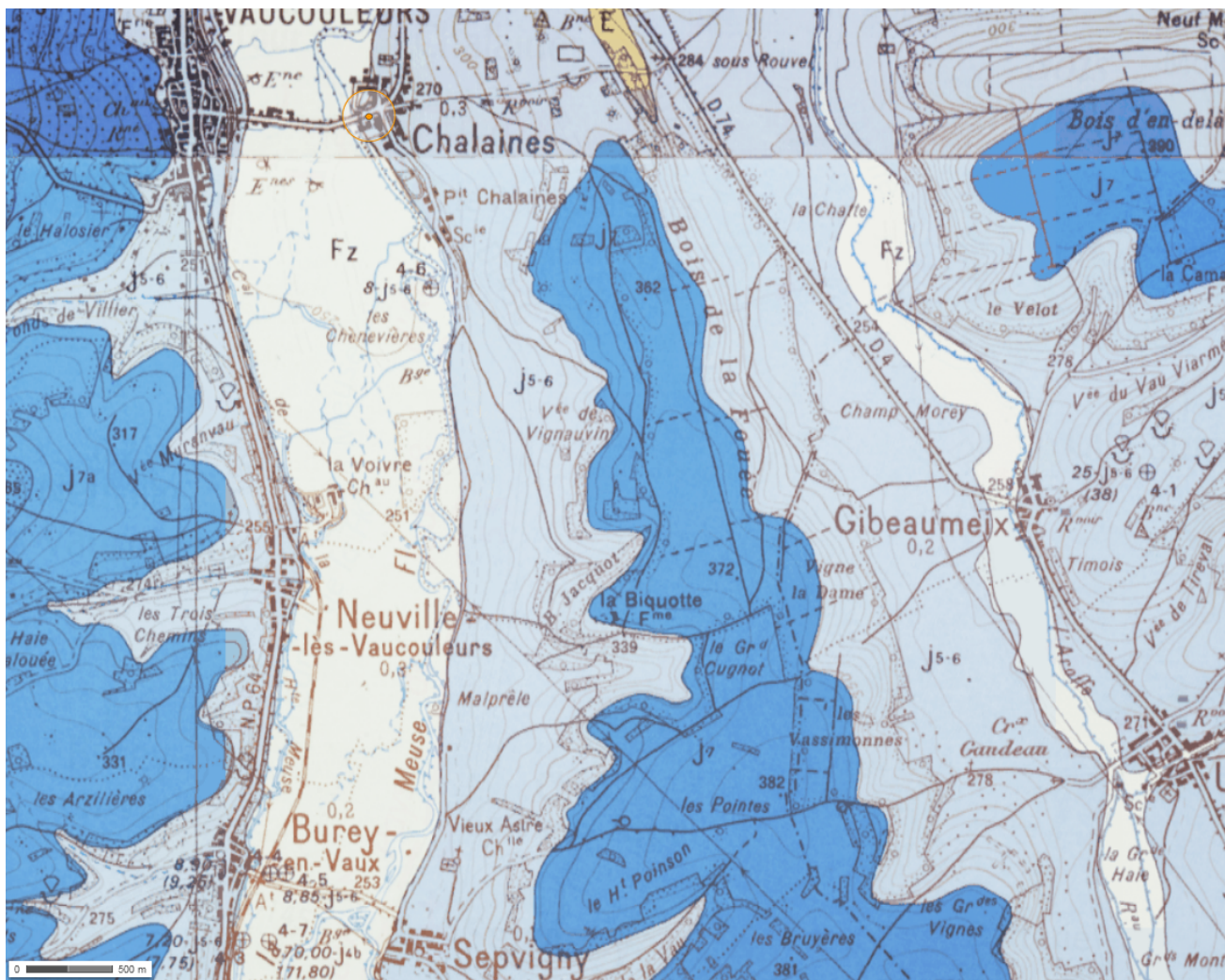
COMMUNE DE CHALAINES



Carte 1 : Localisation de la commune



Carte 2 : Relief de Chalaines



Carte 3 : géologie de la commune de Chalaines

C. Hydrographie de surface

LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE

La commune de Chalaines est concernée par un seul cours d'eau, la Meuse qui constitue la limite Ouest du ban communal (Carte 4).

La Meuse s'écoule sur environ 180 km sur le tronçon administratif N°3 qui concerne la commune. Elle s'écoule au total sur environ 950 km selon un axe Nord-Sud et se jette dans la mer du Nord. Elle correspond à un grand cours d'eau sur côte calcaire.

Continuités écologiques

La Meuse en limite communale est concernée par le classement des cours d'eau (Liste 2), en vue de leur préservation ou de la restauration de la continuité écologique (articles L214-17, L432-6 et R214-109 du code de l'environnement). Le classement sur cette liste impose dans les cinq ans aux ouvrages existants des mesures correctrices de leurs impacts sur les continuités écologiques.

Le référentiel des obstacles à l'écoulement (ROE), tenu par l'ONEMA, liste les ouvrages, seuils, et autres obstacles présents dans les cours d'eau, qui entravent la libre circulation des espèces piscicoles. Dans la commune de Chalaines, deux obstacles sont recensés : les moulins de la Roche et du Petit Chalaines.

Caractéristiques hydrauliques des cours d'eau

Le Tableau 13 présente le débit d'étiage et le module de la Meuse Chalaines.

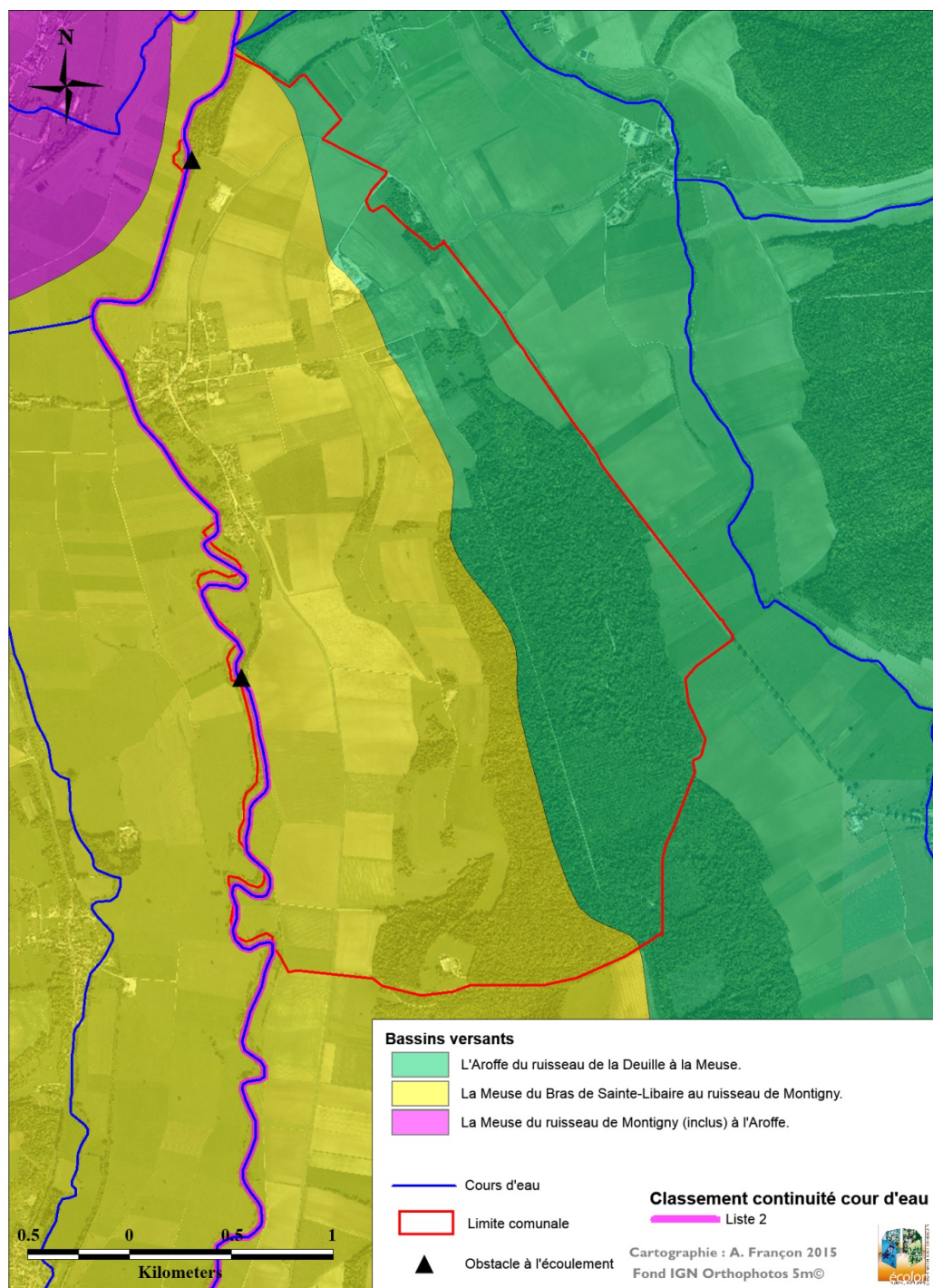
Tableau 13 : débits d'étiage pour quelques cours d'eau du territoire

Cours d'eau	Débit d'étiage (m ³ /s)	Module (débit moyen - m ³ /s)
La Meuse	1.759	0.213

Source des données : banque de donnée du site www.eaufrance.fr

CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

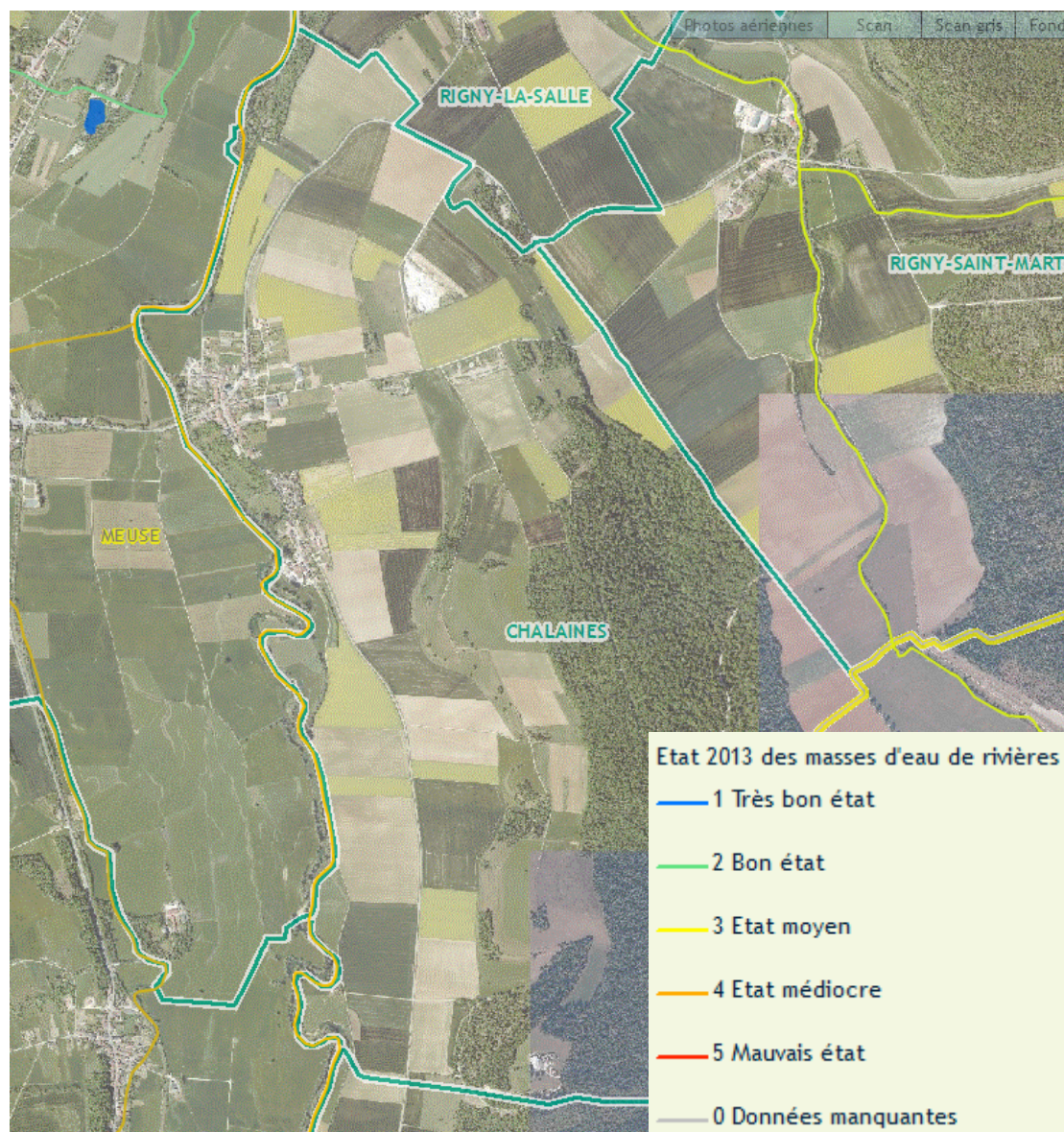
COMMUNE DE CHALAINES



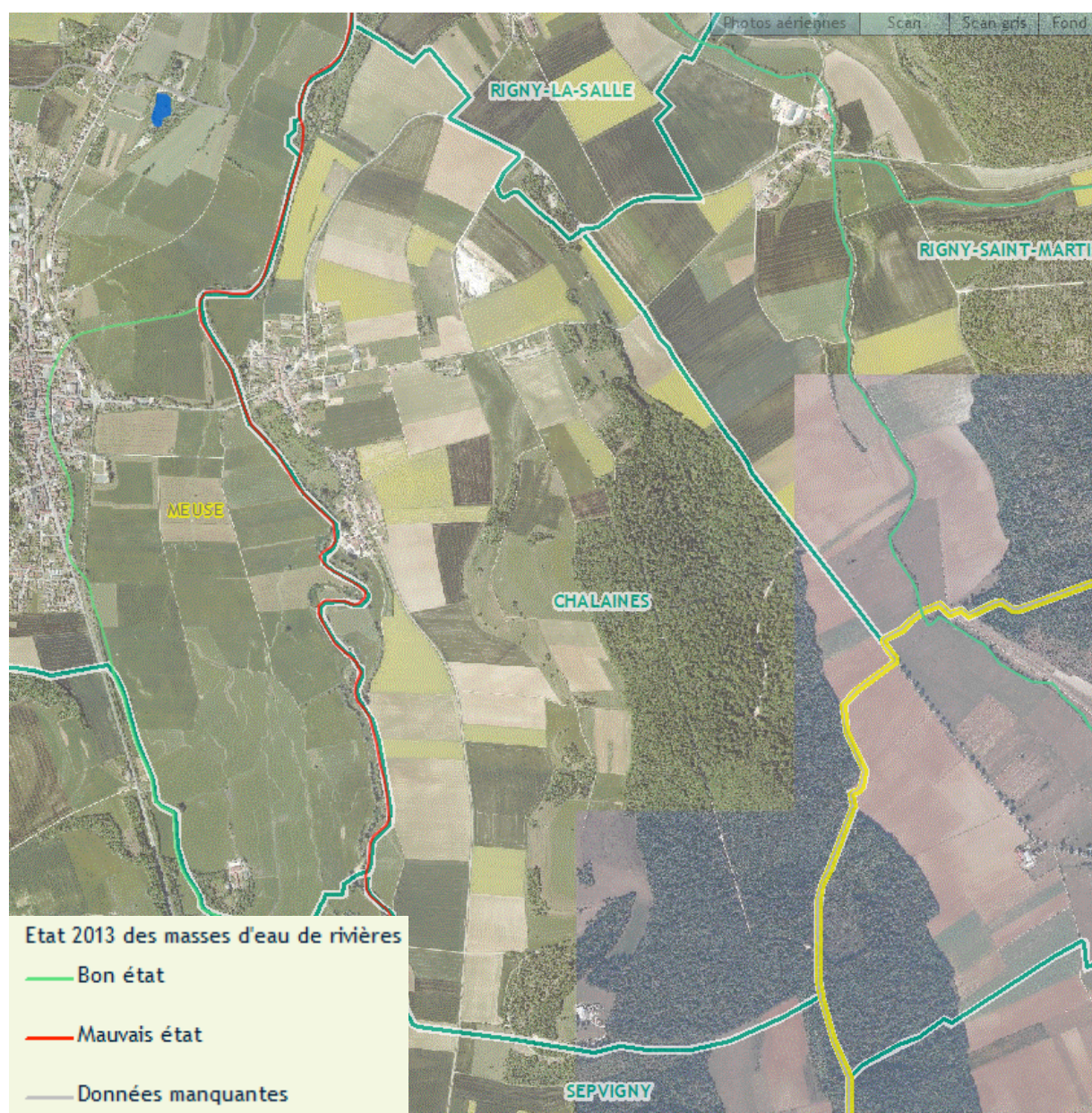
Carte 4 : Hydrographie de la commune de Chalaines

La Meuse, sur ce tronçon, présente un état écologique moyen et un mauvais état chimique, le paramètre déclassant étant dû au taux de Mercure.

Carte 5 : Etat écologique de la Meuse à Chalaines



Carte 6 : Etat chimique de la Meuse à Chalaines

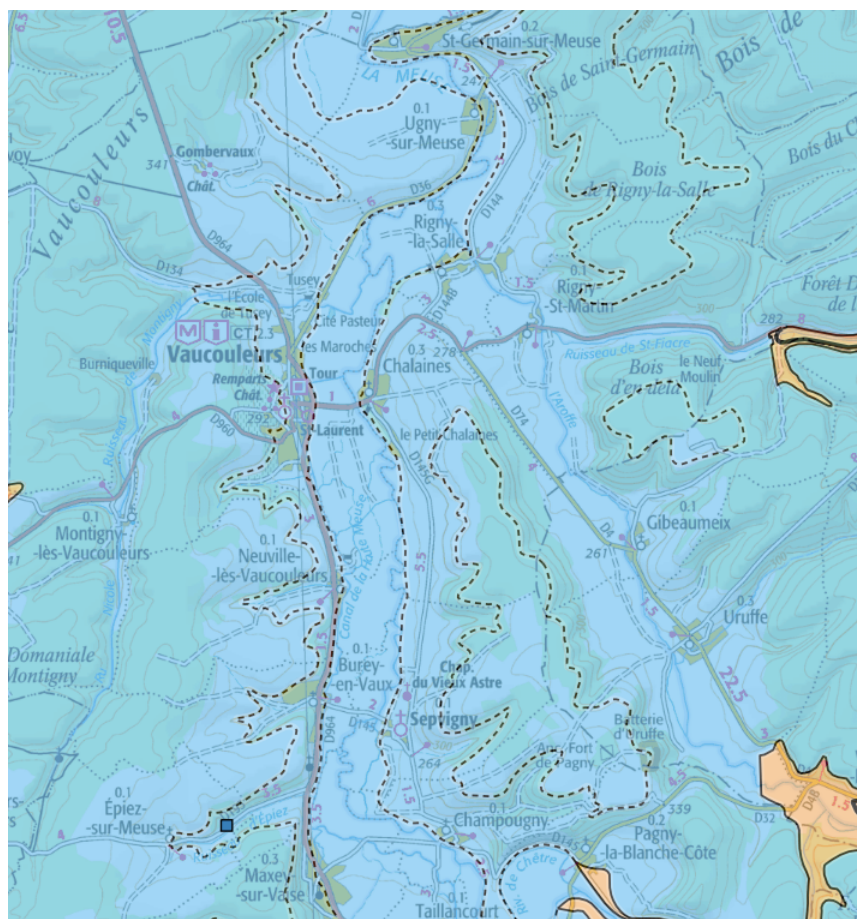


D. Masses d'eau souterraines

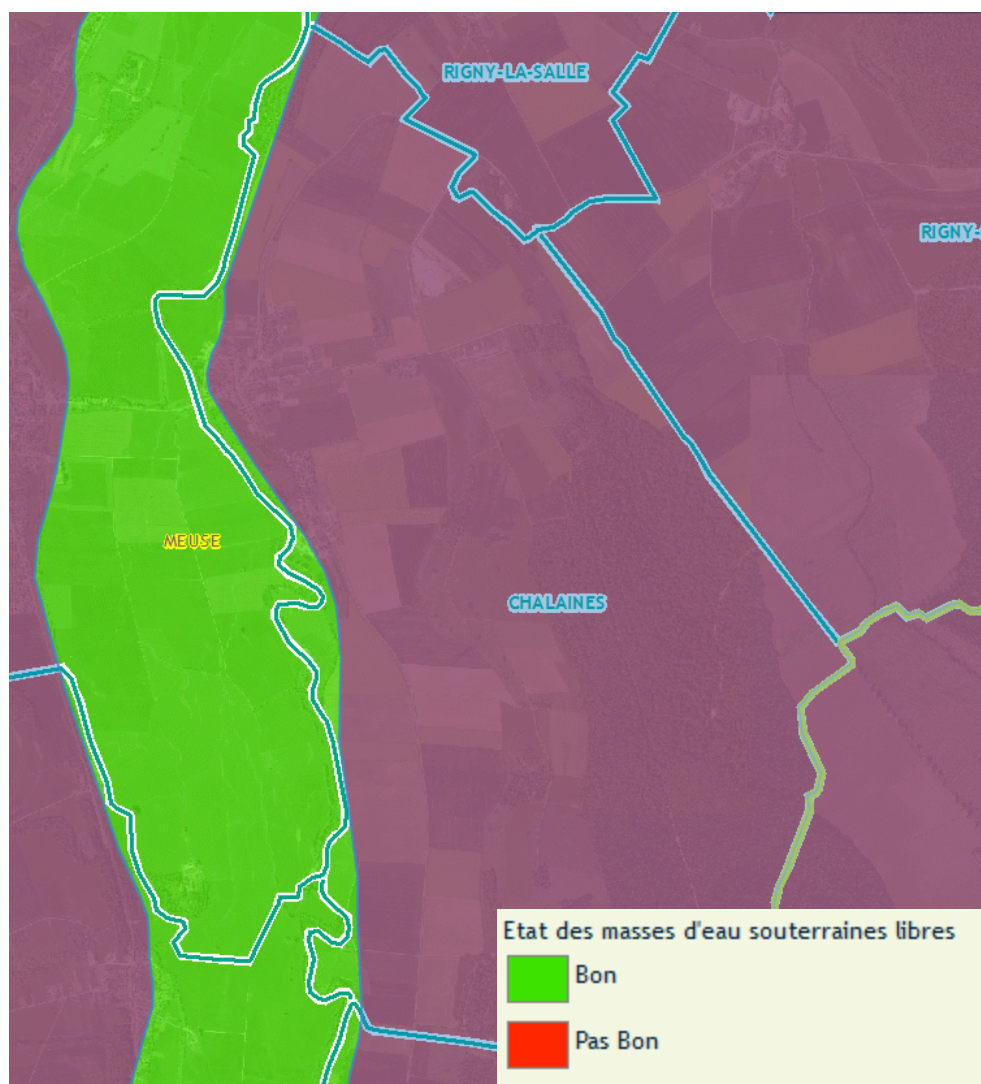
La commune de Chalaines présente deux masses d'eaux souterraines principales :

- B1G015, Alluvions de la Meuse, de la Chiers, et de la Bar : cette masse d'eau est de type "Alluvionnaire". Elle est rattachée au district Meuse. Sa surface est faible (370 km²), mais sa forte porosité fait qu'elle est captée par près de 110 captages. Cette masse d'eau ne présente pas un bon état chimique, les paramètres déclassant sont essentiellement les pesticides (Atrazine, Isoproturon, Atrazine déséthyl)
- B1G013, Calcaires oxfordiens : cette masse d'eau est de type "Dominante sédimentaire". Elle est rattachée au district Meuse. Sa surface est importante : 2300 km² pour environ 140 captages. La masse d'eau correspond à l'intégralité des calcaires de l'Oxfordien et à quelques placages.

Carte 7 : aquifère de Chalaines (source : portail ADES, Eaufrance)



Carte 8 : Etat chimique des masses d'eau souterraines



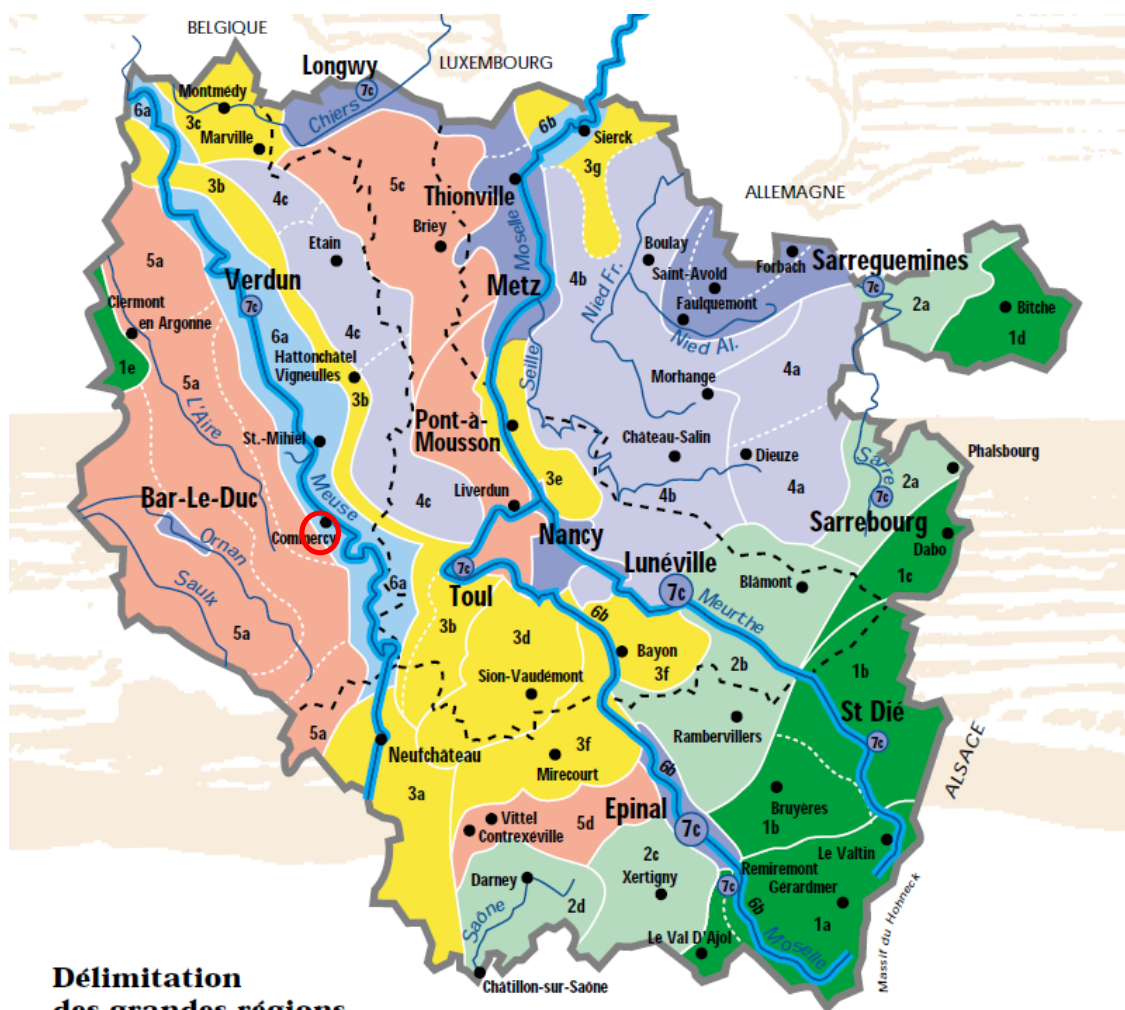
E. Paysages

La commune de Chalaines se situe au sein de l'unité paysagère de la vallée de la Meuse en limite avec l'unité paysagère des côtes de Meuse (Carte 9).

Les trois-quarts de la commune correspondent à une entité des paysages remarquables de Lorraine : Côtes de Toul et vallée de la Meuse (Carte 10), secteur faisant partie des régions paysagères des crêtes et buttes-témoins. Le paysage constitué de relief calcaire d'altitude assez élevée pour la région. Ce sont des reliefs viticoles appelés Côtes de Toul.

La Figure 1 présente le paysage-type de la vallée de la Meuse, qui correspond à ce qui peut être observé à Chalaines.

Carte 9 : Unités paysagères de Lorraine (source : AREL et DIREN Lorraine, 1997)



Délimitation des grandes régions paysagères :

1° LES REGIONS PAYSAGERES DES MASSIFS MONTAGNEUX TRES BOISES

- 1a - Les Hautes Vosges granitiques
- 1b - Les bassins de Saint-Dié et de Bruyères
- 1c - Le Pays de Dabo (Vosges Mosellanes du Sud)
- 1d - Le Pays de Bitche (Vosges Mosellanes du Nord)
- 1e - La côte de Gaize de l'Argonne (qui, à échelle réduite, partage la problématique paysagère de la montagne vosgienne)

2° LES REGIONS PAYSAGERES DE TRANSITION ENTRE MONTAGNE ET COTES

- 2a - La Sarre lorraine
- 2b - Le Pays de Blâmont et de Rambervillers
- 2c - Le Pays de Hadol/Xertigny
- 2d - la Vôge

3° LES REGIONS PAYSAGERES DES FRONTS DE COTES ET DES BUTTES-TEMOINS

- 3a - Le Pays de Neufchâteau, point de rencontre des côtes lorraines
- 3b - Les Côtes de Meuse
- 3c - Le Pays de Montmédy structuré par les côtes

- 3d - Le Xaintois, structuré par les côtes de Moselle au Sud
- 3e - Les côtes et la vallée de la Moselle de Gorze au Grand Couronné
- 3f - Les côtes infraliasiques du Pays de Mirecourt et du Pays de Bayon
- 3g - Les côtes du pays de Sierck

4° LES REGIONS PAYSAGERES DES PLAINES ARGILEUSES ET HUMIDES, RICHES EN GRANDS ETANGS

- 4a - Le Pays des Étangs (zone des rands étangs au Sud et zone plus banalisée près du bassin houiller)
- 4b - La plaine de la Seille et de la Nied
- 4c - Les Woëvres

5° LES REGIONS PAYSAGERES DES PLATEAUX CALCAIRES


- 5a - Le plateau Barrois et Argonnais
- 5b - Le plateau de Haye
- 5c - Le Pays Haut
- 5d - L'axe Vittel-Epinal


6° LES REGIONS PAYSAGERES DES LARGES VALLEES RURALES


- 6a - La vallée de la Meuse
- 6b - La vallée de la Moselle


7° LES REGIONS PAYSAGERES DES POLES DE DEVELOPPEMENT

- 7a - La conurbation Metz/Thionville et la frange nord du bassin sidérurgique
- 7b - Le bassin houiller du Warndt et sa proche couronne
- 7c - Les agglomérations urbaines

 Paysages des vallées majeures, qui possèdent une dynamique propre, même lorsqu'elles n'ont pas donné lieu à des régions paysagères de grande ampleur

 Paysages de vallées secondaires

 Limites des sous-régions paysagères

 Limites départementales

PAYSAGES REMARQUABLES

COMMUNE DE CHALAINES



Figure 1 : Bloc-diagramme du paysage type du territoire de la commune de Chalaines (source : CRPF Lorraine, ONF Lorraine, 2002)



F. Le climat

La Meuse est soumise à un climat tempéré caractérisé par des saisons thermiques alternées et soumis aux influences océanique et continentale.

Le régime des températures alterne une saison froide et une saison chaude, entre lesquelles s'intercalent les transitions tièdes du printemps et de l'automne.

Les variations de température restent modérées, grâce à la domination océanique adoucissante des flux d'ouest. Cependant, des épisodes de « durcissement » climatique sont introduits sous l'effet de la continentalité au cœur de l'hiver, installés par un anticyclone froid, induisent un gel fort et prolongé parfois renforcé par un vent de nord-est. Ces journées glaciales, mais aux cieux limpides et ensoleillés, contrastent avec la canicule régulière d'un été souvent assez court.

L'influence du régime océanique se traduit par des vents d'Ouest et de Sud-Ouest dominants amenant des précipitations durables en automne, des pluies courtes, orageuses et abondantes en été (juillet – août). L'influence continentale se traduit par une amplitude thermique annuelle importante avec des saisons bien marquées. En effet, les vents d'Est, Nord-Est (régime continental) accentuent les influences continentales par le froid hivernal ou la sécheresse du printemps ou de l'été.

Ce régime thermique caractérise donc un climat de type océanique dégradé à nuances continentales.

Le volume annuel des précipitations s'établit, en moyenne, à 800 millimètres. Mais ces valeurs, habituelles dans les plaines et les collines du Bassin parisien, présentent des disparités à l'intérieur du département.

La commune de Chalaines est représentative du contexte climatique Meusien, avec des précipitations importantes toute l'année, y compris durant les mois les plus secs.

La température moyenne annuelle est de 10°C ; tandis que la moyenne des précipitations annuelles atteints 684mm.

Avec 41 mm, le mois de mars est le plus sec (Figure 2). Le mois d'août, avec une moyenne de 75 mm, affiche les précipitations les plus importantes.

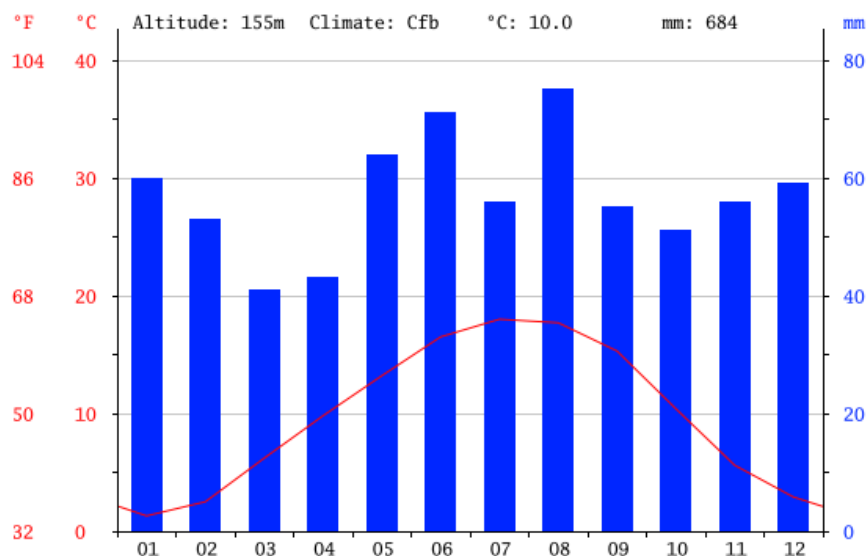


Figure 2 : diagramme ombro-thermique

Avec 18°C en moyenne, c'est le mois de Juillet qui est le plus chaud de l'année (Figure 3). Au mois de janvier, au plus froid de l'année, la température moyenne est de 1,3°C.

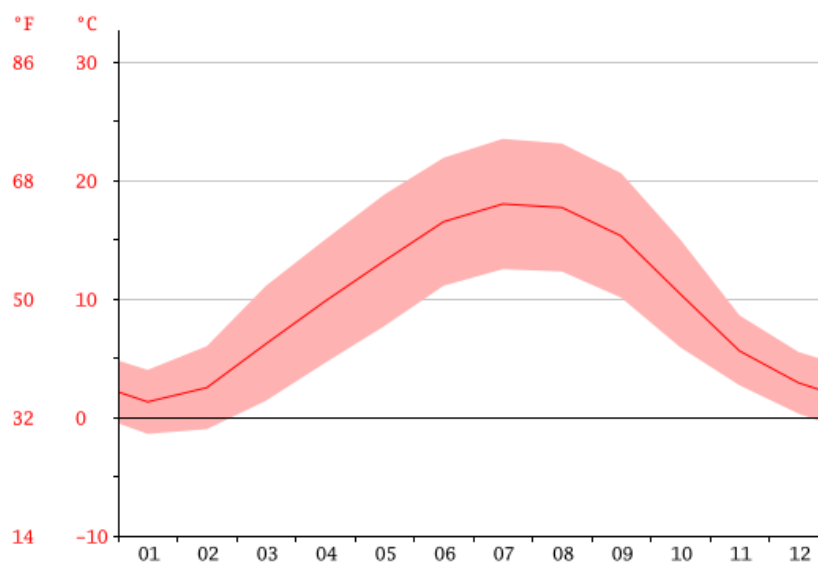


Figure 3 : courbe des températures

Le département de la Meuse a connu 1 547 heures d'ensoleillement en 2014, contre une moyenne nationale des départements de 1 664 heures de soleil. Le département de la Meuse a bénéficié de l'équivalent de 64 jours de soleil en 2014.

2. MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITÉ

La commune de Chalaines est concernée par plusieurs zonages environnementaux (Carte 11).

A. Espaces naturels remarquables

Réseau Natura 2000

ZPS VALLEE DE LA MEUSE

FR4112008

Le site Natura 2000 n°FR4112008 « Vallée de la Meuse » se situe dans le département de la Meuse, et concerne la commune dans sa partie Nord.

Ce site est un complexe humide de la vallée de la Meuse, composé du cours d'eau et ses annexes, de prairies inondables, de marais, de forêts alluviales et de milieux secs type pelouses calcaires sur certains coteaux.

Les prairies constituent de vastes territoires de chasse et d'alimentation pour certains oiseaux (rapaces, grands échassiers, anatidés...) et sont propices à la nidification de l'avifaune, notamment du Râle des genêts.

Élément majeur et structurant du paysage, la Meuse constitue l'artère centrale du site Natura 2000. Avec un espace largement dominé par des prairies de fauche inondables, la richesse écologique du site est liée au rythme lent du fleuve qui serpente librement dans une large et belle vallée.

Ainsi, la biodiversité du site repose principalement sur la complexité de l'hydrosystème de la vallée de la Meuse, composé du fleuve et de ses annexes hydrauliques, des prairies inondables, des marais, des boisements humides.

Espèces ayant justifié la désignation du site

Le site Natura 2000 est composé des habitats des espèces suivantes : les espèces inscrites à l'annexe I de la Directive Oiseaux sont indiquées en gras.

- **Aigle botté** (*Hieraaetus pennatus*)
- **Aigle pomarin** (*Aquila pomarina*)
- **Aigrette garzette** (*Egretta garzetta*)
- **Alouette lulu** (*Lullula arborea*)
- **Avocette élégante** (*Recurvirostra avosetta*)
- **Balbuzard pêcheur** (*Pandion haliaetus*)
- **Bécassine sourde** (*Limnocyttus minimus*)
- **Bondrée apivore** (*Pernis apivorus*)
- **Busard cendré** (*Circus pygargus*)
- **Busard des roseaux** (*Circus aeruginosus*)
- **Busard Saint-Martin** (*Circus cyaneus*)
- Buse variable (*Buteo buteo*)
- Caille des blés (*Coturnix coturnix*)
- Canard chipeau (*Anas strepera*)
- Canard colvert (*Anas platyrhynchos*)
- Canard pilet (*Anas acuta*)
- Canard siffleur (*Anas penelope*)
- Canard souchet (*Anas clypeata*)
- **Chevalier sylvain** (*Tringaglareola*)
- **Cigogne blanche** (*Ciconia ciconia*)
- **Cigogne noire** (*Ciconia nigra*)
- **Combattant varié** (*Philomachus pugnax*)
- Courlis cendré (*Numenius arquata*)
- **Cygne chanteur** (*Cygnus cygnus*)
- Cygne tuberculé (*Cygnus olor*)
- **Echasse blanche** (*Himantopus himantopus*)
- Epervier d'Europe (*Accipiter nisus*)
- Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*)
- **Faucon émerillon** (*Falco columbarius*)
- Faucon hobereau (*Falco subbuteo*)
- **Faucon pèlerin** (*Falco peregrinus*)
- Foulque macroule (*Fulica atra*)
- Gallinule poule-d'eau (*Gallinula chloropus*)
- Grand Cormoran (*Phalacrocorax carbo*)
- **Grand-Duc d'Europe** (*Bubo bubo*)
- **Grande Aigrette** (*Egretta alba*)
- Grèbe castagneux (*Tachybaptus ruficollis*)
- Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*)
- Grive litorne (*Turdus pilaris*)
- **Grue cendrée** (*Grus grus*)
- Guêpier d'Europe (*Merops apiaster*)
- **Harle pie** (*Mergus albellus*)
- Héron cendré (*Ardea cinerea*)
- **Héron pourpre** (*Ardea purpurea*)
- **Hibou des marais** (*Asio flammeus*)
- Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*)
- **Martin-pêcheur d'Europe** (*Alcedo atthis*)

- **Milan noir** (*Milvus migrans*)
- **Milan royal** (*Milvus milvus*)
- Mouette rieuse (*Larus ridibundus*)
- Oie cendrée (*Anser anser*)
- Petit Gravelot (*Charadrius dubius*)
- **Pic cendré** (*Picus canus*)
- **Pic mar** (*Dendrocopos medius*)
- **Pic noir** (*Dryocopus martius*)
- **Pie-grièche écorcheur** (*Lanius collurio*)
- **Pluvier doré** (*Pluvialis apricaria*)
- **Râle des genêts** (*Crex crex*)
- Sarcelle d'été (*Anas querquedula*)
- Sarcelle d'hiver (*Anas crecca*)
- **Sterne pierregarin** (*Sterna hirundo*)
- Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*)

ZNIEFF I

Aucune ZNIEFF de type I n'est présente au sein du ban communal de Chalaines.

ZNIEFF II

ZNIEFF II N°410030460 : VALLEE DE LA MEUSE

Cette ZNIEFF correspond à la vallée de la Meuse et englobe une dizaine de ZNIEFF de type I. Les habitats déterminants sont essentiellement représentés par une végétation liée aux zones humides et/ou inondées (herbiers aquatiques, végétation flottante, boisement alluviaux, etc.). Les espèces déterminantes, dont certaines sont inscrites aux annexes II et IV de la Directive Habitat, sont représentées par la Salamandre tachetée, le Sonneur à ventre jaune, le Triton crêté, la Rainette verte, le Damier de la Succise, etc.

ZNIEFF II N°410010381 : COTE DU TOULOUS

D'une superficie d'un peu plus de 20 000 ha, cette ZNIEFF de type II regroupe une vingtaine de ZNIEFF de type I. Les habitats déterminants sont représentés aussi bien par des habitats tendance sèche (lande à genévrier, pelouse calcaire) que par des habitats déterminants pour les zones humides (communauté à reine de prés, prairie humide, saussaie marécageuse).

Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Aucun ENS du département de la Meuse n'est présent sur le ban communal de Chalaines.

Sites protégés par le CEN Lorraine

Un site protégé par le Conservatoire des Espaces Naturels de Lorraine est localisé au sein du village. Il correspond au préau de l'école, abritant sans doute une colonie de Chiroptères.

Site inscrit/classé

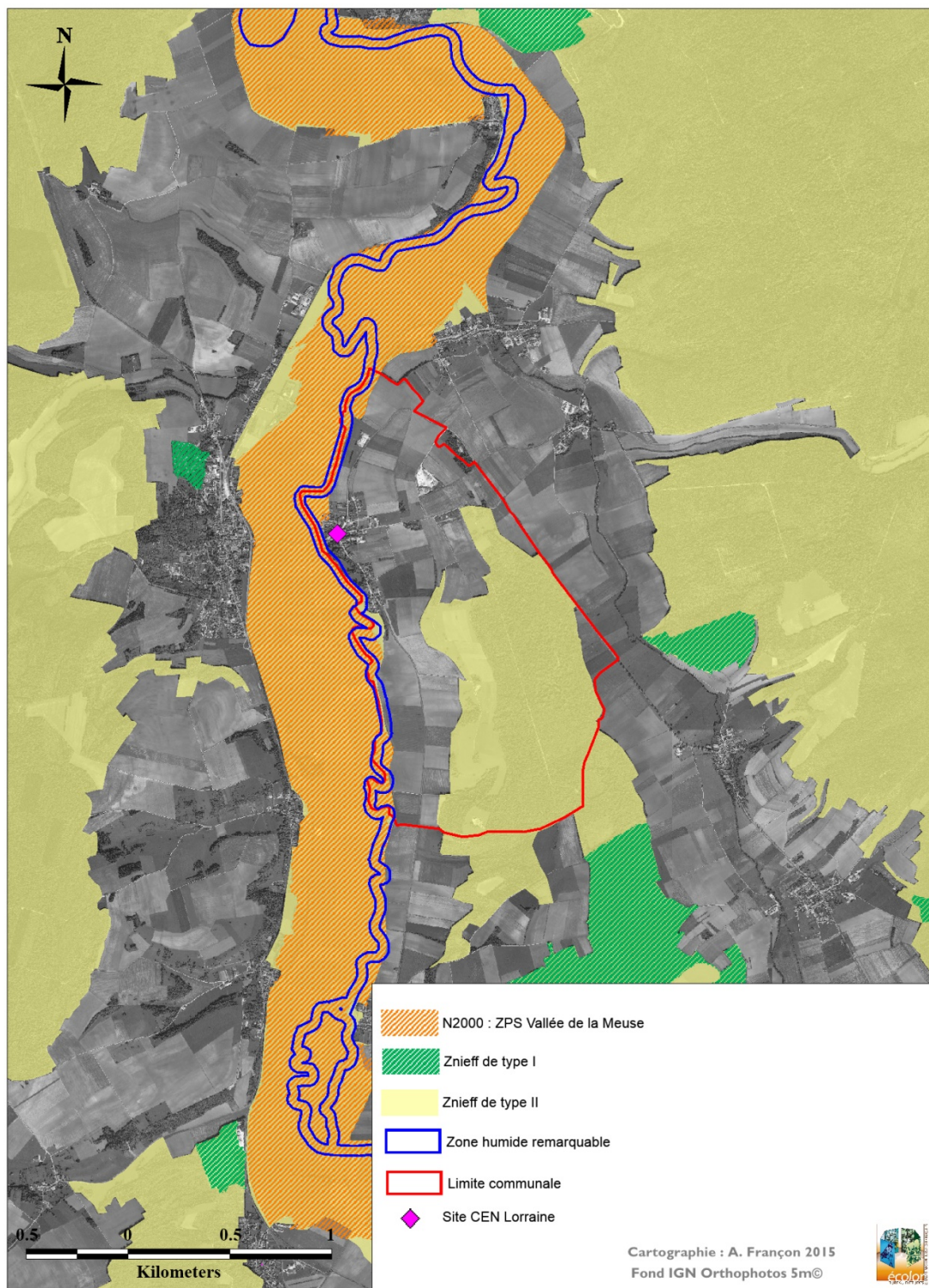
Le château de Chalaines est classé au titre des monuments historique.

Zones humides remarquables du SDAGE

La Meuse est inscrite en tant que zone humide remarquable au SDAGE Rhin-Meuse.

ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

COMMUNE DE CHALAINES



B. Diversité des habitats biologiques

Comme le montre la Carte 12, les habitats biologiques de Chalais sont nettement dominés par les cultures (45% du territoire) et les boisements (33%).

Tableau 14 : surface des grands types d'habitats biologiques

Type d'habitat	Surface (ha)	%
Culture	388,12	45,80
Boisement	280,92	33,15
Prairie pâturée	72,89	8,60
Prairie de fauche	23,13	2,73
Ripisylve	19,36	2,28
Bâti – village	18,66	2,20
Bosquet	17,63	2,08
Friche	9,69	1,14
Jardin	9,49	1,12
Carrière	4,98	0,59
Verger	2,29	0,27
Cimetière	0,22	0,03
Total	847,38	100,00

Les **cultures** occupent 45% du territoire de la commune. Elles sont présentes de manière homogène sur l'ensemble du territoire communal et correspondent à des monocultures intensives pour l'essentiel.

D'un point de vue biologique, il s'agit d'un des milieux les plus pauvres en biodiversité.

La **forêt**, dominée par des boisements de type hêtraie-chênaie à tendance calcicole, occupe une grande partie Sud-est du ban communal.

Ces boisements peuvent accueillir une faune et une flore variée, qui compose une grande partie de la biodiversité locale.

Autour du **village**, de nombreux **jardins** et **vergers** entourent les habitations, formant une ceinture paysagère, véritable transition entre le bourg urbanisé et ses abords plus naturels.

Les **prairies** sont assez peu nombreuses, notamment les prairies de fauche (2% du territoire), mais quelques parcelles subsistent, entre les zones cultivées et les boisements ainsi qu'en marge de la ripisylve de la Meuse.

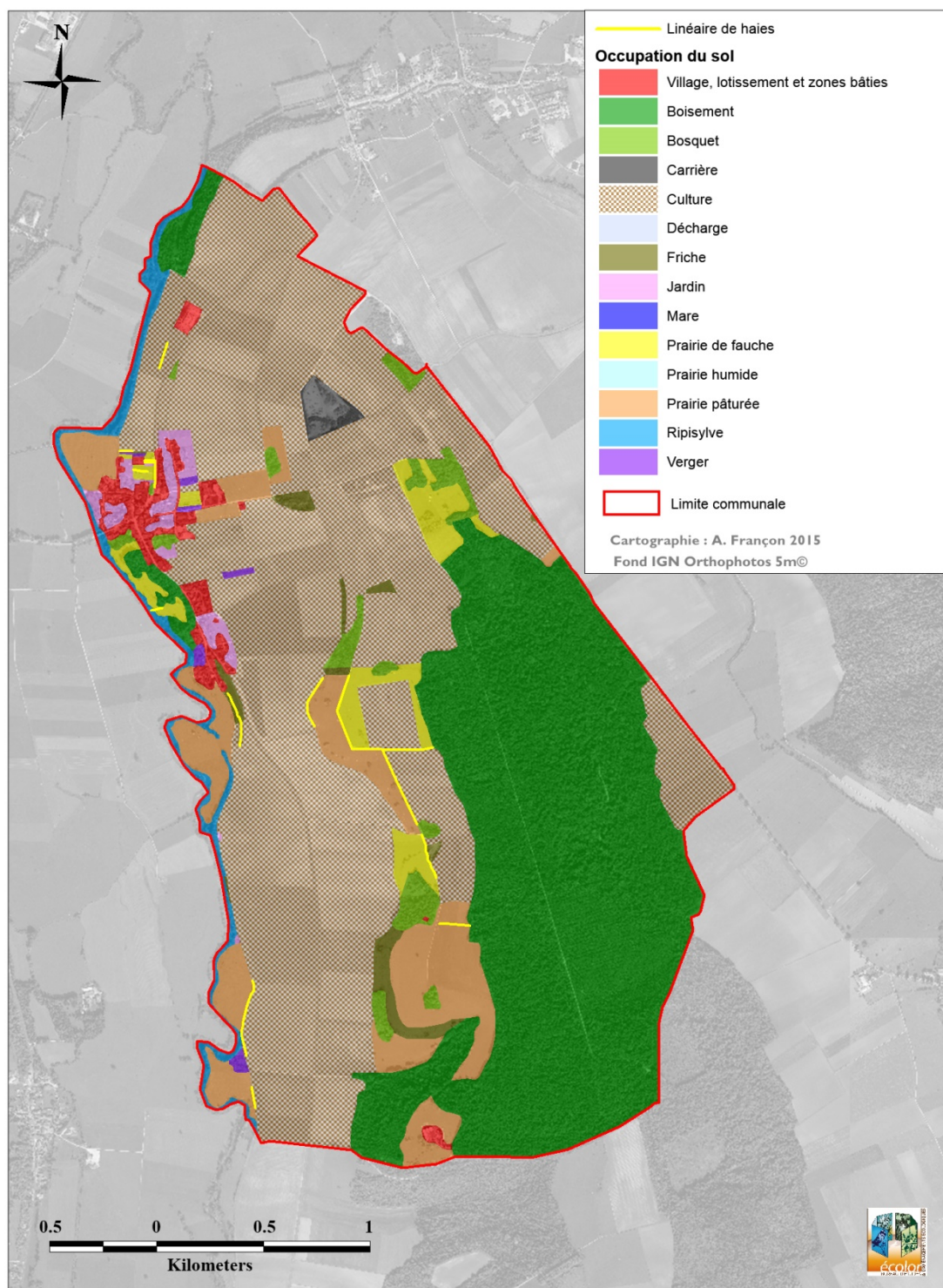
Quelques **haies** délimitent des pâtures au Sud de la commune. Le maintien des haies existantes est un enjeu important pour préserver la biodiversité locale.

Ces milieux sont essentiels pour la biodiversité, car ils abritent de nombreuses espèces, dont certaines sont menacées par l'intensification de l'agriculture (Bruant jaune, Linotte mélodieuse, Perdrix grise, etc.). Les prairies et les haies forment souvent les derniers refuges pour ces espèces, au sein des zones intensément cultivées.

La Meuse et sa ripisylve (essentiellement composée de Saules) constituent un milieu naturel intéressant pour l'avifaune et la faune terrestre qui se reproduit dans cet habitat linéaire.

OCCUPATION DU SOL

COMMUNE DE CHALAÏNES



Zones humides

DEFINITION

Une zone humide, au sens juridique de la loi sur l'eau (article L211-1 du code de l'environnement) est définie comme « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Ces milieux présentent une diversité écologique remarquable tant d'un point de vue faunistique que floristique. En effet, près de 50% des espèces d'oiseaux en dépendent, elles sont indispensables à la reproduction des amphibiens et de certaines espèces de poissons et, environ 30% des espèces végétales remarquables et menacées en France y sont inféodées.

D'après l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, « une zone est considérée comme humide si elle présente l'un des critères suivants :

- 1° les sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques, exclusivement parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 1.1 au présent arrêté [...]
- 2° sa végétation, si elle existe, est caractérisée par :
 - o soit des espèces identifiées et quantifiées selon la méthode et la liste des espèces figurant à l'annexe 2.1 au présent arrêté complétée en tant que de besoin par une liste additionnelle d'espèces arrêtées par le préfet de région sur proposition du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, le cas échéant, adaptée par territoire biogéographique ;
 - o soit des communautés d'espèces végétales, dénommées « habitats », caractéristiques de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste correspondante figurant à l'annexe 2.2. du présent arrêté ».

Les zones humides sont particulièrement menacées, puisqu'on estime que 50% d'entre elles ont disparu en France depuis 1950, victimes essentiellement de l'urbanisation et de l'intensification de l'agriculture (assèchement, drainage, etc.).

DANS LA COMMUNE DE CHALAINES

Au sein de la commune, la vallée de la Meuse est considérée comme une zone humide remarquable selon le SDAGE Rhin-Meuse.

D'autre part, les prairies humides recensées (Carte 12) constituent des zones humides ordinaires, tout aussi importantes pour les écosystèmes que les remarquables.

Il est à noter que l'inventaire des zones humides sur critère pédologique n'a pas été mené dans le cadre de l'EIE. Cet inventaire pourrait apporter la connaissance de nouvelles zones humides ; il est généralement mené au stade des projets.

ZONE HUMIDE REMARQUABLE

COMMUNE DE CHALAINES



C. Faune et flore locale

La plupart des données d'espèces remarquables de faune sont connus sur le territoire communal grâce aux bases de données naturalistes participatives (www.faune-lorraine.org).

Le Tableau 15 présente les espèces les plus remarquables connues.

Tableau 15 : espèces de la faune et flore remarquables et/ou protégées

Nom français	Nom scientifique	Statut	Date d'observation	Habitats	Source
Amphibiens					
Alyte accoucheur	<i>Alytes obstetricans</i>	Protégé, ZNIEFF3	2015	Villages, points d'eau	Faune Lorraine
Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>	Protégé, ZNIEFF3, DH	2015	Points d'eau	Faune Lorraine
Triton alpestre	<i>Ichthyosaura alpestris</i>	Protégé, ZNIEFF3	2015	Points d'eau	Faune Lorraine
Triton palmé	<i>Lissotriton helveticus</i>	Protégé, ZNIEFF3	2015	Points d'eau	Faune Lorraine
Oiseaux nicheurs					
Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>	Protégée, DO, ZNIEFF3	2015	Coteaux ensoleillés	Faune Lorraine
Chevêche d'Athéna	<i>Athena noctua</i>	Protégée, ZNIEFF2	2015	Vergers	Faune Lorraine
Gobemouche gris	<i>Muscicapa striata</i>	Protégé	2013	Boisements, parcs	Faune Lorraine
Martin pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	Protégé, DO, ZNIEFF3	2014	Cours d'eau	Faune Lorraine
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Protégé, DO, ZNIEFF3	2015	Zones humides	Faune Lorraine
Milan royal	<i>Milvus milvus</i>	Protégé, DO, ZNIEFF2	2015	Boisements	Faune Lorraine
Flore					
Oenanthe des rivières	<i>Oenanthe fluviatilis</i>	Protégé, ZNIEFF1	-	Cours d'eau	Les plantes protégées de Lorraine, S.Muller, 2006

Espèces protégées : amphibiens et reptiles : Arrêté du 19 novembre 2007 ; mammifères : Arrêté du 23 avril 2007 ; oiseaux : Arrêté du 29 octobre 2009 ; Liste rouge des oiseaux menacés de France (LPO, IUCN) ; espèces vulnérables, quasi-menacées ; DO : espèces listées à l'annexe 1 de la Directive 2009/147/CE du parlement européen, dite Directive « Oiseaux » ; DH espèces listées aux annexes 2 de la Directive Habitats » ; ZNIEFF : espèces déterminantes pour la définition des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) en Lorraine : note d'importance décroissante, de 1 à 3.

AMPHIBIENS

Il est à noter que le Bois de la Fouée abrite un site de reproduction particulièrement favorable aux amphibiens. En effet, plusieurs espèces se reproduisent dans les ornières de la travée forestière qui traverse le bois : on y trouve notamment le Triton alpestre, le Triton palmé, ainsi qu'une population importante **d'Alyte accoucheur** et une population encore plus importante de **Sonneur à ventre jaune**. Ce site d'intérêt régional pour les amphibiens est désormais protégé grâce à la collaboration entre la Commune de Chalaines, l'ONF et l'association Lorraine Association Nature.

D. Le fonctionnement écologique du territoire

La Trame Verte et Bleue, qu'est-ce que c'est ?

Si la notion de Trame verte et bleue a pris son essor à partir de 2007, dans la foulée des lois dites « Grenelle », la notion de « continuités écologiques » est bien plus ancienne. Cette notion s'impose peu à peu comme un thème majeur dans tous les sujets ayant trait à la biodiversité.

La Trame verte et bleue est un **réseau formé de continuités écologiques** terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que par les documents de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements. Elle constitue un **outil d'aménagement durable** du territoire.

La Trame verte et bleue **contribue à l'état de conservation favorable** des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau.

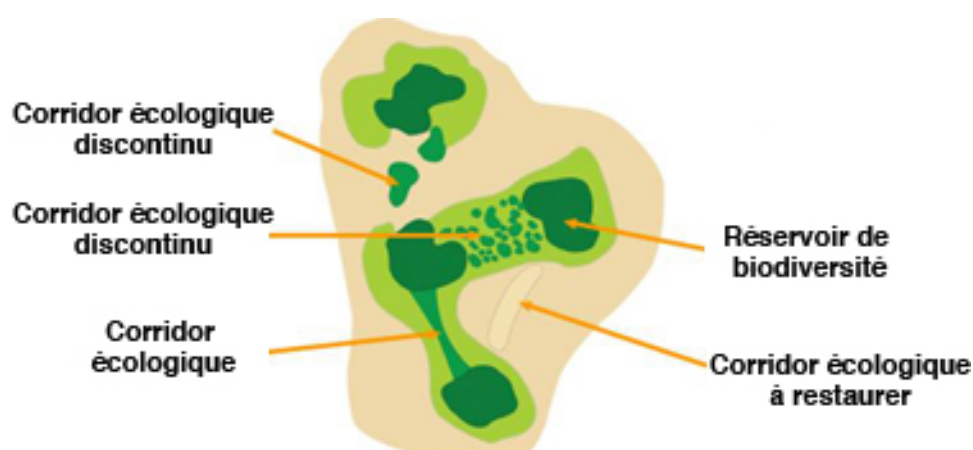


Figure 4 : Schéma de principe de la Trame Verte et Bleue.

Les notions de Trame Verte et Bleue, réservoirs et corridors sont définis par un décret ministériel du 27 décembre 2012 :

- La **Trame verte et bleue** est « un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques » ;
- Les **réservoirs de biodiversité** sont « des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée ». Les espaces naturels remarquables (ZNIEFF, Natura 2000, etc.) font partie de ces réservoirs biologiques ;
- Les **corridors écologiques** « assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité ». Ils peuvent être linéaires, en « pas japonais », continus ou discontinus.

Les objectifs fixés par la loi « Grenelle 1 » à la Trame Verte et Bleue sont de **diminuer la fragmentation** des espaces naturels, **relier les espaces importants** pour la préservation de la biodiversité, faciliter les **échanges génétiques**, améliorer la **qualité et la diversité des paysages** et contribuer à la **préservation et l'amélioration de la qualité des eaux** de surface.

La Trame Verte et Bleue est une notion bien étudiée par les chercheurs, mais c'est également un outil d'aménagement du territoire qui prend corps progressivement, à différentes échelles du territoire :

- **A l'échelle européenne** : le réseau Natura 2000 est une préfiguration de cette démarche, qui vise à constituer un réseau de sites naturels remarquables à l'échelle du continent ;
- **A l'échelle française** : un décret du 27 décembre 2012 fixe la portée et les modalités d'élaboration de la Trame Verte et Bleue en France, avec notamment la définition de grandes continuités écologiques nationales. D'autre part, la traduction de la Trame Verte et Bleue dans le territoire passera par l'élaboration de Schémas Régionaux de Cohérence Ecologiques (SRCE) ;
- **A l'échelle locale** : Les trames verte et bleue sont définies à l'échelle du PLU de Chalaines.

Pourquoi préserver les continuités écologiques ?

La Trame verte et bleue a pour objectif la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques afin d'enrayer la perte de biodiversité. Dans un monde en changement permanent et rapide, il faut favoriser la libre expression des capacités d'adaptation des espèces animales et végétales et des écosystèmes. Il faut pour cela prendre en compte les effets positifs des activités humaines, dont de nombreuses activités agricoles. Il faut aussi limiter ou supprimer les freins et barrières d'origine humaine comme les infrastructures de transport.

Les continuités écologiques améliorent la qualité écologique des milieux et garantissent la **libre circulation des espèces de faune et de flore sauvages**. Les objectifs sont multiples : l'adaptation aux changements climatiques, le brassage des gènes nécessaires à la bonne santé des populations, les migrations saisonnières ou journalières, la réalisation de toutes les phases du cycle de vie (nourrissage, reproduction, élevage des jeunes, etc.), et plus généralement au maintien des habitats naturels.

Quelques définitions

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. D'après le centre de ressources Trame verte et bleue (www.trameverteetbleue.fr), c'est un réseau écologique constitué de quatre éléments principaux :

- les **continuités écologiques** : les continuités écologiques constituant la Trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques ;
- les **réservoirs de biodiversité** : espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces. Les réservoirs de biodiversité comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité (article L. 371-1 II et R. 371-19 II du code de l'environnement). Les ZNIEFF de type 1 et les sites Natura 2000 font partie des réservoirs de biodiversité ;
- les **corridors écologiques** assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau mentionnées au I de l'article L. 211-14 du code de l'environnement (article L. 371-1 II et R. 371-19 III du code de l'environnement) ;
- Les **cours d'eau et zones humides** : les cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux classés au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement et les autres cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux importants pour la préservation de la biodiversité constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques (article L. 371-1 III et R. 371-19 IV du code de l'environnement). Les zones humides dont

la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L. 211-3 ainsi que les autres zones humides importantes pour la préservation de la biodiversité constituent des réservoirs de biodiversité et/ou des corridors écologiques.

Cette Trame verte et bleue est identifiée, à l'échelle de chaque région, via les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE), comme l'impose le décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012.

Le document annexe qui accompagne de décret liste pour chaque région française les espèces « sensibles à la fragmentation dont la préservation est un enjeu pour la cohérence nationale de la Trame verte et bleue. » La Trame verte et bleue régionale doit permettre d'assurer la conservation de ces espèces, dites « **espèces de cohérence** » qui sont souvent des espèces « parapluie », représentatives des exigences écologiques d'un cortège d'autres espèces, ou d'un milieu particulièrement menacé.

Les « espèces de cohérence » lorraines potentiellement présentes dans le territoire de la commune de Chalaines sont :

- **Libellules** : Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*), Caloptéryx vierge septentrional (*Calopteryxvirgovirgo*), Cordulégastré bidenté (*Cordulegasterbidentata*), Epithèquebimaculée (*Epithecabimaculata*), Libellule fauve (*Libellulafulva*) ;
- **Orthoptères** : Conocéphale des roseaux (*Conocephalusdorsalis*), Criquet des Genévriers (*Euthystirabrachyptera*), Criquet palustre (*Chorthippusmontanus*), Decticelle bicolore (*Bicoloranabicolor*) ;
- **Papillons** : Azuré du Serpolet (*Maculineaarion*) ;
- **Amphibiens** : Grenouille rousse (*Ranatemporaria*), Pélodyte ponctué (*Pelodytespunctatus*), Triton alpestre (*Ichthyosauraalpestris*), Triton crêté (*Triturus cristatus*), Triton ponctué (*Lissotritonvulgaris*), Sonneur à ventre jaune (*Bombinavariegata*) ;
- **Mammifères** : Castor d'Europe (*Castor fiber*), Chat forestier (*Felissilvestris*), Grand Rhinolophe (*Rhinolophusferrumequinum*), Martre des pins (*Martes martes*), Muscardin (*Muscardinusavellanarius*), Petit Rhinolophe (*Rhinolophushipposideros*), Putois d'Europe (*Mustelaputorius*) ;
- **Oiseaux** : Bouvreuil pivoine (*Pyrrhulapyrrhula*), Chevêche d'Athéna (*Athenenoctua*), Cincle plongeur

(*Cincluscinclus*), Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*), Gobemouche à collier (*Ficedula albicollis*), Gobemouche noir (*Ficedula hypoleuca*), Grimpereau des bois (*Certhia familiaris*), Grosbeccassenoyaux (*Coccothraustes coccothraustes*), Hypolaïsictérine (*Hippolais icterina*), Locustelle lusciniode (*Locustella luscinioides*), Mésange boréale (*Parus montanus*), Pic cendré (*Picus canus*), Pic mar (*Dendrocopos medius*), Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*), Pie-grièche grise (*Lanius excubitor*), Pie-grièche à tête rousse (*Lanius senator*), Pipit farlouse (*Anthus pratensis*), Rousserolle verderolle (*Acrocephalus palustris*), Tarier des prés (*Saxicola rubetra*) ;

- **Reptiles** : Coronelle lisse (*Coronella austriaca*), Lézard des souches (*Lacerta agilis*), Lézard vivipare (*Zootoca vivipara*).

Ces espèces devront donc être prises en compte lors de l'élaboration du PLU, qui devra permettre de maintenir les populations présentes et leurs habitats en bon état de conservation.

Continuités écologiques d'importance nationale

Les orientations nationales pour la préservation de la biodiversité cartographient les continuités écologiques d'importance nationale pour un certain nombre de continuums.

Trois types de continuités d'importance nationale concernent directement la Commune de Chalaines.

Les **continuités des milieux boisés** (Carte 14) : la continuité identifiée par le n°6 passe sur la commune (cercle rouge sur la carte) ; elle part du littoral atlantique, et se scinde en plusieurs branches, dont l'une va vers la Lorraine.



Carte 14 : les continuités boisées d'importance nationale

La Trame Verte et Bleue de la commune de Chalaines

Le PLU doit décliner sur le territoire et à l'échelle des documents d'urbanisme les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques.

LES CONTINUUMS ECOLOGIQUES

La Carte 15 présente les **continuum**s écologiques du territoire. Il s'agit d'ensembles de milieux relativement favorables à des groupes d'espèce donnés.

En déclinaison des orientations nationales pour la Trame Verte et Bleue, quatre sous-trames, ou continuum ont été définis à l'échelle de la commune de Chalaines :

- Le continuum aquatique ;
- Le continuum des milieux ouverts, comprenant :
 - o Le sous-continuum des milieux prairiaux ;
 - o Le sous-continuum des vergers et jardins ;
- Le continuum des milieux forestiers.

Le **continuum aquatique** correspond au lit mineur de la Meuse, incluant les berges, où les cavités, embâcles et autres racines, constituent autant d'abris et d'habitats favorables à la faune aquatique (poissons, invertébrés, etc.).

Le continuum des **milieux ouverts** a été décomposé en deux sous-ensembles :

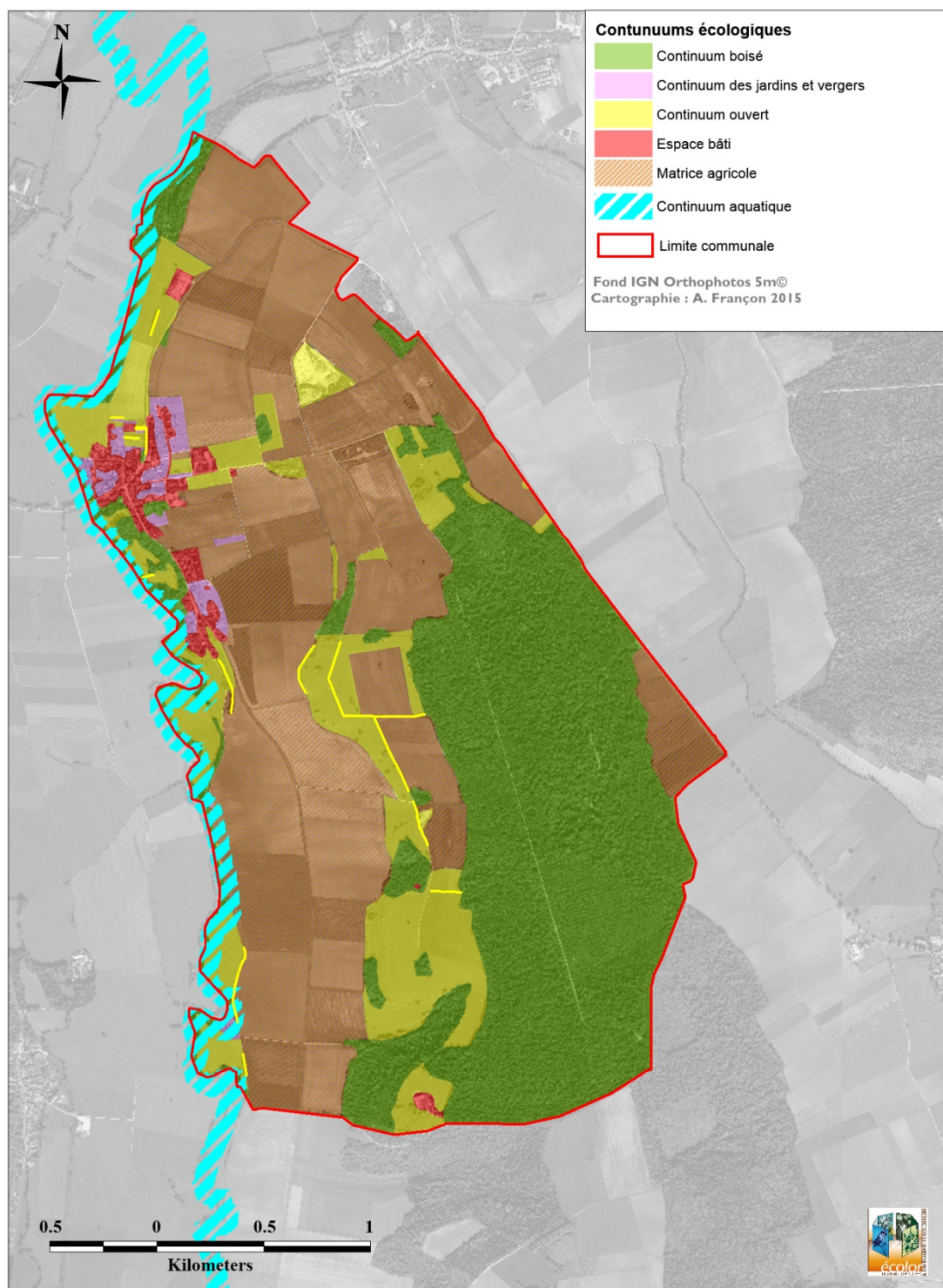
- Le **sous-continuum des milieux prairiaux**, est peu présent, mais subsiste, surtout autour du village, où les prairies sont utilisées pour le fourrage du bétail, ainsi que dans les espaces bocagers, au nord et au sud de la commune ;
- Le **sous-continuum des vergers et jardins** : ceinturant tout le village, ces milieux traditionnels constituent des milieux de vie importants pour la nature ordinaire face à l'intensification agricole à l'œuvre. D'autre part, une faune remarquable peut s'y trouver, notamment dans les vergers (Torcol fourmilier, Pie-grièche écorcheur, etc.).

Le **continuum des milieux forestiers** structure le paysage et permet la présence et le déplacement de la plupart des espèces de faune et de flore présentes. Mais cette importance surfacique ne doit pas faire oublier les disparités qui peuvent exister au sein des milieux forestiers, ni les obstacles qui provoquent des coupures importantes entre massifs forestiers.

Ainsi, les plantations de résineux sont des milieux très pauvres en biodiversité, qui peuvent de plus constituer de véritables obstacles au déplacement de certaines espèces (insectes, notamment). *A contrario*, les boisements feuillus âgés constituent de véritables noyaux de biodiversité, car les vieux arbres et les arbres morts abritent de nombreuses espèces cavernicoles ou xylophages.

CONTINUUMS ÉCOLOGIQUES

COMMUNE DE CHALAINES



LES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE

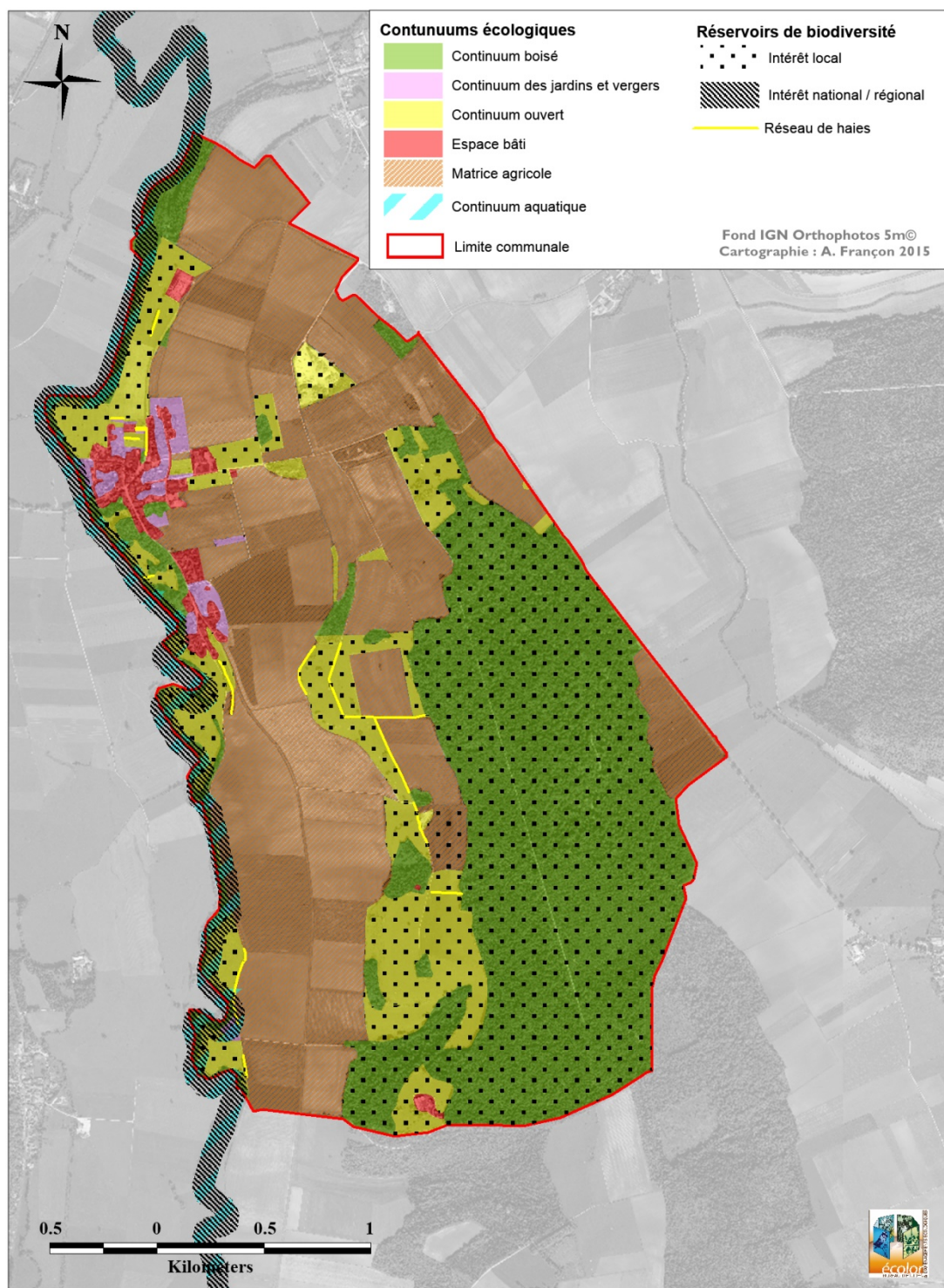
Conformément aux orientations nationales pour la Trame Verte et Bleue et au, les réservoirs de biodiversité suivants ont été intégrés à la Trame Verte et Bleue de la Commune de Chalaines.

- **réservoirs d'intérêt national ou régional :** aucun réservoir de ce type n'est présent dans la commune :
 - les Arrêtés de Protection de Biotope ;
 - les sites Natura 2000 ;
 - les ZNIEFF de type 1 en dehors de celles définies uniquement pour les Chiroptères ;
 - les cours d'eau inscrits aux listes 1 et 2 des arrêtés des 4 et 28 décembre 2012 ;
 - les Espaces Naturels Sensibles ;
 - les espaces gérés par le Conservatoire des Espaces Naturels de Lorraine ;
- **réservoirs naturels d'intérêt local :**
 - les zones humides « ordinaires » ; il s'agit de la ripisylve de la Meuse ;
 - les grands massifs forestiers de plus de 25 hectares ;
 - les prairies permanentes (cartes basées sur les prospections de terrain).
 - Les vergers

Les réservoirs de biodiversité d'intérêt local couvrent une grande étendue, puisqu'ils comprennent toute la forêt du sud du ban communal, ainsi que les prairies permanentes.

RÉSERVOIRS DE BIODIVERSITÉ

COMMUNE DE CHÂLAINES



LES CORRIDORS ECOLOGIQUES

Le seul **corridor aquatique** présent dans la commune est la Meuse (Carte 16). Il s'agit d'un **corridor d'importance régionale**.

Deux **corridors boisés** d'intérêt local fusionnent au niveau des boisements. Ils correspondent à un corridor secondaire vis-à-vis du corridor d'importance régionale présent à l'Est, à l'extérieur de la commune.

La vallée de la Meuse correspond également à un corridor des milieux herbacés d'intérêt régional. Au centre du ban communal, un corridor d'intérêt local correspondant aux milieux prairiaux est identifié. La présence d'une importante surface de cultures ne permet pas la présence d'un réseau important de corridors des milieux ouverts dans la commune.

LES OBSTACLES ET LES RUPTURES DE CONTINUITES

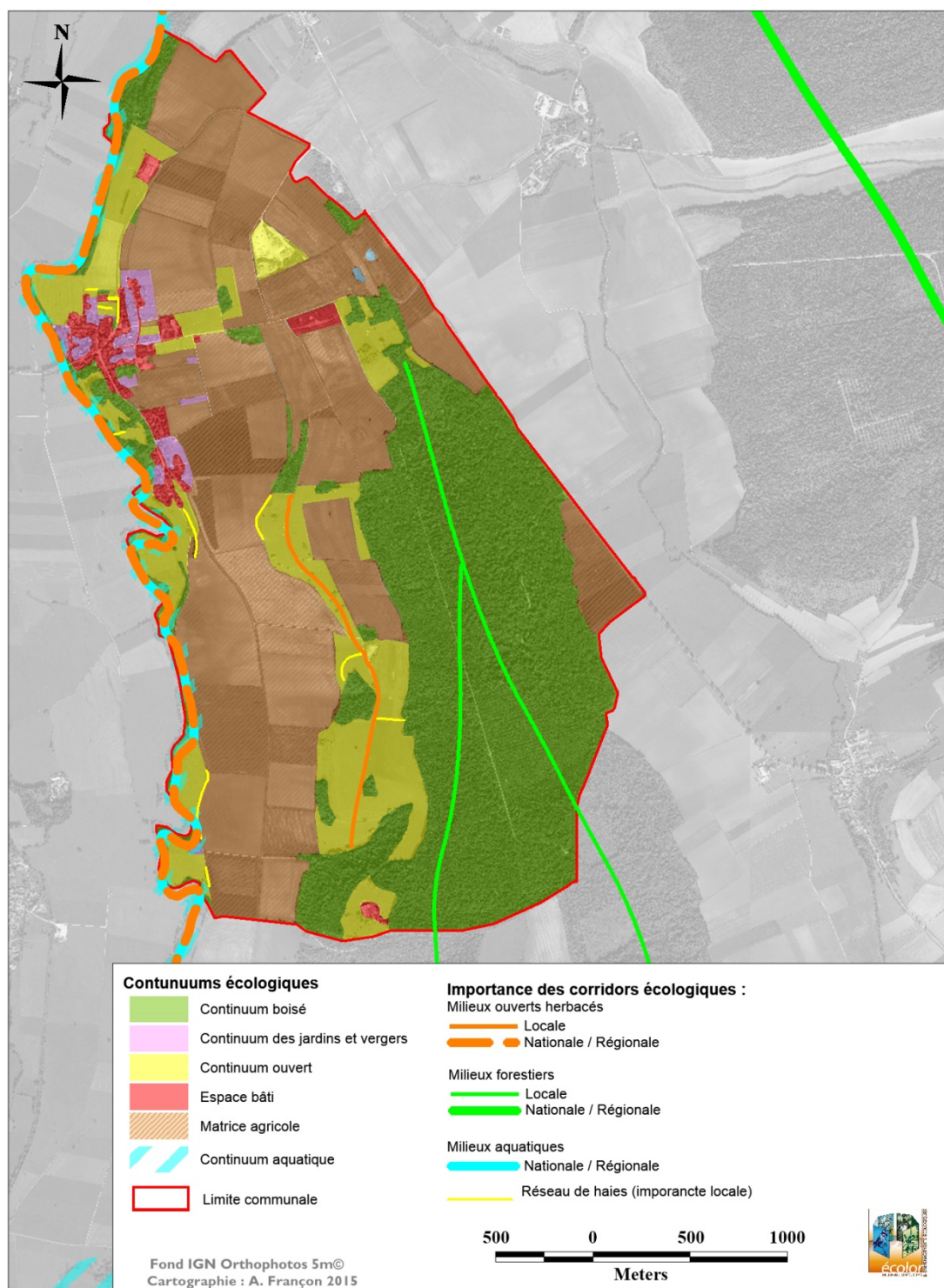
Il n'existe pas de rupture écologique majeure dans le territoire de Chalaines. Les routes qui desservent la commune sont assez peu passantes pour permettre les déplacements de la faune de part et d'autre, malgré une certaine mortalité.

La Meuse, outre son rôle de corridor écologique, constitue également un obstacle pour les déplacements perpendiculaires de la faune terrestre. D'autre part, un obstacle est présent le long de son cours : le Recensement des Obstacles à l'Ecoulement (ONEMA).

Enfin, les parcelles de **grandes cultures** constituent des espaces inhospitaliers pour la plupart des espèces de faune et de flore. Lorsqu'il s'agit de grandes parcelles d'un seul tenant, elles peuvent constituer de réels obstacles pour des espèces de milieux ouverts aux faibles capacités de déplacements, ou constituer des zones de risque pour d'autres espèces, qui seront davantage soumises à la prédation dans ces espaces sans abris. Cette situation s'observe principalement au nord et à l'ouest de la commune.

CORRIDORS ÉCOLOGIQUES

COMMUNE DE CHALAINES



3. ENJEUX

Cette partie vise à mettre en avant les principaux enjeux mis en lumière par l'état initial de l'environnement. Ces enjeux peuvent être des richesses à protéger sur le territoire de la commune de Chalaines, ou au contraire des menaces qui pèsent sur ce territoire, et qu'il faut prendre en compte pour le préserver.

Les enjeux constituent la synthèse de l'état initial, et permettent d'en faire ressortir les éléments essentiels pour la commune de Chalaines

A. Des milieux naturels à protéger

La commune de Chalaines abrite peu **d'espaces naturels remarquables** ou protégés sur son ban communal.

Cependant, la forêt est incluse dans une ZNIEFF 2 et elle est en continuité directe avec le site Natura 2000 de la Vallée de la Meuse. La commune a donc une responsabilité en termes de préservation de milieux forestiers contigus à un espace naturel d'intérêt européen.

De plus, le territoire contient de nombreux milieux qui, sans être particulièrement riches ou rares du point de vue de la biodiversité, abritent de nombreuses espèces et constituent la trame d'une nature ordinaire, mais essentielle à la faune et la flore, mais également à la population qui en bénéficie à de nombreux titres (lieux de promenade, agrément paysager, ressources renouvelables : bois, champignons, fruits, etc.).

Parmi les éléments de la nature ordinaire qu'il importe de préserver, citons notamment **les vergers et les prairies**.

La préservation de ces milieux face notamment à l'urbanisation profite à la biodiversité, mais également à la population, locale ou extérieure, qui l'utilise directement ou bénéficie indirectement de ses effets.

B. Assurer le maintien des continuités écologiques

La raison d'être de la Trame Verte et Bleue d'un PLU est non seulement de préserver les corridors de biodiversité (milieux structurants de chaque sous-trame écologique), mais essentiellement de garantir la fonctionnalité des écosystèmes par le **maintien de continuités écologiques reliant les espaces naturels** entre eux.

En la matière, les enjeux identifiés dans la commune de Chalaines sont :

- Le **maintien d'un espace végétalisé minimal dans la zone urbanisée, le long de la Meuse** : dans cet espace contraint, l'urbanisation peut faire obstacle aux déplacements de la faune. Il importe de maintenir des espaces permettant la circulation des espèces.
- La **protection des ceintures de vergers autour du village**. Ces milieux sont essentiels à de nombreuses espèces et ont tendance à disparaître, pris en étau entre l'urbanisation qui s'étend et l'agriculture qui s'intensifie ;
- Le **maintien des haies** : en milieu ouvert, ces structures paysagères constituent non seulement un corridor local d'importance, mais également un milieu de vie pour de nombreuses espèces (avifaune, notamment).

Le maintien, la restauration et la protection des continuités écologiques bénéficient à l'ensemble de la biodiversité, mais également aux habitants du territoire, en leur assurant des espaces de loisirs et des services, comme cela a été décrit pour la nature ordinaire (voir § A). En effet, c'est bien la nature ordinaire qui est le plus souvent le support de ces continuités écologiques.

III. Explication des choix établis pour élaborer le PLU

Résumé général :

La commune de Chalaines se situe à 1km de Vaucouleurs dans le Sud-Est meusien. Sa proximité avec Vaucouleurs et avec des pôles importants comme Toul (20 minutes) et Nancy (40 minutes), ainsi que son cadre de vie remarquable (vallée de la Meuse) en font un village attractif. L'analyse des chiffres démographique ou des données sur l'habitat nous confirme cette tendance. En effet, Chalaines voit sa population augmenter régulièrement depuis les années 1970, la vacance est également très faible et la pression foncière relativement importante pour une commune rurale meusienne.

L'objectif affiché de ce PLU est donc de répondre aux demandes de nouvelles installations de ménages au sein de la commune en proposant un secteur d'extension tout en conservant l'identité patrimoniale du village et en limitant l'étalement urbain. L'élaboration d'un plan local d'urbanisme permet également d'actualiser le document existant en prenant en compte les nouvelles lois en matière d'urbanisme (Grenelle, ALUR, Macron).

Une démarche participative :

La réalisation du PLU se fonde sur l'analyse des besoins et des potentialités de la commune, mais aussi sur la prise en compte des normes et des prescriptions supra-communales (Grenelle, Loi ALUR, PPRI de la Meuse, etc.). La concertation avec la population et l'association des Personnes Publiques Associées a permis de nourrir la réflexion. Cela permet de répondre aux attentes de chacun et de s'assurer une cohérence dans le projet urbain, entre un développement maîtrisé et la préservation d'un cadre de vie de qualité.

Deux réunions publiques ont présenté l'avancement du projet à plusieurs étapes. Elles ont permis de répondre aux interrogations et de prendre en compte les observations de chacun. Un registre, mis à la disposition des habitants en mairie, a également permis à chacun de faire part de ses observations.

Des réunions de travail ont associé de nombreuses Personnes Publiques Associées, comme la DDT, Le Conseil départemental, La chambre d'agriculture, la Communauté de Communes, mais également les communes voisines, et ont permis de construire un projet global en lien avec son territoire.

1. EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Le projet de la commune

Les élus de Chalaines sont ambitieux pour leur commune. Ils sont conscients des nombreux atouts de leur commune : un cadre de vie agréable au cœur de la vallée de la Meuse, la présence de Vaucouleurs à 1,5 km qui assure l'ensemble des services de proximité (commerce, école, santé, etc.), ou encore un accès facile à des pôles urbains comme Toul, Nancy et Neufchâteau.

La commune reçoit de nombreuses demandes de ménages voulant s'installer à Chalaines (environ 30 par an) auxquelles elle ne peut pas répondre par manque de terrains disponibles ou de logements vides en cœur de village.

Le projet de la commune est donc de pouvoir répondre à ces nombreuses demandes et d'augmenter sa population de 10%. Cela permettant d'augmenter les recettes fiscales de la commune, tout en limitant l'étalement urbain et en densifiant le cœur du village.

Explication et justification des choix retenus

La commune a la spécificité d'être «coupée en deux», notamment par le parc du château d'un côté et par une exploitation agricole de l'autre.

La partie nord de Chalaines accueille le cœur du village situé en zone UA. Son développement s'est fait principalement vers le Nord, le long de la D960, classé en zone UB, et à proximité de la Meuse, classé aujourd'hui en zone UBi car inondable dans le PPRI de la Meuse.

Au Sud, nous retrouvons «le petit Chalaines», composé d'habitats anciens, d'un lotissement du début des années 80, de constructions récentes et même d'un commerce puisqu'une construction vient d'être réalisée afin d'accueillir un salon de coiffure. L'habitat ancien se retrouve aujourd'hui dispersé autour d'un habitat plus récent et il ne possède pas d'intérêt patrimonial pour la commune. Le choix a donc été fait de placer ce secteur en zone UB.

Le secteur est également composé de bâtiments d'activités qui sont pour partie en friche, mais également réutilisé en partie comme siège sociale pour une entreprise. Nous avons donc décidé de laisser ce secteur en zone d'activités, avec un indice inondable, puisqu'il est également classé comme tel dans le PPRI.

Plusieurs facteurs sont à prendre en compte pour bien comprendre le zonage de la commune :

Toute la partie Ouest de la commune, le long de la Meuse, est classée en secteur inondable dans le PPRI, et donc en zone Naturelle inondable dans le PLU.

Le parc du château est préservé, excepté une bande au Sud du parc, le long de la route dans le prolongement de constructions existantes et face au lotissement.

La commune n'a jamais réussi à acquérir les terrains constructibles en zones 1NA et 2NA, définies dans le POS, et ceux-ci n'ont jamais été urbanisés. Grâce à l'élaboration de ce PLU, les élus de Chalaines ont donc décidé de reclasser ces secteurs en zone agricole.

Les besoins en logements pour Chalaines :

Ces besoins ont été calculés à partir de la méthode du point mort projeté. Cette méthode correspond au nombre de nouveaux logements dont la commune a besoin sur une période donnée pour stabiliser sa population et repose sur l'addition de ces 3 piliers : le renouvellement, l'évolution des résidences secondaires et de la vacance et le desserrement des ménages.

Le renouvellement désigne l'évolution des constructions (changement de destination d'une grange ou d'un commerce par exemple, insalubrité, destruction, etc.)

La variation des résidences secondaires et des logements vacants : ce critère permet d'analyser l'augmentation ou la diminution de ce type de logements et leur influence sur les besoins.

Le desserrement de la population : la variation du nombre de personnes par ménages entraîne une évolution des besoins en logement. En effet, les modes de vies évoluant (divorces, départs des jeunes du foyer familial, allongement de la durée de la vie, etc.), le nombre de personnes par logement change. Si on considère que l'effectif de la population reste stable, l'évolution du taux d'occupation entraîne une augmentation ou une diminution du besoin en logements. Mathématiquement, à population égale mais avec un nombre de ménages plus nombreux, cela entraîne un besoin supplémentaire en logements.

Projection 2014-2030 à Chalaines :

Renouvellement	
Variation du parc entre 2014 et 2030	
Parc total en 2030	
Parc total en 2014	170
Construction neuve entre 2014 et 2018	
Nombre de logements du au renouvellement	-5

À Chalaines, les capacités de mutation de l'espace bâti sont relativement faibles car il existe une réelle pression foncière. Le potentiel de récupération de dents creuses est faible, et très peu de bâtiments en cœur de village permettent de produire du logement. Cependant, bien que le potentiel soit faible, il n'est pas pour autant inexistant. Nous avons donc prévu, pour ce PLU, la production de **5 nouveaux logements** à travers ce processus de renouvellement « du bâti sur le bâti ».

Variation				
Résidences Secondaires	2014	8	2030	
Logements Vacants	2014	20	2030	
Total	2014	32	2030	
Variation				0

En 2017, d'après un recensement communal, il n'existe que 4 logements vacants sur la commune, soit une vacance inférieure à 3%. Cette vacance faible permet de ne pas ajouter d'objectif de récupération de logements vacants à Chalaines.

Desserrement	
Population des ménages 2014	300
Taille moyenne des ménages 2030	2,15
Nombre de résidences principales en 2014	146
Pop14/T30-RP14	0

Le desserrement des ménages est un facteur très important de l'évolution des besoins en logement. À la fois en nombre puisqu'à population égale les territoires ont plus de ménages à loger, mais également en typologie de logement, puisque les ménages n'ont plus les mêmes besoins en terme de superficie.

Bien que le nombre de personnes par ménage reste actuellement élevé (2,3), le vieillissement de la population va entraîner une baisse à l'horizon 2030. Nous avons estimé que la taille moyenne des ménages en 2030 atteindrait 2,15.

Afin de répondre précisément à ce desserrement, nous excluons les personnes de plus de 75 ans du calcul.

Il n'y a donc pas de besoin en logement à Chalaines lié au desserrement des ménages.

L'addition de ces 3 données ne nous crée pas de besoin en nouveaux logements pour la commune.

À ce point mort, nous additionnons le nombre de logements à créer pour répondre aux ambitions de la commune : 10%

Soit un gain de population visé de 32 nouveaux habitants.

$32/2,15$ (population par ménage) = 15 nouveaux logements

Il y a donc 15 logements à créer entre 2014 et 2030 pour atteindre les objectifs de la commune.

Après analyse des permis de construire, il n'y a pas eu de nouvelles constructions à usage d'habitation à Chalaines entre 2014 et aujourd'hui.

Le PLU prévoit un besoin de 15 logements entre 2018 et 2030 pour répondre aux objectifs des élus.

La réalisation d'un PLU aujourd'hui passe par l'analyse des capacités de densification d'une commune. Bien que Chalaines possède des capacités limitées dans ce domaine, 30% des besoins en logements seront proposés en densification, soit 5 logements.

Le nombre de logements à prévoir en extension est donc de 10.

Afin de permettre un développement à court et moyen terme, un secteur d'extension sous la forme d'une zone 1AU et d'une zone 2AU a été défini dans le prolongement des constructions les plus récentes au Nord de Chalaines. Ce secteur propose une surface de 0,9 hectare. Il propose une OAP qui apporte une vision qualitative de son aménagement. Le potentiel estimé pour ce secteur est de 10 logements, suivant la taille des espaces publics et le nombre de places de stationnement créé.

Le POS est aujourd'hui caduc. Cependant, les élus de Chalaines ont fait des efforts importants pour réduire leurs surfaces d'extension. Le POS contenait près de 5 hectares de zones 1NA et 2NA. L'élaboration du PLU prévoit 0,9 hectare, d'un seul tenant, avec une densité qui apparaît comme importante pour un milieu rural.

Ce projet de PLU prévoit la construction de 10 à 15 logements suivant les opportunités de densification. Couplé au renouvellement régulier dans le bâti existant, cela permet de répondre aux objectifs ambitieux que se donne la municipalité à moyen terme et de limiter l'étalement urbain et le mitage, à travers un projet peu consommateur, dense, qualitatif et d'un seul tenant.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Chalaines

Le PADD de la commune de Chalaines est la traduction du projet politique global. Ses grandes orientations ont fait l'objet d'un débat en Conseil Municipal le 13 juillet 2018. Elles se déclinent en 5 grands thèmes :

- Bénéficier de l'attractivité de Chalaines afin d'assurer un renouvellement urbain à la commune et de faire face au vieillissement de la population, au desserrement des ménages, et au phénomène de décohabitation.
- Consolider l'identité de la commune.
- Favoriser le développement économique local et le maintien des services.
- Préserver les paysages caractéristiques de Chalaines.
- Permettre aux habitants de Chalaines de bénéficier d'une connexion internet haut-débit.

Bénéficier de l'attractivité de Chalaines afin d'assurer un renouvellement urbain à la commune et de faire face au vieillissement de la population, au desserrement des ménages, et au phénomène de décohabitation.

Chalaines voit sa population augmenter régulièrement depuis les années 1970 grâce notamment à sa situation géographique, proche des pôles d'emplois comme Toul, Nancy et Neufchâteau, mais également à la qualité de vie qu'il y règne.

Le potentiel d'accueil de nouveaux habitants est important. L'objectif est donc de répondre à la demande, tout en limitant l'étalement urbain. Atteindre une population aux alentours de 360 habitants, soit une hausse de 10%, permettrait à la commune de pouvoir se développer tout en conservant son identité.

La vacance étant très faible et le nombre de dents creuses très limitées, l'accueil de nouveaux habitants passera donc par des extensions. Des réserves foncières seront donc constituées. Ces extensions seront traitées qualitativement afin de conserver un espace bâti de qualité.

Une zone 1AU de 0,53 hectare a été définie. Celle-ci est accompagnée d'une OAP qui lui assure un développement qualitatif. Cette zone assure un équilibre entre les volontés de développement de la commune et les limitations de l'étalement urbain.

Une zone 2AU est également créée dans le prolongement de la zone 1AU. Celle-ci propose une surface de 0,39 hectare.

Consolider l'identité de la commune.

La commune bénéficie d'un patrimoine important grâce à des éléments repères tels le château, la fontaine en cœur de village ou encore le patrimoine paysager de la vallée de la Meuse. Le PLU doit assurer leur mise en valeur et leur protection. C'est ce qui est réalisé à travers l'écriture du règlement et la définition du règlement graphique.

Favoriser le développement économique local et le maintien des services.

L'agriculture joue un rôle important au sein de la commune et plusieurs bâtiments agricoles sont encore à proximité directs des zones urbanisées. Afin d'assurer leur pérennité, nous ne définissons pas d'extension urbaine proche de ces périmètres de réciprocité.

Une zone UX est également définie, elle occupe le site d'une ancienne petite usine locale et permet à d'éventuelles activités de trouver un cadre d'accueil.

Préserver les paysages caractéristiques de Chalaines.

Le territoire communal accueille plusieurs secteurs protégés, comme le site Natura 2000 de la vallée de la Meuse, une ZNIEFF 2 ou encore le PPRI de la Meuse. Ces différents sites sont protégés par le PLU. La nature ordinaire est également protégée grâce à des zonages particuliers en zone naturelle.

La vallée de la Meuse est un atout paysager certain, et le maintien de ce paysage est enjeu important pour l'identité de la commune, mais également pour le maintien d'une agriculture extensive.

Enfin, l'objectif de ce PLU est d'assurer les continuités écologiques grâce à la définition de la trame verte et bleue qui va permettre de préserver les corridors de biodiversité et de garantir la fonctionnalité des écosystèmes par le maintien de continuités écologiques reliant les espaces naturels entre eux.

Permettre aux habitants de Chalaines de bénéficier d'une connexion internet haut-débit.

Cette orientation est également compliquée à mettre en place au sein d'un plan local d'urbanisme. Cependant, étant donné l'importance de posséder une connexion haut-débit afin d'attirer de nouveaux ménages, les élus ont voulu montrer, en faisant apparaître cette orientation, leur détermination à améliorer la qualité du débit internet pour l'ensemble des habitants de Chalaines.

1. PRESENTATION DE LA DELIMITATION DES ZONES

Les zones U (Urbaines)

Les zones U sont des zones, équipées ou sur le point de l'être dans lesquelles les capacités des équipements publics existants, ou en cours de réalisation, permettront d'admettre immédiatement des constructions (R 123- 5 du Code de l'Urbanisme). Ainsi, les occupations et utilisations du sol pourront être réalisées sans délai.

La zone urbaine comporte quatre secteurs : les secteurs UA, UB, UX, UL.

✓ La zone UA

La zone UA correspond au cœur du village de Chalaines. L'objectif est, à la fois, de préserver l'identité du cœur historique ainsi que sa cohérence. Cette préservation passe essentiellement par la prise en compte des règles d'alignement des façades, essentielles dans cette trame bâtie. Ces principes devront guider la réalisation d'éventuelles nouvelles constructions.

La valorisation du patrimoine bâti et des éléments architecturaux particuliers constitue un deuxième élément de préservation de l'identité du cœur historique. Concernant ce point, et au titre des articles L151-19 et L151-23 du Code de l'Urbanisme, il a été décidé de préserver la fontaine.

La zone contient un secteur indicé «i» car concerné par le plan de prévention des risques inondations de la Meuse. Même si une partie importante de la zone UA ne se trouve pas directement concernée par un aléa inondation, cette zone se trouve dans un secteur « pouvant contribuer au risque ». Les constructions à l'intérieur de ce secteur devront respecter le règlement du PPRI.

✓ La zone UB

La zone UB correspond aux extensions urbaines réalisées à partir des années 1950. Elles se répartissent aux différentes extrémités du village. Cette urbanisation contemporaine constituée de pavillons s'est faite soit par procédure de lotissement soit au « coup par coup ».

L'objectif de cette zone est d'assurer une cohérence du bâti avec le cœur de village et de permettre la construction dans les dents creuses et les terrains constructibles contiguës aux parcelles bâtis. La zone prévoit aussi des conditions de stationnement satisfaisantes en incitant les particuliers à stationner leur véhicule dans leur propriété.

La zone contient deux secteurs UB indicés « i » car concernés par le plan de prévention des risques inondations de la Meuse. Même si une partie importante de la zone UB ne se trouve pas directement concernée par un aléa inondation, cette zone se trouve dans un secteur « pouvant contribuer au risque ». les constructions à l'intérieur de ce secteur devront respecter le règlement du PPRI.

✓ La zone UX

La zone UX concerne un secteur de bâtiments en friche mais qui accueille encore le siège d'une entreprise. Nous souhaitons laisser la possibilité à des futures activités de pouvoir s'y installer.

Ce secteur est concerné par le plan de prévention des risques inondations de la Meuse qui y édicte des prescriptions supplémentaires pour les nouvelles constructions.

Les zones à urbaniser

✓ La zone 1AU

La zone 1AU (à urbaniser) concerne les secteurs à caractères naturels ou agricoles destinés à être ouverts à l'urbanisation. Les constructions à usage d'habitation y sont autorisées. Il existe à Chalaines un secteur zoné en 1AU. Le secteur propose une surface de 0,53 hectares et bénéficie d'une OAP.

✓ La zone 2AU

Située dans le prolongement du secteur 1AU, ce secteur 2AU est créé pour servir de réserve foncière. Celle-ci pourra être ouverte à l'urbanisation grâce à une modification simplifiée du document et lorsque la zone 1AU aura été remplie.

Les zones agricoles

D'une manière générale, il s'agit d'une zone, équipée ou non, devant être protégée en raison de son potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles. Les protections diverses imposées dans cette zone ont pour objectifs de protéger les terres affectées à la culture. La construction de nouveaux bâtiments agricoles et l'extension des installations existantes sont autorisées, dans le but de maintenir l'activité agricole.

Les zones naturelles et forestières

Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

- Plusieurs indices ont été créés au sein de cette zone naturelle :
- Zone Nj, correspondants aux jardins et aux vergers situés à l'arrière des habitations, qui assurent une interface efficace entre la zone urbaine et les espaces agricoles.
- Zone Ni, correspond à la zone naturelle inondable.
- Zone Nc, correspond à l'exploitation de la carrière.

2. LES SUPERFICIES DES ZONES

Les zones de Chalaines	Superficie en hectares
UA	6,63
UB	8,66
UBi	2,31
UX	0,62
UXi	0,6
UL	0,31
1AU	0,53
2AU	0,39
A	469,72
N	296,65
Ni	45,53
Nj	2,58
Nc	10,22

3. LES ELEMENTS DE PAYSAGE ET DE PATRIMOINE A CONSERVER

Les élus ont choisi de mettre en valeur la fontaine située au cœur du village. C'est un élément repère de la commune et les habitants y sont attachés. Cette fontaine doit donc être conservée. L'article L151-19 du code de l'urbanisme s'applique à cet élément patrimonial.

Plusieurs haies, importantes pour le fonctionnement écologique du territoire, sont également protégées au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. Ces haies devront être conservées. Des aménagements pourront être opérés dans la mesure où ils concourent à cet objectif de conservation. De même, la ripisylve de la Meuse est classée en tant qu'élément de paysage à conserver au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. La ripisylve doit être conservée. Des aménagements pourront être opérés dans la mesure où ils concourent à cet objectif de conservation.

4. L'EMPLACEMENT RESERVE

Un emplacement réservé a été défini. Il se situe dans la partie sud du village et permettra à terme de créer un nouveau chemin rural de desserte. Il servira de passage aux engins agricoles et à long terme il peut également offrir un accès à un nouveau secteur de développement pavillonnaire.

5. JUSTIFICATIONS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'UTILISATION DU SOL APPORTEES PAR LE REGLEMENT

Le règlement et le règlement graphique de la commune de Chalaines ont été réalisés avec pour objectif principal de conserver l'harmonie existante et le patrimoine vernaculaire de la commune. En effet, les secteurs UA (cœur historique de Chalaines) et UB (extensions plus récentes) possèdent chacun un règlement qui prend en compte leurs spécificités. Cela concerne principalement le recul des constructions par rapport à l'emprise publique, l'alignement par rapport aux limites latérales des parcelles, mais également l'aspect extérieur des constructions.

Le diagnostic agricole a permis de mettre en avant la proximité de bâtiments agricoles avec l'espace urbanisé. Le PLU assure la protection des exploitations agricoles en ne définissant pas de secteurs d'extension du bâti à proximité de ces exploitations.

Enfin la zone naturelle assure la protection de l'environnement en interdisant toute nouvelle construction à l'intérieur, et ce, aussi bien au niveau des prairies de fond de vallée qu'au niveau des espaces boisés du territoire. Elle assure la protection de vergers, mais aussi des jardins à travers le sous-secteur Nj. Elle respecte également le PPRI de la Meuse, grâce à l'indice Ni, qui verrouille le fond de vallée.

En cela, le règlement et le règlement graphique respectent le PADD.

Les zones urbaines UA, UB, UBi, UX.

1. affectation des zones et destination des constructions

Ces règles visent à définir les occupations et utilisations du sol en fonction de la vocation de chaque zone. Il s'agit d'interdire les usages incompatibles et inadaptés à la zone et de définir les conditions permettant de réduire les

nuisances éventuelles et d'assurer une bonne insertion des constructions dans le paysage urbain.

Cette première partie vise à interdire toutes les activités pouvant provoquer des nuisances afin de garantir l'activité résidentielle des zones UA et UB et de garantir l'activité économique de la zone UX.

Au sein de la zone UBi, les nouvelles constructions devront respecter les prescriptions établies par le plan de prévention des risques inondations de la Meuse.

2. caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère.

Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Dans la zone UA, l'implantation des constructions principales doit être à l'alignement des voies publiques ou à l'alignement d'une façade existante sur une des parcelles contigües. L'objectif est de maintenir un front urbain homogène avec les caractéristiques d'implantation de l'existant.

Dans la zone UB, les constructions peuvent s'implanter soit à l'alignement des voies publiques ou privées, soit en retrait. Ce retrait est compris entre 5 et 10 mètres.

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

Dans la zone UA, La construction principale doit être édifiée sur au moins une des deux limites parcellaires latérales, et de préférence, sur celle qui est déjà bâtie, le cas échéant. Cela permet de préserver la continuité du front urbain et favoriser une meilleure utilisation du foncier. Pour les marges de fond de parcelle, tout point de toute construction doit être situé soit en limite séparative soit à distance au moins égale à 3 mètres des limites séparatives n'aboutissant pas aux voies.

Dans les zone UB, à moins que la construction principale ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois (3) mètres. Cela permet de garder une cohérence avec le bâti existant au sein de ces zones.

Au sein de la zone UX, les constructions peuvent s'implanter sur les limites séparatives ou en retrait. Dans ce dernier cas, la distance comptée

horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Hauteur des constructions :

En zone UA et UB, la hauteur de la construction ne pourra excéder la hauteur de la façade principale de l'immeuble mitoyen le plus élevé. En zone UA et UB, La hauteur maximale des constructions, ne pourra excéder 9 mètres à l'égout de la toiture.

Cela assure le maintien des caractéristiques des différentes époques de construction entre le village ancien et les extensions contemporaines. Cela garantit également une bonne intégration des nouvelles constructions en tirant partie de la configuration du terrain ainsi qu'un paysage urbain de qualité.

Pour les annexes, dépendances et garages, la hauteur maximale est limitée à 4 mètres à l'égout du toit. Pour les abris de jardins, la hauteur maximale est limitée à 2,50 mètres toutes superstructures comprises.

Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :

Dans la zone UA, l'objectif est de préserver le patrimoine bâti et les éléments du bâti remarquables, mais aussi de préserver les couleurs, les matériaux et les caractéristiques de l'habitat Lorrain (façades cohérentes, toiture, clôtures, etc.).

Dans la zone UB, Les prescriptions visent à créer un paysage bâti cohérent par rapport aux extensions existantes et au bâti du village ancien (couleurs, matériaux, pentes des toitures...).

Au sein de ces deux zones, ces prescriptions vont permettre de maintenir des caractéristiques des différentes époques de construction. Garantir une bonne intégration des nouvelles constructions dans le paysage urbain existant.

Dans la zone UX : Les façades des immeubles en maçonnerie doivent être crépies et enduites, à moins qu'il ne s'agisse de matériaux de parement.

Le stationnement :

Dans les zones UA et UB, il est imposé 2 emplacements de stationnements pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, lorsque la parcelle le permet.

Ces mesures limite le stationnement des voitures particulières sur les trottoirs et les voies de circulation afin d'améliorer la qualité et la sécurité des déplacements, tous modes confondus et contribue au meilleur partage de

l'espace public. Il optimise également le potentiel de stationnement.

Dans la zone UX, Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou privées. Un nombre minimum d'emplacements pourra être fixé en fonction de la destination et de la capacité des immeubles à desservir. La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'un véhicule est de 25 m², y compris les accès.

Espaces libres et plantations :

Dans les zones UA et UB, les espaces non utilisés pour les constructions, les voies, les aires de stationnement doivent être aménagés en espaces verts.

Obligations imposées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques :

Lors de la réalisation d'une ou plusieurs constructions, les fourreaux nécessaires à la création d'un réseau de communications électroniques devront être prévus et dimensionnés à la nature du projet.

Les zones à Urbaniser : 1AU

1. Affectation des zones et destinations des constructions

En zone 1AU, les règles permettent d'assurer à celle-ci son rôle de développement de l'habitat.

2. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère.

Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Dans la zone 1AU, un retrait compris entre 5 et 10 mètres est imposé. Ce retrait doit permettre de favoriser la création d'espace de stationnement prévu dans le règlement et de maintenir une cohérence avec le front bâti existant et de limiter l'impact paysager des nouvelles constructions.

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

A moins que la construction principale ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois (3) mètres (soit $L > H/2$ et $L > 3 \text{ m}$).

Hauteur des constructions :

La hauteur maximale des constructions, mesurée à partir du sol naturel, ne

peut excéder 8 mètres à l'égout de la toiture.

Aspects extérieurs :

Les prescriptions visent à créer un paysage bâti cohérent par rapport aux extensions existantes et au bâti du village ancien (couleurs, matériaux, pentes des toitures, orientation des faitages, etc.). Cela Garantit une bonne intégration des nouvelles constructions dans le paysage urbain.

Stationnement :

Il est imposé 2 emplacements de stationnements pour toute nouvelle construction à usage d'habitation.

Ces mesures limite le stationnement des voitures particulières sur les trottoirs et les voies de circulation afin d'améliorer la qualité et la sécurité des déplacements, tous modes confondus et contribue au meilleur partage de l'espace public. Il optimise également le potentiel de stationnement.

Espaces libres et plantations :

Les espaces non utilisés pour les constructions, les voies, les aires de stationnement doivent être aménagés en espaces verts.

Obligations imposées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques :

Lors de la réalisation d'une ou plusieurs constructions, les fourreaux nécessaires à la création d'un réseau de communications électroniques devront être prévus et dimensionnés à la nature du projet.

La zone Agricole

1. Affectation des zones et destinations des constructions

Dans cette zone sont autorisées les nouvelles constructions et installations nécessaires aux services publics et à l'exploitation agricole. Cela permet de protéger les terres et les exploitations agricoles.

2. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère.

Implantations des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Les constructions doivent être édifiées au minimum à 10 mètres de l'alignement des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation des véhicules motorisés.

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

Les constructions agricoles devront respecter les distances d'implantation par

rapport aux habitations appartenant à des tiers prévues par la réglementation sanitaire en vigueur. Elles devront également respecter les mêmes distances par rapport aux limites des zones « U » et « AU ».

Hauteur des constructions :

La hauteur maximale des constructions à usage d'habitations, mesurée à partir du sol naturel, ne peut excéder 9 mètres.

La hauteur maximale des constructions et installations agricoles est fixée à 12 mètres.

Le but de cet article est de garantir une bonne intégration des nouvelles constructions dans le paysage.

Aspects extérieurs :

Les prescriptions concernant l'aspect des constructions à usage d'habitation visent à créer un paysage bâti cohérent par rapport au bâti du village. Pour les constructions concernant l'usage agricole, l'objectif de cet article est de favoriser l'intégration des constructions dans le grand paysage.

La zone Naturelle et forestière

1. Affectation des zones et destinations des constructions

Dans la zone N, les constructions sont très limitées afin de maintenir le caractère naturel de la zone.

Dans le secteur Nj, des abris de jardins à raison d'un abri par unité foncière, ainsi que Les annexes fonctionnelles non accolées des constructions, dans la limite de deux annexes maximum par bâtiment principal.

Dans le secteur Nc, les constructions ou installations nécessaires à l'exploitation et à l'entretien de la carrière.

Dans le secteur Ni, aucune nouvelle construction n'est possible.

2. caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère.

Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Les constructions peuvent s'implanter en recul ou en limite.

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :

Toute construction doit respecter en tout point une distance minimale de 10 mètres par rapport aux limites séparatives.

6. L'ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le secteur 1AU de Chalaines fait l'objet d'une OAP. Celle-ci se veut qualitative. En effet, elle conserve la vue remarquable sur la vallée de la Meuse en créant un espace public afin que chacun puisse en profiter. Cet espace doit aussi servir de lieu de vie et de rencontre. L'OAP prévoit aussi un chemin piétonnier qui permet de relier ce nouveau quartier aux autres secteurs de la commune. Elle prévoit aussi la création de haies en fond de parcelles afin de fournir un espace tampon entre les habitations et l'espace agricole.

Enfin, des places de stationnement sont également prévues, afin d'éviter ce problème récurrent dans ce type d'aménagement, le stationnement anarchique sur les trottoirs.

Cette OAP respecte le PADD. En effet, elle permet à la commune de pouvoir continuer à se développer raisonnablement tout en limitant l'étalement urbain. Une liaison douce est prévue et des aménagements qualitatifs de la zone vont limiter l'impact paysager sur le grand territoire.

Les réseaux sont proches, ils atteignent le droit de la parcelle. L'assainissement sera collectif. Les réseaux sont en capacité d'accueillir le nombre de nouvelles constructions correspondant à la densité du secteur.

7. PRESERVATION ET DE LA MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT AINSI QUE LES EFFETS ET INCIDENCES ATTENDUS DE SA MISE EN ŒUVRE SUR CELUI-CI.

La présente évaluation environnementale vise à évaluer toutes les incidences potentielles du PLU sur l'environnement afin de les éviter et les réduire au maximum, voire les compenser, si besoin.

Les tableaux suivants récapitulent les différents éléments de cette évaluation.

Milieux naturels, biodiversité et fonctionnement écologique	
Etat initial et enjeux	Les milieux naturels remarquables <ul style="list-style-type: none">• Le site Natura 2000 : Vallée de la Meuse• Zones humides remarquables : la vallée de la Meuse
	Les habitats présentant un intérêt écologique particulier <ul style="list-style-type: none">• Les cours d'eau et les zones humides

	<ul style="list-style-type: none"> • Les forêts, d'une envergure régionale • Les vergers, des milieux riches favorisant la diversité écologique • Les prairies avec un certain intérêt biologique, surtout le long de la Meuse <p>Fonctionnement écologique du territoire Des réservoirs de biodiversité à préserver : vallées de la Meuse, forêt, ainsi que des corridors.</p>
Incidences du PLU et choix	<p>Le site Natura 2000 est situé en zone N où toute construction autre que d'usage agricole est interdite : pas d'incidence du PLU sur le site Natura 2000. Une partie de la zone UBi est également concernée par la zone Natura 2000. Cependant ce secteur est concerné par la réglementation du PPRI de la Meuse.</p> <p>Les boisements sont classés en zone Naturelle. Pas d'incidence significative du PLU sur les boisements.</p> <p>Les vergers et jardins sont préservés et classés en zone Nj, zones inconstructibles ; pas d'incidence du PLU sur les vergers et jardins</p> <p>Les prairies sont classées en zones N. Pas d'incidence significative du PLU sur les prairies.</p> <p>Fonctionnement écologique du territoire : réservoirs de biodiversité classés en zones N, constructibilité interdite, préservation des haies et bosquets, corridors écologiques pas d'incidence du PLU sur le fonctionnement écologique</p>
Mesures	<p>Respect du PPRI Meuse et des périmètres de protection, Maintien des prairies le long de la vallée de la Meuse, Protection des ceintures de jardins et de prairies autour du village. Maintien des systèmes prairiaux. Maintien des haies existantes Plantation de nouvelles haies.</p>
Indicateurs de suivi	<p>Evolution en ha des surfaces boisées, prairiales, et de zones humides ; Evolution en mètres linéaires des haies ; Maintien des espèces remarquables recensées dans la commune.</p>

Gestion des ressources naturelles	
Etat initial et enjeux	Capital foncier : priorité à la valorisation des logements vacants. Développement limité, en continuité avec l'enveloppe urbaine.
Incidences du PLU et choix	La ressource en eau est suffisante pour la population nouvelle envisagée : pas d'incidence du PLU sur la ressource en eau Permettre la requalification du bâti existant afin d'économiser l'espace, limiter les zones ouvertes à l'urbanisation pas d'incidence significative du PLU sur l'occupation du sol
Mesures	Développement urbain futur limité : 1 AU et 2 AU de 0,9 ha
Indicateurs de suivi	Surface des zones IAU aménagée ; Nombre de logements produits dans les différentes zones U et AU.

Pollutions	
Etat initial et enjeux	Qualité de l'eau des cours d'eau : mauvaise (Meuse) Assainissement : assainissement collectif La collecte des déchets est effectuée par l'entreprise Le Barisien et la déchetterie se situe à Vaucouleurs
Incidences du PLU et choix	Cours d'eau et milieux patrimoniaux protégés par un classement en zone naturelle, inconstructible.
Indicateurs de suivi	Evolution de la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines (données AERM)
Risques et nuisances	
Etat initial et enjeux	Inondations : aléa inondation de la Meuse

Incidences du PLU et choix	Le choix de la localisation des zones à urbaniser évite les zones à risques du PPRI.
Mesures	Aucune zone constructible n'empiète sur la zone rouge du PPRI.
Indicateurs de suivi	Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles Nombre d'habitations touchées en cas de catastrophes naturelles Taux et masse de déchets valorisés, recyclés, stockés

Evaluation des incidences sur le site Natura 2000	
Etat initial et enjeux	Présence du site Natura 2000 vallée de la Meuse à l'Ouest du ban communal de Chalaines.
Incidences du PLU et choix	Aucune zone constructible n'empiète sur le périmètre du site Natura 2000.
Mesures	Maintien des prairies le long de la vallée de la Meuse, Maintien des systèmes prairiaux. Maintien des haies existantes assurant des axes de déplacement,
Indicateurs de suivi	Evolution en ha des surfaces boisées, prairiales, et de zones humides ; Evolution en mètres linéaires des haies ; Maintien des espèces d'intérêt communautaire (Natura 2000) recensées dans la commune.